

COMMUNISME ou CIVILISATION pour

L'INVARIANCE de la théorie du prolétariat.

Défendue dans la ligue des Communistes (Manifeste du Parti Communiste (1848); dans l'AIT (oeuvre du Conseil Général de Londres dirigé par Marx); lors de la Commune; dans la deuxième Internationale; contre la dégénérescence et la faillite de celle-ci (Gauche socialiste en Allemagne, Bolcheviks, Gauche socialiste en Italie - Fraction abstentionniste).

**Qui triomphe en Russie 1917 et internationalement : Moscou
1919 : fondation de la troisième internationale; Livourne
1921 : fondation du Parti Communiste d'Italie : rupture avec la démocratie**

Défendue par la Gauche Communiste contre la dégénérescence de Moscou; contre l'Union Sacrée dans la résistance au fascisme.

Qui doit être restaurée, ainsi que le Parti Communiste - organe de la classe prolétarienne - en dehors de tout démocratisme, carriérisme, individualisme, contre l'immédiatisme et contre tout doute révisionniste sur la doctrine.

Le but de "Communisme ou Civilisation" est la reformation du Parti Communiste.

Appel au Mouvement Révolutionnaire

Dans le numéro 21 de « Communisme ou Civilisation » consacré à l'édition d'une partie de notre correspondance de 1976 à 1986, nous avons développé notre propre conception du milieu révolutionnaire.

Ce milieu révolutionnaire est composé d'un ensemble de groupes, fractions, cercles, etc, qui tous se réfèrent à, ou s'essaient à retrouver la tradition du communisme révolutionnaire et sont issus plus ou moins directement de la dernière incarnation de cette tradition : l'Internationale Communiste et les courants de gauche qui ont essayé, à la fin des années 20, d'en combattre la dégénérescence.

Toutes les composantes de ce milieu révolutionnaire se réfèrent plus ou moins correctement à ce fonds commun, et au-delà à l'oeuvre théorique et pratique de Marx, d'Engels et d'autres grands combattants du communisme révolutionnaire (Lénine, Luxembourg, Bordiga, etc). Ces groupes ont joué depuis 60 ans et jouent encore un rôle important de défense et de diffusion des positions révolutionnaires, même si c'est trop souvent de manière sclérosée et figée.

Ce que justement on peut reprocher à ce milieu c'est de ne pas accepter cette tâche avec suffisamment de rigueur et donc d'abatardir les positions traditionnelles du programme communiste, freinant, entravant ainsi les possibilités de réappropriation de ce dernier par le prolétariat révolutionnaire. Dans la mesure où il assure, et nous avons vu que c'était plutôt mal que bien, la défense de la continuité du communisme révolutionnaire, ce milieu est l'incarnation du parti communiste au sens historique du terme. C'est-à-dire le parti-programme, l'expression de la classe qui assure la permanence du programme communiste par delà les vicissitudes de la lutte des classes et la succession des formes d'organisation.

En fait l'oeuvre de ces groupes est diffuse et leur appartenance à l'aire révolutionnaire doit se comprendre dans un sens historique et dynamique. Ce qui forme l'unité de ce milieu, ce n'est pas tant ce qu'il est à un moment donné, ou ce qu'il croit être, mais ce qu'il incarne réellement au sein d'une tradition historique qui est celle du communisme. Même s'il est en quasi totalité composé de sectes, incapables de saisir le mouvement réel, ce mouvement incarne un moment de la longue histoire du prolétariat révolutionnaire et en maintient, vaille que vaille, les traditions. C'est pourquoi nous pensons qu'il est l'expression actuelle du parti historique. Pris séparément, ses différentes composantes ne peuvent incarner la totalité de l'expérience révolutionnaire, mais ils participent tous, à divers degrés, d'une même réalité, qui est la volonté d'assurer la permanence du programme révolutionnaire du prolétariat durant 60 années de contre-révolution. Ce qui ne veut pas dire que ce mouvement sera apte en tant que tel à affronter la réalité de la prochaine vague révolutionnaire. Il est même probable que, sous sa forme actuelle, il ne résistera pas au choc. Mais en tous cas il aura aidé plusieurs générations de révolutionnaires à s'y préparer, bien ou mal.

Ainsi le mouvement révolutionnaire apporte plus par le maintien d'un certain souffle révolutionnaire et un rappel global des grands principes révolutionnaires, que par ses positions particulières, qui prises séparément, ne valent pas tripette. Ainsi de la conception statique des « frontières de classes » réduites à un catalogue de positions figées et non dialectiques, chères à des groupes comme le GCI ou le CCI. Ces groupes croient ainsi délimiter de manière rigoureuse les limites d'une aire révolutionnaire et en fait ils figent celle-ci sur des positions soi-disant « de principes » mais qui, en leur

temps, aurait fait exclure des « conférences internationales » la Ligue des Communistes, la Nouvelle Gazette Rhénane ou l'Internationale Communiste !

Nous pensons, nous, au contraire, que le mouvement révolutionnaire n'en est pas encore – loin de là – à se mettre d'accord sur une plateforme de positions, dès lors qu'il n'a même pas su assimiler le pourquoi des positions historiques de notre classe et de notre tradition communiste. Or, en cette absence d'unité formelle, qu'est-ce qui peut faire parler de la réalité d'un mouvement ou d'un milieu révolutionnaire ? En quoi est-il bien expression du parti historique ?

Pour nous, cette unité, cette identité commune, se lit dans une dynamique à l'échelle historique : la référence commune à une tradition communiste révolutionnaire que l'on veut non frelatée (hors donc des sentiers du stalinisme, du trotskysme, etc) ; l'attachement aux grands thèmes de la doctrine communiste : caractère révolutionnaire de la classe prolétarienne, possibilité et nécessité de la destruction du mode de production capitaliste pour faire place à la société communiste, nécessité de la lutte révolutionnaire pour parvenir à cet objectif (hors donc des sentiers de la collaboration de classes, du réformisme et de la défense des intérêts de la société bourgeoise) ; l'attente passionnée et la préparation, à l'échelle des moyens dérisoires qui sont les siens, du séisme révolutionnaire qui devra, comme cela a été à l'aube de ce siècle, ruiner la société de classes et d'exploitation pour permettre le saut de l'humanité du règne de la nécessité dans celui de la liberté.

Tels sont les contours qui délimitent l'existence d'un milieu révolutionnaire actuellement.

Pour autant qu'il y ait des critères à définir, ils sont ceux qui hier caractérisaient le parti ouvrier et qui aujourd'hui sont l'apanage exclusif du parti communiste (cf. Couc 18). Ils se situent donc sur la ligne historique qui va du Manifeste de 1848 aux gauches issues de l'Internationale Communiste :

- reconnaissance de la nécessité de l'action politique du prolétariat et de la constitution d'un parti politique.
- conquête du pouvoir politique par le prolétariat
- revendication de la nécessité de la dictature du prolétariat
- revendication de la lutte pour le communisme compris comme société sans classes à l'échelle planétaire où auront disparus les catégories marchandes, la valeur et le salariat.

Seuls les groupes qui composent ce milieu, qu'ils en aient conscience ou non, ont eu une pratique et un cheminement en rapport avec ces exigences.

Le milieu révolutionnaire n'est d'ailleurs pas toujours conscient de sa propre identité, qu'il ne sait pas forcément interpréter. Témoin les différentes conceptions du milieu et de son activité qui le parcourent. Ce milieu n'est pas conscient du fait que ses délimitations vis-à-vis du camp bourgeois s'opèrent plus par une sorte d'auto-reconnaissance mutuelle sur la base de ce qui lui est commun et que nous venons de définir que par de grandes déclarations de principe politiques, qui n'aboutissent d'ailleurs à rien sinon, d'après le mot de Marx, à mettre en avant selon la politique propre aux sectes (note) ce qui les distingue plutôt que ce qu'ils ont en commun. C'est cette référence commune qui fait que malgré les vicissitudes du mouvement politique, le milieu révolutionnaire conserve, depuis 60 ans, son identité et les principes généraux de la tradition révolutionnaire, malgré les divergences parfois majeures qui le frappent.

Lorsque le PCI-Programme Communiste a vécu en 1982, une série de scissions importantes qui l'ont laissé exsangue, il subissait pour une part les conséquences d'un confusionnisme théorique et d'un flirt poussé avec le gauchisme au cours des années 70, mais en même temps les regroupements issus de cette scission comme « El Oumami » se sont clairement placés d'emblée hors du camp révolutionnaire, sur une base purement bourgeoise. De même des groupes comme « Pour une Intervention Communiste » ou les courants proches de l'ex-Vieille Taupe » ont quitté les sphères révolutionnaires pour rejoindre, qui la social-démocratie de gauche version « Spartacus », qui l'extrême-droite « révisionniste ». Jusqu'ici le milieu révolutionnaire a évité que des courants hétérogènes s'installent durablement en son sein et le gangrènent définitivement. Par exemple l'anarchisme croissant du GCI (Groupe Communiste Internationaliste) et son soutien a-critique à toute forme de violence émanant même de groupes contre-révolutionnaires notoires comme le PCP-Sentier Lumineux au Pérou, risque de le conduire à terme à s'exclure, en tout ou en partie de ce parti communiste historique.

Il existe donc, malgré tout, une unité qui s'impose au milieu révolutionnaire et qui perdure à travers les regroupements, les scissions, les disparitions etc.

Ce mouvement a dans l'ensemble su trouver ses marques, et même s'il cultive l'illusion d'arriver à une meilleure unité par le biais de la discussion ou de l'activisme, et s'il subit de fortes oscillations opportunistes que peuvent l'entraîner à établir des contacts avec des courants qui lui sont étrangers (ce qui fut le cas par exemple du PCI-CWO avec le Komala iranienne ou le RPP indien) ces tendances finissent en général par se trouver rectifiées.

À partir de cette conclusion d'ensemble, étayée par l'étude historique du développement du mouvement communiste depuis 1848, nous constatons que :

1 – Il existe un milieu révolutionnaire, expression actuelle du parti communiste au sens historique du terme, qui exprime la permanence de la théorie révolutionnaire du prolétariat. C'est ce mouvement qui recueille, à une échelle infime, les faibles énergies révolutionnaires que continuent à se manifester à notre époque de triomphe de la contre-révolution.

2 – Ce milieu possède une unité politique, héritée d'un passé commun et d'une même conception des buts généraux du mouvement prolétarien, même si dans le détail il est traversé de profondes divergences qui deviendront autant de fractures et qui sont d'ores et déjà autant d'obstacles pour aborder la réalité du mouvement révolutionnaire.

3 – Ce milieu ne possède pas de plate-forme politique, et compte tenu de son caractère sclérosé et sectaire, il ne saurait en avoir une sans avoir préalablement contribué à restaurer le programme communiste. Au contraire toute tentative de figer ce « moment » sur une liste fermée de positions politiques contribue à scléroser le mouvement. En ce sens, si ces groupes communistes sont l'expression du parti historique, ils sont loin, très loin, d'être à la hauteur d'une telle tâche.

4 – C'est en partant de la constatation que le milieu est incapable d'assurer convenablement sa mission de défense du programme communiste, donc de s'unifier consciemment autour d'une telle perspective que nous avons proposé qu'il le fasse au moins sur une base minimale.

Il ne s'agissait pas pour autant dans notre conception, d'apporter une solution, un remède, à une soit-disant « crise politique » du milieu. En ce sens nous refusons le diagnostic du CCI ou de la FECCI qui parlent de « crise politique » du mouvement

révolutionnaire. Si ce mouvement est si malingre c'est que perdure la plus puissante contre-révolution de l'histoire du prolétariat, qu'aucune thérapeutique activiste n'est à même de guérir. La rupture ne viendra pas du milieu lui-même par la multiplication de discussions, confrontations politiques etc, mais de la classe révolutionnaire elle-même, c'est-à-dire de la lutte du prolétariat. Il est d'ailleurs probable qu'à ce moment là, une partie de ce milieu, aveuglé par son idéologie et sa pratique de secte sera incapable de saisir réellement l'importance du mouvement. Même si le retour de la crise catastrophique ramènera inévitablement les conditions pour qu'une telle reprise de la lutte des classes ait lieu, nous ne pensons pas que celle-ci soit imminente sur une vaste échelle. Peut-être que la prochaine crise cyclique, dont la crise financière d'Octobre vient de donner le coup d'envoi en fanfare, et que sera suivie de la crise industrielle que nous attendions comme prévu en 1987-88, permettra un certain retour offensif du prolétariat, mais ce n'est pas le cas jusqu'à présent.

C'est sur la base d'une telle analyse et de notre compréhension générale du mouvement que nous avons participé ⁽¹⁾ au cours du 1^{er} semestre de l'année 1987 à une initiative visant à appeler l'ensemble du mouvement révolutionnaire à une meilleure coopération.

Cette initiative émanait au départ de 3 composantes : la « Revue Communiste », organe en français du BIPR ; un groupe de camarades signant sous le pseudonyme collectif de « Germano » et nous-mêmes. Lors d'une réunion tenue en Février 1987, ces 3 composantes décidaient de contacter différents groupes du milieu (au départ, pour des raisons de commodité, surtout en France et en Belgique) pour proposer la rédaction d'un appel au milieu, afin d'instaurer un réseau de coopération technique et d'unification des faibles forces révolutionnaires, la presse etc.

A cette fin, les trois participants à l'initiative décidaient de rédiger un texte préliminaire, qui ne devait en aucun cas constituer le document définitif de l'appel, mais servir « d'aide-mémoire » afin de fixer les choses entre eux, et de document de référence pour contacter les groupes. Voici ce texte :

«Le milieu révolutionnaire actuel (mouvement communiste) souffre d'une extrême faiblesse liée à sa dispersion en une multitude de groupes, fractions, revues, cercles etc.

Il n'est pas question ici de nier les réalités matérielles et historiques qui ont conduit à cet état de fait ni de lancer des appels volontaristes pour le faire cesser : seul le développement mondial de la lutte des classes en fournira les conditions matérielles.

Néanmoins cette faiblesse a entraîné et entraîne des conséquences graves para rapport aux tâches des communistes. Par exemple le milieu n'a pas su réagir comme il le fallait lorsque, il y a trois ans, des camarades italiens en danger lui lancèrent un appel à la solidarité ; ou encore plus récemment lorsque le GCI a subi des attaques de la part de l'Etat bourgeois.

Il s'agit de savoir si à l'avenir les différentes composantes du milieu révolutionnaire, sans renoncer à leur identité, sauront réagir de manière plus unitaire, non seulement sur les questions de la répression mais aussi dans d'autres domaines « techniques » pouvant permettre une meilleure diffusion et une meilleure défense des positions révolutionnaires.

¹ En ce sens, la FECCI a tort, dans le numéro 7 de « Perspective internationaliste » (cf. P. 29) de présenter l'initiative de Février comme une « proposition de Communisme ou Civilisation ».

Dans cette optique, quelques éléments du milieu ⁽²⁾ se sont réunis pour faire un certain nombre de propositions visant à faire converger les forces des révolutionnaires sur les terrains où une base d'accord minimale peut être trouvée : autrement dit, sans chercher à nier ou effacer les divergences théoriques, politiques et tactiques, mais en essayant de se donner des moyens plus unitaires pour mettre en oeuvre le travail révolutionnaire :

- Défense des communistes face aux attaques dont ils peuvent être l'objet.
- Mise en commun et coordination des divers moyens techniques dont chacun dispose : réseau de diffusion, local, imprimerie, boîte postale, édition, documentation et archives etc, etc, pouvant aller jusqu'à :
- Edition d'une revue commune, produit de la collaboration des différentes composantes du milieu qui gardent en entier leurs caractéristiques politiques et organisationnelles spécifiques.

Ce texte, présenté aux composantes du milieu révolutionnaire constitue une première proposition dans le but de susciter un appel formulé par l'ensemble du mouvement communiste.

Communisme ou Civilisation – Germano – Revue Communiste

Paris le 8 Février 1987. »

C'est sur la base de cette esquisse que les trois premiers signataires ont contacté, en Février et Mars dernier, les groupes suivants : Jalons, Courant Communiste International, Groupe Communiste Internationaliste, Union prolétarienne, Ferment Ouvrier Révolutionnaire et la Fraction externe du Courant Communiste International, pour « tâter le terrain » afin de lancer éventuellement un appel public et définitif signé par plusieurs composantes significatives du milieu.

D'emblée, deux camps se sont dessinés. Ceux pour qui la réponse était un refus clair et net (CCI, GCI, FOR), et ceux qui ont co-signé le document (Jalons, Union Prolétarienne) ou se sont déclarés intéressés pour en discuter (FECCI), mais parfois, comme on le verra, sur la base d'un pur et simple malentendu.

Les arguments du « camp du refus » étaient en général les suivants :

- absence de délimitation politique générale inscrite dans le document ;
- volonté de coopérer au coup par coup éventuellement sur certains points mais en aucun cas sur la base d'un accord formel permanent (GCI) ;
- insistance sur la nécessité de discussions politiques et d'accords de principe préalable à tout engagement ;
- mise en avant du rôle primordial de sa propre secte dans le processus de regroupement des révolutionnaires (CGI), etc.

Or, ces arguments, mis à part le fait, non essentiel, qu'ils ne tenaient pas compte du caractère, pourtant affirmé dans le texte, purement préliminaire du document en question, démontrent à l'évidence une incompréhension majeure de la conception du

² En ce sens les récents propositions des groupes argentin et uruguayen illustrent bien les préoccupations suscitées par la situation internationale actuelle du mouvement.

milieu révolutionnaire qui le sous-tendait. Compte tenu de ce que nous avons expliqué plus haut, le contexte politique allait pour nous de soi, et d'ailleurs on put en trouver confirmation dans la liste des groupes contactés, appartenant tous à ce que se reconnaît comme milieu révolutionnaire.

Adressé uniquement à différentes composantes du milieu révolutionnaire, ce document n'avait pas du tout le même sens que s'il avait été adressé, dison à des trotskystes ou des anarchistes. D'ailleurs, lorsqu'au cours d'une réunion, un camarade nous a signalé qu'un cercle anarchoïde était prêt à se joindre à cet appel, nous avons refusé tout net car il allait de soi qu'il ne faisait pas partie des groupes à qui, selon nous, un tel type d'appel devait être adressé. Il va également de soi que, en tant que première mouture, ce document n'incluait pas de liste de destinataires, mais si l'on était passé à une deuxième phase de l'opération, le simple énoncé des groupes visés par l'appel aurait délimité les contours des forces politiques visées, celles-ci coïncidant très exactement avec le milieu révolutionnaire.

Dans ces conditions, insister sur l'absence de délimitations politiques et mettre en cause l'aspect technique (que nous avons à dessein mis en avant de manière légèrement provocatrice), relève de l'enfantillage. Proposé à « Lutte ouvrière » ou à « El Oumami », ce document est contre-révolutionnaire. Mais il ne l'a pas été. Proposé au GCI, CCI, FECCI, FOR, BIPR etc, à savoir les différentes composantes du mouvement révolutionnaire, et tout réduit qu'il soit à des modalités « techniques » ce document possède un tout autre sens que nos interlocuteurs ont fait semblant de ne pas voir.

De deux choses l'une: ou bien il existe un milieu révolutionnaire dont les contours sont relativement bien définis, et ce milieu forme une « famille » politique, au sein de laquelle il existe des divergences importantes, mais aussi une base naturelle de coopération. Ou bien il n'existe pas de milieu révolutionnaire et chaque groupe est « le parti » détenant la vérité révélée. Dans ce cas il est inutile de proposer comme le font ces groupes des discussions politiques ou même l'échange des publications.

Dans le même ordre d'idées, l'insistance sur la nécessité d'une discussion politique préalable révèle selon nous une divergence majeure sur ce qu'il faut entendre par « milieu révolutionnaire » et va en tous cas à l'encontre de ce que nous préconisons pour ce milieu : s'atteler à la tâche de restauration du programme communiste afin de se préparer à recueillir les fruits du mouvement réel de la lutte des classes qu'il devra affronter tôt ou tard.

Quand à l'affirmation que ce genre de coopération doit s'effectuer au coup par coup, sans formaliser d'accord permanent, elle ne relève pour nous que de l'accord de principe, qui sous-tend actuellement les rapports au sein du milieu révolutionnaire et que précisément nous voulions aider à formaliser afin de mettre ce milieu face à ses tâches réelles et le forcer à les effectuer de manière permanente, sur la base d'engagements qu'il se sentirait tenu de respecter.

Au contraire, le mouvement a ainsi montré que pour lui, toute son apologie de l'unité et de la coopération n'est que paroles, et que quand on lui propose de prendre une série de mesures simples qui relèvent uniquement d'une « bonne volonté » pour être réalisées, il se dérobe, en se réfugiant derrière de grands discours de façade. Peut-être sommes-nous « minimalistes » dans nos propositions, mais celles-ci peuvent avoir une réalité pratique, compte-tenu de l'état actuel du milieu ; alors que, dans son « maximalisme », le mouvement, finalement, ne fait rien de concret.

La série de réunions tenues de Mars à Juin nous a permis à nouveau de préciser dans quel sens nous étions nous-mêmes disposés à participer à des discussions de nature politique et théorique. Nous sommes prêts à entamer un travail commun de réflexion et de discussion, à condition d'une part que l'on traite de sujets importants pour la théorie révolutionnaire et là où celle-ci a encore à faire oeuvre théorique, et d'autre part que nous soyons à même d'y participer sérieusement en liaison avec notre propre plan de travail et de publication. S'il s'agit de discuter de la dernière grève des fonctionnaires, et en plus avec tout l'arsenal dialectique du café du commerce, cela ne nous intéresse pas.

La deuxième grande réaction (y compris, à notre grande surprise, parmi les signataires mêmes du texte initial), adhéra à la proposition, mais en lui donnant un caractère beaucoup plus large, (et à notre avis parfaitement illusoire) que celui qu'il était censé contenir au départ. Sous le poids de ses illusions activistes par exemple, le groupe « Jalons » feignait d'entendre un appel à un dépassement des divergences politiques et organisationnelles là où il était seulement question d'une mise en commun de certaines forces existantes.

Nous avons donc proposé que les différents regroupements (ce qui n'exclut pas, à notre sens, selon notre propre définition de la manière dont s'exprime aujourd'hui le parti historique, les cercles groupes d'études etc, qui peuvent exister ici ou là) coordonnent de manière permanente les moyens pour, d'une part réagir face à l'Etat en cas de besoin, d'autre part faciliter la diffusion des positions révolutionnaires, soit en instaurant un réseau de diffusion, une imprimerie, etc, soit au mieux – hypothèse large qui engloberait évidemment les moyens pour la mettre en oeuvre – l'édition d'une revue commune, conçue comme le regroupement en un seul organe des différents organes de presse existant à l'heure actuelle dans le milieu.

Dans ces conditions, il était normal que le dernier point de la proposition, la « revue commune », focalise les attentions et devienne le point majeur de divergences au cours de réunions qui suivirent, bon prétexte d'ailleurs, pour rejeter l'ensemble de la proposition comme un bloc, alors que nous avions bien pris soin de la proposer comme une possibilité de coopération modulable « pouvant aller jusqu'à » une revue commune, celle-ci constituant une éventualité, mais non un préalable.

Dans notre esprit, la « revue commune » en question consistait – et consiste toujours – dans l'opération suivante : la réunion en une seule édition des différents organes théoriques (à l'exclusion donc bien sûr des journaux, bulletins, organes syndicaux, etc, qui seraient restés propres à chaque groupe) des groupes qui auraient signé la proposition. Cette revue régulière aurait donc centralisé, sous un titre générique, les différentes contributions que les groupes ont l'habitude d'éditer sous leur propre nom. Le but étant bien évidemment de toucher, à travers la presse, le maximum d'éléments susceptibles d'être intéressés par la propagande communiste.

Les avantages d'une telle centralisation nous paraissaient évidents ; avantages techniques d'abord : faire appel à un seul imprimeur, réaliser une seule brochure etc, ; avantages politiques ensuite : assurer une diffusion maximale d'un seul organe qui serait apparu comme l'organe du milieu révolutionnaire et aurait été susceptible de focaliser toute une couche de militants, sympathisants ou individus à la recherche d'une identité révolutionnaire et cherchent de toutes façons à se procurer, parfois d'ailleurs difficilement, le maximum d'expressions écrites de ce milieu. On nous a objecté qu'une telle revue aurait été emplie de thèses contradictoires. Certes, mais ceci est à l'image de la vie actuelle du milieu et les confusions qui en découlent ne seraient

pas plus grandes qu'à l'heure actuelle. On a opposé à notre conception la notion d'une revue de « débat », créée à côté de la presse révolutionnaire déjà existante et consacrée à la confrontation des positions révolutionnaires (un petit peu à la manière de la proposition des camarades argentins). Or, pour nous la confrontation se fait d'ores et déjà à travers la presse ; on lui aurait simplement assuré un lieu unique au lieu de la répartir dans différents supports.

Il est bien évident que pour autant que les divers groupes aient été d'accord avec les perspectives « techniques » que nous avançons, leur adhésion aurait obéi à des motifs différents. Pour notre part nous n'en attendions pas un bouleversement politique des forces actuelles ni l'ouverture d'un processus dynamique de transformation du milieu révolutionnaire, ni la solution d'une « crise politique du milieu ». Nous en attendions en premier lieu les avantages suivants : le renforcement des capacités de diffusion et de défense du programme communiste et de ses militants; un pas en avant dans l'auto-reconnaissance du milieu par lui-même; la possibilité de renforcer l'influence du parti historique sur la faible partie de la classe susceptible d'y être accessible; et donc le propre renforcement de ce milieu, et, dans une perspective plus « dynamique », une obligation pour lui d'être plus perméable au mouvement réel, face auquel il aurait été plus présent.

Toutes ces divergences ont éclaté au fil des réunions tenues en Mars, Avril et Juin à Paris entre CouC, Germano, Jalons, Union prolétarienne, la FECCI et le BIPR, que sans doute tient la palme de l'opportunisme dans cette affaire.

Comme nous l'avons vu, la première mouture du document a été signée par des éléments du BIPR en France (« Revue Communiste ») ; or le Bureau lui-même, n'ayant pas été consulté, s'est déplacé à Paris pour venir préciser qu'il n'était en rien engagé par une telle signature et développer une argumentation proche de celle du « camp du refus », expliquant qu'il n'était pas question de signer un quelconque appel tout en reconnaissant la nécessité d'en appliquer éventuellement les termes. Cet épisode a entraîné une scission au sein de ce groupe, que risque d'aboutir à la disparition, au moins temporaire de la « Revue Communiste » en langue française. Et voilà un groupe qui ose venir nous faire la leçon sur le manque de cohésion et d'unité politique de notre appel, alors que règne en son sein le plus grand fédéralisme, les éléments français étant incapables de se mettre d'accord avec les éléments anglais et italiens avant de signer un document. Que ces messieurs appliquent d'abord le principe de l'unité politique préalable au sein de leur propre regroupement et l'on verra après si on peut discuter.

La palme en second de l'opportunisme revient sans doute à « Germano » qui, signataire des termes du premier appel, expliquait ensuite publiquement, lors de la réunion du 6 Juin, qu'il y avait mis un contenu tout à fait différent de ce qui y était exprimé. Pour ces camarades, l'enjeu de l'initiative n'était pas de se limiter à l'instauration d'une coopération technique, mais bien de créer une dynamique visant à faire éclater les cadres du mouvement pour favoriser une possibilité de regroupement sur d'autres bases. Voyant que les choses ne tournaient pas dans ce sens-là, « Germano » déclare tout de go qu'il se retire de la proposition et ne trouve pas de mots assez durs pour la critiquer. Il a pourtant apposé son paraphe quatre mois plus tôt à un texte qui inclut les phrases suivantes :

« sans chercher à nier ou effacer les divergences théoriques, politiques et tactiques... »

et :

« ...composantes du milieu qui gardent en entier leurs caractéristiques politiques et

organisationnelles spécifiques. »

On peut donc penser que le groupe que représente ces camarades est né sous de bons auspices. Toutes les pratiques opportunistes et sectaires du milieu révolutionnaire actuel sont assimilées avant même que « Germano » ait produit la moindre ligne. Allons ! Il fait bien partie du milieu révolutionnaire !

La FECCI, qui n'a pourtant pas claqué la porte au nez comme le CCI ou le GCI n'est toutefois pas en reste d'opportunisme. Toute son attitude a consisté à adhérer dans les faits à des parties nom négligeables de la proposition (accord pour la diffusion réciproque des revues, accord de principe pour échange de traductions etc.) tout en s'efforçant d'en nier et d'en limiter l'incidence politique. D'où le refus de signer et de cautionner l'appel ci-dessus.

Des réunions ont eu lieu en Avril et en Juin qui ont abouti à certains accords minimaux. Il est d'ailleurs assez ironique de noter que (mis à part la « revue commune ») les accords passés entre Jalons, Germano, la FECCI, UP et CouC sur un certain nombre de points (prise en charge réciproque de la diffusion des revues, communication d'adresses, accords de traduction, décision de discuter éventuellement sur des questions de fond liées à la restauration de la doctrine communiste etc.) réalisent en tous points les propositions contenues dans l'appel du 8 Février que ces messieurs ont rejeté.

Au fond, peu nous importe que les termes et les formes soient respectés. Comme disait Marx, « Tout pas fait en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes » (Lettre à Bracke du 5 Mai 1875). Qu'une certaine collaboration régulière s'instaure dans la réalité, même sans être avalisée par un document signé, et une partie de l'objectif initial aura été remplie.

La diffusion de cet appel a été particulièrement pragmatique et n'a pas encore touché toutes les composantes du milieu. Nous nous sommes pour notre part limité à un envoi au Communist Bulletin Group (GB) qui n'y a pas adhéré, à Emancipacion Obrera et au Colectivo Cumunista Alptraum de México.

La réponse positive du CCA laisse prévoir que, non seulement la revue commune se fera, mais qu'elle revêtra d'emblée un caractère international. Il est donc probable que ce numéro de CouC soit un des derniers voire le dernier à paraître sous cette forme. Dorénavant la revue devrait paraître, en français et en espagnol sous une forme commune avec les revues du CCA et de Union prolétarienne. Par ailleurs CouC continuera à publier sa revue en portugais, et en 1988 nous publierons le premier numéro d'une revue en allemand, et une traduction de nos textes en anglais. Bien évidemment pour ces langues aussi la possibilité d'une revue commune existe, si des groupes publiant dans ces langues sont d'accord.

Il est toutefois regrettable de constater que ce milieu révolutionnaire, qui a plein la bouche de « l'unité politique », des « conférences internationales », des discussions générales etc, ne soit même pas capable de faire taire ses divergences pour essayer de résoudre en commun les questions, qui sont celles, tout à fait pratiques, de l'expression des révolutionnaires aujourd'hui ⁽³⁾. Et pire, qu'il prenne argument de cette incapacité

³ A ce sujet, il faut noter que le mouvement révolutionnaire est victime d'un « repli sur soi européen » depuis 60 ans et est incapable de prendre en compte la signification profonde de l'apparition de groupes prolétariens dans des aires comme l'Amérique Latine, l'Inde etc. Affirmer, par exemple, que les questions de la répression ne son

pour nier la réalité de notre proposition, que précisément prend acte des faiblesses actuelles du milieu, mais du même coup lui propose d'effectuer un petit pas en avant, sans mettre la charrue avant les boeufs, et sans se gonfler d'illusions sur ses propres capacités d'intervention politique.

Le milieu révolutionnaire actuel est comme la grenouille de la fable, qui voulait devenir aussi grosse que le boeuf. Ce que nous lui proposons, à l'heure actuelle, c'est de rester grenouille, mais de remplir efficacement son rôle de grenouille. Sachant que l'intervention du boeuf est une autre histoire. Qui dépend de la réémergence du prolétariat international sur la scène de la lutte des classes. Une scène dans laquelle la malheureuse grenouille, toute gonflée d'illusions, risque tout simplement de se faire écraser.

A travers la publication de ce texte, nous réitérons notre proposition à l'ensemble du mouvement révolutionnaire d'une mise en commun des moyens à quelque niveau que ce soit, propres à la diffusion des positions révolutionnaires et donc à renforcer la lutte pour l'émancipation du prolétariat.

pas à l'ordre du jour, c'est négliger la dimension internationale du mouvement, qui a à affronter, dans certaines zones, le fer et le feu de la répression étatique ou para-étatique pour simplement commencer à exister. Refuser, comme l'ont fait tous les groupes, de mettre en commun des pratique par rapport à ces questions, qui frappent d'ores et déjà le milieu dans certaines aires, est purement et simplement criminel. De la même manière seule une mise en commun de certains moyens techniques et financiers peut permettre d'établir de vrais contacts entre révolutionnaires européens et extra-européens. (Par exemple autant il est difficile voire impossible pour un seul groupe du milieu d'inviter des camarades d'Amérique Latine ou d'Asie, par exemple, autant le milieu, lui, le pourrait plus facilement). A condition toutefois qu'il dépasse ses propres pratiques racketistes et sectaires.

LA REVOLUTION COMMUNISTE – THESES DE TRAVAIL (Suite)

2.3.1. – Prolétariat et contre-révolution – 1852-1864.

« Peut-être la révolution n'est-elle possible qu'une fois accomplie la contre-revolution. » (Marx)

Comme le notait la Gauche Communiste d'Italie, la théorie communiste n'est pas seulement théorie de la révolution, mais aussi théorie de la contre-révolution. C'est-à-dire qu'elle comprend et analyse les périodes de retombées de la lutte des classes, les périodes défavorables au mouvement prolétarien, avec les mêmes critères matérialistes et dialectiques que pour les phases révolutionnaires. Qui plus est elle a toujours considéré ces moments de contre-révolution comme nécessaires pour que les leçons des échecs soient tirées et que l'expérience du prolétariat se renforce à travers elle. La contre-révolution constitue un point de passage nécessaire sur le chemin de la révolution.

L'important, lorsque la poursuite du mouvement sous les mêmes formes devient impossible, c'est de savoir reconnaître la situation, et de tout faire pour se préparer à affronter les échéances futures qui ne manqueront pas de se présenter à nouveau. Le rôle du parti historique, dans de telles périodes (où le maintien artificiel d'un parti formel est inutile, voire nuisible) est donc d'assurer la transition et la continuité entre l'épisode révolutionnaire écoulé, et ceux à venir.

« Doctrine de la révolution, le marxisme est aussi, dès le premier écrit, une théorie des contre-révolutions. »

Prévision de la révolution socialiste unitaire et mondiale, le marxisme est aussi, dès le premier instant, une attente assurée et résolue de contre-révolutions en séries, répétées, se répandant et se croisant dans l'espace et dans le temps. »

(La contre-révolution enseignée. Battaglia Comunista 1951)

Ces deux pôles, passé et avenir, qu'il tente de joindre en un seul « fil du temps », exigent de lui qu'il développe deux activités fondamentales: le bilan, et la prévision.

Le nécessaire bilan de l'action révolutionnaire écoulée, Marx et Engels (le « parti-Marx ») l'ont tiré dans de nombreux ouvrages consacrés à cette période et écrits pratiquement dans la foulée des événements : « Les luttes de classes en France » (1848) ; « Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte » (1851) ; « Révolution et contre-révolution en Allemagne » (1852).

Précisément dans ce dernier ouvrage, Engels souligne ce qu'il faut entendre par « bilan », en fournissant une définition qui excède largement la révolution de 1848, et aurait dû se voir appliquée lors de chaque défaite ultérieure du prolétariat (aurait dû, car un tel travail n'a pas toujours été accompli dans son intégralité, notamment après la dernière vague révolutionnaire défaite définitivement à la fin des années 20).

« Les temps sont passés et bien passés où la superstition attribuait les révolutions à la malignité d'une bande d'agitateurs. Chacun sait, de nos jours, que derrière toute convulsion révolutionnaire il existe forcément un besoin »

social, dont les institutions surannées ne peuvent assurer la satisfaction. Il se peut que ce besoin ne soit pas actuellement assez urgent et général pour chercher à s'imposer immédiatement. Néanmoins, toute tentative de la réprimer par la violence ne peut que le faire ressurgir avec plus de force, jusqu'à ce qu'il brise ses entraves.

Si nous avons été battus, tout ce que nous avons donc à faire, c'est de recommencer par le début. Et, par chance, l'intervalle de répit – de très courte durée sans doute – qui nous est accordé entre la fin du premier et le commencement du second acte du mouvement, nous laisse le temps de faire un travail des plus utiles : l'analyse des causes qui rendirent inéluctables aussi bien le récent soulèvement que sa défaite, causes qu'il ne faut pas rechercher dans les efforts, talents, erreurs ou trahisons accidentelles de quelques-uns des chefs, mais dans les conditions sociales générales de vie de chacune des nations ébranlées par la crise.

On s'accorde généralement à reconnaître que les mouvements subits de Février et de Mars 1848 n'ont pas été l'oeuvre d'individus isolés, mais des manifestations spontanées, irrépressibles, de nécessités et de besoins nationaux plus ou moins clairement compris, mais très distinctement ressentis par toute une série de classes dans tous les pays. Néanmoins, lorsqu'on s'enquiert des causes des succès de la contre-révolution, on obtient de tous les côtés la réponse commode que c'est Monsieur Untel ou le citoyen Tel Autre qui a « trahi » le peuple (ce qui d'ailleurs peut être vrai ou non selon le cas). Mais, en aucun cas, cette réponse n'explique quoi que ce soit, qui plus est, elle ne permet même pas de comprendre comment il s'est fait que le « peuple » se soit laissé trahir de la sorte. Mais combien piètres sont les perspectives d'avenir d'un parti politique dont le seul inventaire politique se résume dans le fait que le citoyen Tel ou tel n'est pas digne de confiance. »

Si les causes qui ont favorisé l'éclosion de la révolution, puis sa défaite sont objectives et ne dépendent pas des vicissitudes individuelles, il en va de même des causes qui feront ressurgir, à plus ou moins longue échéance, une situation révolutionnaire. C'est pourquoi il faut se livrer à une analyse matérialiste et dialectique de ces causes, et non surveiller les faits et gestes des politiciens de l'époque précédente, qui la plupart du temps ne se résignent pas au fait de ne plus jouer momentanément de rôle public et finissent par occuper le devant de la scène comme des marionnettes sans intérêt.

Conscient de ce que toute agitation stérile les mènerait tout droit dans le camp des imbéciles, Engels écrivait à Marx le 13 Février 1851 :

« Cette position, nous pouvons et nous devons l'adopter à la première occasion : pas de fonction officielle dans l'Etat ni – aussi longtemps que possible – dans le parti, pas de siège dans les comités etc, nulle responsabilité pour ce que font les ânes ; critique impitoyable vis-à-vis de tout le monde, et par-dessus le marché garder cette sérénité que toutes les intrigues de ces imbéciles ne peuvent nous faire perdre.

Et cela, nous le pouvons. Nous pouvons toujours objectivement être plus révolutionnaires que les phraseurs, parce que nous savons ce que nous voulons et eux non, et parce que, après l'expérience que nous avons faite au cours de ces trois dernières années, nous prendrons les événements avec plus de calme que n'importe quel individu directement intéressé par ce qui se passe. »

L'autre face du travail, qui maintenait, malgré les accusations d'indifférentisme et d'intellectualisme (déjà), la liaison avec la vague révolutionnaire à venir, c'était la prévision. Marx et Engels prévoyaient pour 1852 le retour d'une grave crise qui précipiterait à son tour la rupture avec le cours contre-révolutionnaire et la réémergence de la révolution. Cette prévision se basait sur l'observation des cycles de 5 ans qui avaient cours dans la première moitié du XIX^e. Siècle et qui, logiquement, après la crise de 1847, en aurait dû en amener une autre en 1852. Mais le cours du MPC avait été profondément bouleversé et dans les nations capitalistes les plus avancées (et en premier lieu l'Angleterre), la phase de soumission réelle du travail au capital commençait à se généraliser.

Le cycle du capital se modifia et dès lors connut une périodicité d'environ 10 ans, qui s'est généralement maintenue jusqu'à la seconde guerre mondiale (actuellement ce cycle est d'environ 6 ans ce qui signifie un probable retour de la crise pour fin 1987 ou 1988). La crise tant attendue en 1852 n'eut pas lieu, et cette absence confirma à Marx et Engels la nécessité de persévérer dans leur tactique. Par rapport à une telle erreur dans la prévision – qui n'allait pas être la dernière – l'important est que les communistes aient su reconnaître qu'ils s'étaient trompés, que le cours contre-révolutionnaire, loin de s'interrompre, allait s'approfondir encore pendant des années et qu'il fallait résister solidement sur la base des positions programmatiques de 1847 qui avaient été trempées au feu de la révolution de 1848.

L'une des premières choses à éclaircir et à définir c'était la nature du petit regroupement qui s'était donné cette tâche. Cela sera fait à l'occasion de diverses correspondances qui éclaircissent la position du « parti Marx » et écartent les ambiguïtés de ceux qui voyaient dans ce parti la continuation au sens formel du terme du parti révolutionnaire de 1848 (Ligue des Communistes).

Le 6 novembre 1859, Marx écrit à Lassalle :

« Je dois d'abord te dire que, depuis 1851, je n'ai plus la moindre relation avec aucune des sociétés ouvrières publiques (même celle que l'on appelle communistes). Les seuls ouvriers que je rencontre sont vingt à trente hommes sélectionnés auxquels je fais en privé des exposés d'économie politique. »

En 1860, lors du procès qu'il intente à Vogt, pour diffamation, Marx sollicite Freiligrath, en tant qu'ancien membre du parti (de la Ligue) pour l'appuyer dans ce combat.

Freiligrath répond en disant qu'il a fait le « choix » d'être ou non dans le parti, car en tant que « poète », il estime que tout parti est une cage et qu'il vaut mieux chanter dehors que dedans. C'est dans sa réponse à Freiligrath que Marx développe l'argument selon lequel on ne peut pas « choisir » de fonder ou non des partis, et que le parti auquel il déclare appartenir à l'heure actuelle n'est autre que le parti compris dans son large sens historique.

« Je te ferai d'abord observer qu'après que sur ma demande, la Ligue eut été dissoute en Novembre 1852, je n'ai appartenu – ni n'appartiens – à aucune organisation secrète ou publique ; autrement dit, le parti, dans le sens tout à fait éphémère du terme, a cessé d'exister pour moi depuis huit ans (...) Tu te souviens de la lettre que j'ai reçue des dirigeants de la société communiste de New-York aux multiples ramifications (...), lettre qui est passée entre tes mains et qui me sollicitait de réorganiser, pour ainsi dire, la vieille Ligue. Il s'est écoulé toute une année avant que je réponde, et encore ai-je écrit que je n'avais

plus de liaison avec une quelconque association depuis 1852, et que j'avais la ferme conviction que mes travaux théoriques servaient davantage la classe ouvrière que mon entrée dans des associations qui ont fait leur temps sur le continent. A la suite de quoi, j'ai été attaqué à plusieurs reprises, sinon ouvertement, du moins de façon compréhensible, à cause de mon « inactivité » (...)

En conséquence, du « parti » tel que tu m'en parles dans ta lettre, je ne sais plus rien depuis 1852. Si tu es un poète, je suis un critique et j'en savais vraiment assez pour tirer la leçon des expériences faites de 1849 à 1852. La Ligue aussi bien que la Société des Saisons de Paris et cent autres organisations n'ont été qu'un épisode dans l'histoire du parti qui naît spontanément du sol de la société moderne (...)

En outre, j'ai essayé d'écarter le malentendu qui ferait comprendre par « parti » une Ligue morte huit ans ou une rédaction de journal dissoute depuis douze ans. Lorsque je parle cependant de parti, j'entends le terme parti dans son large sens historique.»

L'activité du parti historique en phase de contre-révolution est essentiellement théorique, articulée autour des axes suivants: bilan, prévision, approfondissement théorique des principes programmatiques. En effet la théorie communiste, comme tout autre domaine de la connaissance, ou toute activité scientifique, même si, en tant que praxis révolutionnaire, elle est en même temps beaucoup plus que cela, ne cesse jamais d'approfondir la compréhension de son objet; la théorie communiste vise à la compréhension des conditions de transformation de l'ensemble de la réalité sociale. C'est-à-dire que son champ d'étude – et d'action – c'est toute la société passée et présente, mais aussi la société à venir, [toute entière] contenue dans la réalité d'aujourd'hui. C'est pourquoi la théorie ne peut pas se figer sous peine de mort; elle doit approfondir sans cesse ses propres présupposés, mais toujours sur la base de l'unité de ses principes fondamentaux.

L'invariance historique de la théorie communiste signifie que celle-ci a surgi une fois pour toutes sur la base de conditions historiques et sociales déterminées, celles du mode de production capitaliste parvenu à maturité, et que tant que ces conditions resteront les mêmes, on ne pourra remettre en cause telle ou telle partie de la théorie sans la remettre en question intégralement.

Cette base avait été jetée d'un bloc comme totalité organique, en 1847. Mais il restait, dans les années 1850-60, encore énormément à faire pour développer la critique de l'économie politique en tant que fondement de la critique révolutionnaire de la société.

C'est pourquoi, tout en accordant une attention très soutenue aux événements de leur temps (dont l'analyse est consignée – outre la correspondance – dans les articles parus dans le New York Daily Tribune entre autres) Marx et Engels se lancent à corps perdu dans l'étude scientifique des conditions de production de la société moderne, conscients que là, dans les entrailles du monstre capitaliste, gît la clé de toutes les énigmes qui exigent une solution révolutionnaire. Les principaux résultats de ces travaux, qui apparaîtront dans le livre I du Capital (le seul publié du vivant de Marx) en 1867, se trouvent déjà dans les oeuvres antérieures: les Grundrisse (1857), La Contribution à la critique de l'économie politique (1859).

Le livre I du «Capital» consignera ces résultats avec cette rigueur scientifique

alliée à la passion révolutionnaire, qui en ont fait le principal outil de tous les militants communistes de l'histoire, en même temps que « le plus terrible missile jamais lancé à la tête de la bourgeoisie, y compris les propriétaires fonciers » (Marx).

« Notre science n'est pas la réponse à cette question imbécile : qu'est-ce que le capital ? Mais la démonstration que le capital mourra et que sa mort sera violente ; plus encore comme nous le verrons tout à l'heure dans une page vibrante que, à la lumière de la science, le capitalisme d'aujourd'hui déjà de Karl Marx comme le nôtre – est mort et n'existe pas. Toute autre que la biologie du capital, notre science en est la nécrologie.

Le passage difficile du premier livre du « Capital » au second et au troisième peut être compris, si on saisit que, non seulement dans chaque livre et à chaque chapitre, mais pour ainsi dire à chaque page on se trouve devant trois moments de notre conception, qui naît et vit comme analyse, comme illumination, comme bataille fulgurante et comme glorieuse apocalypse.

En effet, dans le premier moment, on donne la théorie du capital individuel, qu'il est préférable de définir comme capital d'entreprise. Les lois recherchées et trouvées dans ce secteur, qui sont principalement développées dans le livre premier, se rapportent au cercle clos de l'entreprise, ainsi qu'aux rapports et aux calculs de la valeur, entre le symbolique personnage du capitaliste, vite devenu inutile, et la masse sans cesse croissante de ses ouvriers.

Dans le second moment, on cesse d'écrire dans notre langage radicalement opposé déjà à celui des comptables bourgeois, le bilan de l'entreprise industrielle, et on passe à l'étude des lois de l'ensemble de la société capitaliste considérée comme un tout. Les relations s'établiront alors entre les classes sociales, et leur forme sera neuve et originale.

Le troisième moment est le moment vital et pour qui a assez de lumière dans les yeux et dans l'esprit pour le comprendre, il brillera de mille feux. Ce n'est plus la théorie de l'entreprise industrielle, ce n'est plus celle de la société bourgeoise historique, mais c'est, sûrement décrite, la théorie de la société communiste future.

Dans ce troisième aspect, la science scolastique et académique, méprisée dès le premier moment, a été abandonnée en tant que froide palinodie éteinte. Nous sommes dans le domaine du programme, dans le camp du parti révolutionnaire, dans le feu de cette critique qu'il ne suffit pas de faire dans un livre, mais avec les armes.» (La science économique marxiste en tant que programme révolutionnaire. Réunion de Florence Mars 1960.)

Pour avoir été caricaturés comme des rats de bibliothèque, Marx et Engels n'en étudiaient pas moins avec passion tous les événements qui se déroulaient sous leurs yeux. Marx étudia à fond les effets de la crise de 1857 – sans illusion, cette fois sur sa portée révolutionnaire - . Ils observèrent les résultats du mouvement historique qui, en renforçant le MPC à l'échelle mondiale, et donc la contre-révolution, développait précisément en même temps son contraire: la révolution.

Ils furent attentifs à tous les signes de reprise qui commençaient à se manifester au début des années 1860, ce qui leur permit comme l'avait prévu Engels, d'être prêts le jour où le mouvement réemergerait sur des bases sérieuses.

« A mon avis, ce qui se passe maintenant dans le monde, c'est d'une part le

mouvement des esclaves en Amérique, déclenché par la mort de Brown, et d'autre part le même mouvement en Russie (...) Ainsi le mouvement « social » est lancé à l'Ouest comme à l'Est. Cela conjointement avec l'effondrement imminent en Europe Centrale, sera grandiose. » (Marx à Engels 11.1.1860)

Ils purent ainsi, lorsque le mouvement commença à se réorganiser en 1864 avec la fondation de l'AIT, souligner ce que la période écoulée avait apporté de positif, malgré l'effondrement et la nullité politiques dont le prolétariat avait fait preuve durant toute cette phase.

Ce que les communistes retiendront de cette période (cf. Infra) sera la conquête par le prolétariat de la journée de 10 heures en Angleterre, et l'extension du mouvement coopératif. Autrement dit, même une fois l'espoir de révolution évanoui, même une fois détruit l'organe politique du prolétariat, même une fois son programme mis provisoirement en retrait de la scène politique, le mouvement se poursuit souterrainement et le mouvement ouvrier se montre capable d'obtenir des résultats sur le plan économique.

Les communistes ne tirent pas seulement des leçons de leurs faits d'armes et de leurs victoires, mais aussi de leurs défaites : le communisme est aussi théorie des contre-révolutions. C'est pourquoi il est important au moins de souligner ce que légua la période contre-révolutionnaire des années 50 et 60 du siècle passé pour servir d'enseignement à l'étude de la fastidieuse contre-révolution dans laquelle nous sommes plongés depuis bientôt 60 ans. Nous ne porterons pas ici de réponses toutes faites. Simplement quelques questions.

En dehors de l'organisation du prolétariat en parti politique (parti formel), qui n'existe que lorsque la situation est révolutionnaire (le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien), le mouvement ouvrier perdure et peu même être capable de remporter des victoires sur le plan économique ou syndical.

Par le passé cette continuité du mouvement a même pu s'effectuer à travers des formes entachées de réformisme (le mouvement Lassallien en Allemagne) ou à travers les tâtonnements propres à la formation du parti ouvrier qui ne possède pas forcément d'emblée le programme communiste dans toute sa pureté (l'AIT par exemple). Tous ces traits, que l'on peut trouver dans la phase de la contre-révolution de 1852-1864 ne peuvent être reconduits purement et simplement pour la phase de contre-révolution que nous vivons actuellement.

Tout d'abord celle-ci n'a jamais été aussi longue, ni n'a jamais correspondu à une défaite aussi absolue du prolétariat: tous ses appareils passés à l'ennemi, son programme vendu à l'encan, ses traditions bafouées, les forces qui le représentent réduites à leur plus simple expression, l'idéologie de la classe dominante tenant le haut du pavé ayant perdu son complexe à l'égard du prolétariat etc.

Ensuite, depuis 1914, toute tentation réformiste n'est plus que le masque de la contre-révolution, la stratégie d'aménagement des conditions de vie du prolétariat dans la société bourgeoise ayant fait définitivement faillite. Il n'y a donc plus de place aujourd'hui pour un Lassalle comme représentant du mouvement ouvrier.

Ce qu'il faut définir, tâche dont le milieu révolutionnaire actuel se montre bien incapable, ce sont les conditions de reformation du mouvement prolétarien que débouchera, à terme sur la reconstitution du prolétariat en classe et donc en parti politique dont le programme sera d'emblée communiste. Nous essaierons, au court de ce travail, de dégager le maximum d'enseignements qui puissent nous permettre

d'envisager une première réponse à cette question.

« Mais si les contre-révolutions du siècle dernier enseignèrent tout ce qui est consigné dans l'histoire de la Commune et de la révolution soviétique, cette contre-révolution d'aujourd'hui ne pourra pas s'être passée pour rien ; et si elle a porté le capitalisme à travers l'Oural et les mers du Levant, ceci nous montre aussi la route pour la révolution prolétarienne que abattra de l'Atlantique au Pacifique, les forces monstrueuses du capital: seule perspective historique qui doit, finalement, et après tant de retours infâmes, lui faire courber la tête. » (La contre-révolution enseigne.)

2.3.2. L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS 1864-1872

2.3.2.1. – La reconstitution du prolétariat en classe et donc en parti politique, en 1864, s'effectue à l'issue d'une période de contre-révolution de 12 ans, période qui a légué au mouvement ouvrier deux éléments fondamentaux.

Tout d'abord cette époque a vu la victoire définitive des luttes du prolétariat pour la journée de 10 heures en Angleterre. Obtenu d'abord en 1833, à l'issue des grandes luttes du chartisme, puis «amélioré» en 1844 et 1847 par des lois qui n'étaient jamais suivies d'effet, le principe de la journée de 10 heures ne résista pas à la débâcle du mouvement anglais en 1845. La classe capitaliste, ivre de rage, et avide de satisfaire sa soif de plus-value, renversa toutes les barrières légales qui pouvaient entraver, même légèrement, l'exploitation effrénée du prolétariat. Mais, face à une reprise des luttes ouvrières, et à la faveur des changements effectués dans le mode d'exploitation de la force de travail (généralisation du passage à l'extraction de la plus-value relative fondée sur le développement de la productivité et de l'intensité du travail), la journée de 10 heures fut finalement obtenue dans les années 1850, d'abord dans les branches les plus modernes de la production, puis généralisée à l'ensemble des branches en Angleterre, puis reprise tardivement quoique sous une forme abatardie sur le continent (loi de 12 heures en France).

Ainsi se trouvait déjà réalisée une des conditions premières de la reconstitution du prolétariat, celle permettant sa reconstitution physique, et le dégagement du temps indispensable à son activité sociale et politique. De plus le prolétariat avait démontré ainsi sa capacité à vaincre la classe capitaliste sur le plan politique, en imposant une loi défendant les intérêts de la classe ouvrière contre ceux du capital.

Victoire pratique, cette diminution de la durée légale du travail a été également une victoire théorique du prolétariat. Les théoriciens bourgeois n'avaient cessé d'affirmer que toute réduction du temps de travail «sonnerait le glas de l'industrie anglaise». Or, non seulement la réduction légale de la journée de travail a montré dans les faits qu'il s'en était rien, mais encore elle a montré qu'on pouvait légiférer sur les questions de la production, que celle-ci ne dépendait donc pas uniquement du mouvement aveugle de la concurrence capitaliste, bref, qu'elle pouvait être organisée socialement. A travers cette lutte, c'est donc « la critique de l'économie politique » menée par la classe ouvrière qui l'emporte sur l'économie politique bourgeoise.

« C'est ce qui explique que la loi de 10 heures n'as pas été seulement un succès pratique, mais encore la victoire d'un principe. Pour la première fois, l'économie politique de la classe bourgeoise succombait au grand jour devant

l'économie politique de la classe ouvrière. » (Adresse inaugurale)

De la même manière le prolétariat apparaît comme une des formes essentielles sur la scène de la société moderne. Sur le plan théorique, un des problèmes qu'a rencontré la Première Internationale a été « Qui crée la richesse ? » Le « Capital » de Marx est non seulement une réponse à celà, mais expose le programme de la classe prolétarienne et décrit la société future. Le prolétariat crée la plus-value qui permet la valorisation du capital; la mission historique du prolétariat est la destruction du mode de production capitaliste et l'instauration de la société communiste. Le mouvement pratique immédiat fut la lutte pour la réduction de la journée de travail à 10 heures. Ce mouvement unifia la classe et prouva la justesse de la théorie.

2.3.2.2. – Le deuxième élément légué par la période 1848-1864 – et qui a également valeur de démonstration théorique et pratique pour le communisme – c'est le mouvement coopératif. Celui-ci a avant tout servi à prouver que la production pouvait être effectuée sur une base sociale, sans qu'une classe détentrice des moyens de production en exploite une autre, la classe sans-réserve et salariée, et que « *le travail salarié – tout aussi bien que le travail des esclaves et des serfs – n'est qu'une forme transitoire et inférieure destinée à disparaître devant le travail associé, exécutant sa tâche de son plein gré, l'esprit alerte et le coeur content.* » (Adresse inaugurale)

Toutefois cette expérience du mouvement coopératif, n'est pas seulement riche d'enseignements positifs (en ce sens qu'elle démontre la possibilité et les avantages de l'association), mais aussi d'enseignements négatifs, car elle a montré que dans la société de classes actuelle, de telles pratiques se peuvent être rien d'autre que des expériences limitées. Pour les généraliser, il faut un bouleversement révolutionnaire de la société.

« En même temps, l'expérience de la période de 1848 à 1864 a démontré sans aucun doute possible ce que les plus clairvoyants des chefs de la classes ouvrière ont déjà exprimé dans les années 1851 et 1852 à propos du mouvement coopératif en Angleterre, à savoir : pour excellent qu'il soit en principe, et utile qu'il soit dans la pratique, le travail coopératif, s'il reste circonscrit dans un secteur étroit, lié à des tentatives, à des efforts isolés et épars de travailleurs, ne sera jamais capable d'arrêter la progression géométrique des monopoles, ni de libérer les masses, ni même d'alléger de manière sensible le poids de la misère. » (id.)

En 1866, le Congrès de Genève affirmait, sur la question du travail coopératif :

« ...le mouvement coopératif limité aux formes microscopiques de développement qui peuvent produire par leurs combinaisons des esclaves individuels salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, des changements sociaux généraux sont indispensables. Les changements des conditions générales de la société ne seront jamais réalisés sans l'emploi des forces organisées de la société. Donc le pouvoir gouvernemental, arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers doit être manié par les classes ouvrières elles-mêmes. »

2.3.2.3. – Or, ce que démontrent aussi bien les luttes pour la journée de 10 heures que

les tentatives d'établissement de sociétés coopératives, c'est que le prolétariat ne pourra rien réaliser d'effectif et de durable sans arracher le pouvoir politique des mains des classes dominantes et sans établir sa propre domination politique sur la société.

Cette conclusion à laquelle le prolétariat était arrivé avec le mouvement de 1848, sert désormais de point de départ à la réforme du prolétariat comme classe et donc à son organisation en parti politique. Les contacts établis entre ouvriers français et anglais dès l'exposition universelle de Londres en 1862 déboucheront en 1864 sur la convocation d'une assemblée internationale qui devait fonder l'AIT.

« Dans ces conditions le grand devoir de la classe ouvrière, c'est de conquérir le pouvoir politique. Il semble que les ouvriers en prennent conscience. En effet, on assiste à une reprise du mouvement aussi bien en Allemagne qu'en France et en Italie où l'on tente pareillement de restaurer le parti ouvrier. Un élément de son succès c'est le nombre. Toutefois le nombre ne pèse dans la balance que s'il est guidé par une claire conscience. L'expérience du passé a amplement démontré que si l'on dédaigne de nouer ce lien fraternel entre les travailleurs des différents pays afin de les entraîner à faire front ensemble dans leurs luttes pour l'émancipation, la sanction en sera l'échec commun de ses assauts désordonnés. C'est cette conviction qui a poussé les travailleurs de différents pays à fonder l'Association Internationale, lors de l'Assemblée publique tenue le 28 Septembre 1864 à St. Martin's Hall. » (id)

2.3.2.4. – Avec l'AIT comme nous le verrons, l'unification de la classe à l'échelle internationale et donc sa constitution en parti ouvrier se fait spontanément et un des principes fondamentaux de l'Association est d'unir de façon indissoluble la lutte économique à la lutte politique.

En 1864 c'est tout un cycle de la vie de la classe qui s'achève et un autre qui commence. On a vu celle-ci se lancer (1793, 1830, 1848) à la suite du mouvement révolutionnaire de la classe bourgeoise, à l'assaut du pouvoir politique en en faisant une fin en soi, sans réaliser que l'émancipation politique n'est pas encore la dernière émancipation à laquelle doit aboutir le prolétariat (cette illusion étant principalement « économiste » d'une telle illusion, où le prolétariat (surtout l'anglais) mène une lutte

Or, ce qu'affirme pratiquement l'AIT, c'est la leçon que tirait déjà le Manifeste du parti communiste, dans son langage « hardi », à savoir qu'il n'y a pas d'émancipation du prolétariat possible sans sa constitution en parti politique, et sans prise du pouvoir politique. La défense de cette position sera une lutte constante du Conseil Général (CG) de Londres, animé par Marx et Engels. Ces derniers insistèrent dès le départ sur le fait que, synthétisant l'expérience de plus d'un demi-siècle de lutte prolétarienne, l'AIT devait poser de manière adéquate le rapport entre émancipation politique et émancipation économique.

« L'émancipation économique de la classe ouvrière est donc le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen. » (Statuts provisoires de l'AIT)

En ce sens la Commune de Paris fut bien « fille » de l'AIT même si celle-ci n'y joua, en tant que force organisée, qu'un faible rôle. La Commune démontre bien que le prolétariat était désormais prêt à effectuer une révolution pour lui-même autrement dit à soumettre son émancipation sociale à la prise du pouvoir et à la destruction de l'Etat bourgeois.

2.3.2.5. – L'attitude de Marx et Engels par rapport à la fondation de l'AIT montre qu'on ne crée pas, artificiellement, le parti du prolétariat à n'importe quel moment, mais que celui-ci est le produit du mouvement autonome de la classe ouvrière.

Poussés par la nécessité de s'unir au niveau international, afin de résister aux empiètements du capital ; animés par le besoin de prendre une position commune dans la défense de la Pologne, les ouvriers anglais et français multiplient, au cours des années 1863-64 les contacts qui aboutissent à la formation de l'AIT

L'attitude des communistes, qui consiste à se retirer du mouvement lorsque le poids de la contre-révolution l'étouffe et empêche d'y agir de manière efficace n'a rien d'un attentisme sectaire. Au contraire, n'étant pas immergés au jour le jour dans une agitation artificielle et stérile où ils ne feraient que gaspiller les forces qu'ils consacrent à la défense et à l'élaboration de la théorie communiste, Marx et Engels étaient parfaitement à même de reconnaître l'émergence d'un véritable mouvement de classe, lorsque celui-ci se manifestait. La fondation de la Première Internationale s'effectue dans une phase de montée du mouvement prolétarien ; il est vrai que les conditions n'étaient pas tout à fait favorables, mais le prolétariat international tendait à dépasser la phase des sectes et réclamait une telle organisation internationale. De plus, il y avait le péril anarchiste. Or, accaparé par les anarchistes, le mouvement risquait tout simplement de sombrer dans des formes inférieures de lutte. C'est pourquoi Marx et Engels jugèrent cette fondation nécessaire. Ils surent reconnaître la nature de classe du mouvement.

« Je savais que cette fois, tant du côté londonien que du côté parisien, c'étaient des « forces » réelles qui figuraient à la tribune, et c'est pourquoi je décidai de faire une exception à la règle habituelle que je m'étais fixée de décliner toute invitation de ce genre. » (Marx à Engels 4.11.1864)

Rester volontairement en dehors de l'agitation stérile des cercles d'exilés et des constructeurs de parti, en grande partie des forces du passé, vivant dans le culte de 1848, ne signifie pas se désintéresser du mouvement réel ni ne pas être capable de reconnaître la réémergence de celui-ci et l'apparition de nouvelles générations révolutionnaires le moment venu.

« L'International Comité » ouvrier nouvellement constitué, au nom duquel elle (l'adresse) a été publiée, n'est pas sans importance. Ses membres anglais sont, en effet, recrutés pour la plupart parmi les chefs des trade-unions locaux, c'est-à-dire les véritables rois des ouvriers de Londres, les mêmes gens qui ont réservé à Garibaldi cet accueil triomphal et qui, par le meeting monstre de St-James Hall (présidé par Bright), ont empêché Palmerston de déclarer la guerre aux Etats-Unis, ce qu'il était sur le point de faire. Du côté français, les membres sont des personnalités insignifiantes, mais ils sont les porte-parole directs des leaders « ouvriers » parisiens. Nous sommes également en liaison avec les associations italiennes, qui viennent de tenir récemment leur congrès à Naples. Bien qu'ayant systématiquement refusé durant des années toute participation à toute « organisation » etc., quelle qu'elle soit, j'ai accepté cette fois-ci parce qu'il s'agit d'une histoire où il est possible d'avoir une influence importante. »

2.3.2.6. – Le fait même que le mouvement se recomposât sur une base internationale beaucoup plus large que par le passé, impliquait qu'on ne pouvait pas le figer d'emblée dans une doctrine, lui imposer une théorie. En 1848, la seule aire à connaître les conditions matérielles propices à la réalisation du communisme était celle anglaise.

Pourtant, cela suffit à justifier l'émergence d'un authentique parti communiste (même si celui-ci fut placé dans des circonstances historiques où il ne pouvait pas agir comme tel – cf. No. 20 p.58 -) : la Ligue des communistes, qui agissait à l'échelle internationale, avec une tactique définie : révolution prolétarienne en Angleterre, double en France, démocratique en Allemagne.

Au cours de la phase qui va de 1848 à 1871 entrèrent dans le mouvement de nouvelles nations qui n'avaient pas encore entièrement accompli leur cycle bourgeois : outre l'Allemagne, il y avait l'Italie, l'Espagne, le Danemark etc. Il importait donc, dans l'Europe encore en proie à la réaction et à la contre-révolution, d'unifier toutes les poussées du mouvement prolétarien, sans chercher à lui imposer a priori des directions qu'il n'était pas encore capable d'atteindre complètement par lui-même. L'important était de laisser se manifester spontanément l'être international du prolétariat sans entretenir d'illusions sur la nature de l'unité ainsi réalisée ⁽⁴⁾. Aussi, dès Novembre 1864, Engels faisait-il remarquer :

« C'est une bonne chose de rentrer à nouveau en contact avec des gens qui ont au moins le mérite de représenter leur classe ; en fin de compte, c'est quand même l'essentiel (...) Je présume du reste que cette nouvelle association se scindera très vite en éléments tenants des théories prolétariennes dès qu'on précisera un peu les questions. » (Lettre à Marx 7.11.1864)

Suite à l'écrasement du mouvement et donc à sa parcellisation, son atomisation, il fallait favoriser sa recombinaison sur une large base, comme prémisse à une véritable action révolutionnaire du prolétariat. A un journaliste bourgeois en quête de frissons, qui l'interrogeait pour découvrir les buts « mystérieux » de l'Internationale, Marx répondait :

« Les objectifs de l'Internationale doivent nécessairement être assez vastes pour embrasser toutes les formes d'activité de la classe ouvrière. Leur donner un caractère particulier, ce serait les adapter aux besoins d'une seule section ou aux besoins des travailleurs d'une seule nation. Or, comment pourrait-on demander à tous de s'unir pour réaliser les intérêts de quelques-uns seulement ? Si notre association agissait de la sorte, elle n'aurait plus le droit de s'appeler Internationale. L'Association ne dicte aucune forme déterminée aux mouvements politiques : elle exige seulement que ces mouvements tendent vers un seul et même but final. Elle embrasse un réseau de sociétés affiliées qui s'étend à l'ensemble du monde du travail. Dans chaque partie du monde surgissent des aspects particuliers du problème général, et les ouvriers doivent en tenir compte dans leurs actions et leurs revendications. »

2.3.2.7. – Cette tactique des communistes par rapport au parti que se donne la classe prolétarienne ne signifie pas du tout la dilution et le bradage de leurs propres principes,

⁴ « Il était très difficile de faire en sorte que nos vues paraissent sous une forme qui les rende acceptables par le mouvement ouvrier, compte tenu de son niveau actuel. Ces mêmes gens vont tenir d'ici quelques semaines des meetings avec Bright et Cobden en faveur du droit de vote. Il faudra du temps pour que le réveil du mouvement autorise les audaces de langage d'antan. Ce qu'il faut c'est être ferme sur le fond, doux dans la forme. » (Marx 4.11.1864)

mais illustre parfaitement la dialectique du parti communiste et du parti ouvrier que nous avons exposée dans notre numéro 18 pp. 17-26.

« Le prolétariat entame donc son long chemin révolutionnaire en constituant un (ou des) parti(s) ouvrier(s). Par rapport à ces partis, les communistes ne forment pas un parti distinct, mais ils ont l'intelligence du mouvement général de la lutte des classes, ils se battent donc pour que le programme du parti ouvrier soit toujours plus proche du programme communiste. Bataille qui n'a rien d'une joute intellectuelle opposant des conceptions divergentes du monde, mais qui s'effectue matériellement dans la lutte des classes et où le rôle des communistes n'est pas de se « présenter au monde en doctrinaires », mais de prévoir et annoncer au mouvement son propre avenir, en fonction de ce qu'il est contraint de faire, conformément au développement de la réalité historique et sociale. » (Communisme ou Civilisation No.18, p.18)

La distinction et l'opposition qui s'opère entre le parti ouvrier et tous les autres partis bourgeois repose sur l'acceptation au minimum des trois principes suivants :

- constitution de la classe en parti ;
- renversement de la bourgeoisie ;
- conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Cette définition essentielle propre au parti ouvrier figure dans les statuts de l'AIT, et s'ils ne cherchèrent pas à imposer un point de vue plus spécifiquement communiste dans leur rédaction, Marx et Engels prirent un soin extrême à ne faire que de minimes concessions théoriques, et encore, « là où elles gênaient le moins ». Pour le reste, l'essentiel des statuts affirme la stratégie de conquête du pouvoir politique et de l'unification du prolétariat face aux classes exploiteuses. Les communistes escomptaient que le mouvement lui-même s'affermirait avec le temps et dépasserait en son propre sein les divergences d'orientation dues aux sectes.

« Lorsque Marx fonda l'Internationale, il rédigea les statuts généraux de manière que tous les socialistes de cette époque puissent y participer: proudhoniens, pierre-lerouxistes, et même la partie la plus avancée des syndicats anglais. Ce n'est que par cette large base que l'Internationale est devenue ce qu'elle est : le moyen de dissoudre et d'absorber progressivement les petites sectes, à l'exception des anarchistes dont la soudaine apparition dans les différents pays n'a été que la réaction violente de la bourgeoisie contre la Commune et c'est pourquoi nous pouvons les laisser tranquillement décliner – ce qui arriva effectivement.

Si, de 1864 à 1873, nous avons tenu à ne collaborer qu'avec ceux qui reconnaissent ouvertement notre programme, où en serions-nous aujourd'hui ? Je pense que notre pratique a montré qu'il est possible de travailler avec le mouvement général de la classe ouvrière à chacune de ses diverses étapes, sans abandonner ni cacher notre position distincte, voire notre organisation. » (Engels à Florence Kelley-Vischnevetsky, le 27.01.1887)

2.3.2.8. – Bien évidemment la nécessité de laisser le mouvement se former sur ses propres bases, sans lui imposer une direction a priori, ne signifiait aucunement que les communistes devaient rester passifs et cesser de mener la lutte politique contre les adversaires du prolétariat : proudhoniens, radicaux bourgeois etc. Au contraire, la lutte

pouvait désormais être menée au sein même de la classe prolétarienne, rassemblée dans le grand organe de lutte qu'elle s'était elle-même donnée. L'histoire de l'AIT est celle de la lutte entre le Conseil Général de Londres (animé par Marx et Engels) et les sections nationales. Ils luttèrent pour faire triompher le programme communiste. Cela signifie que le parti (communiste) a agi au sein de l'organisation prolétarienne (parti ouvrier) comme Engels le rappelle dans la citation ci-dessus (« sans abandonner ni cacher notre position distincte voire notre organisation ») ; et à la conférence de Londres de 1871, le parti-programme triomphe.

2.3.2.9. – La largeur même de la base de l'Internationale et de son programme impliquait que toutes les tendances prolétariennes y soient représentées, mais aussi que des éléments bourgeois puissent s'y glisser. C'est ce que prévoyait Engels. D'où le fait que, si sur le plan organisationnel, tous les éléments et organisations prolétariennes pouvaient adhérer sur la base des status, c'est-à-dire sur les buts généraux du prolétariat, il ne pouvait être question de faire des concessions sur le programme. Il fallait défendre celui-ci, surtout contre les anarchistes.

Contre ces derniers, le Conseil Général fut amené à réaffirmer de manière toujours plus stricte les points cardinaux de la doctrine prolétarienne et notamment :

- Nécessité de l'action politique du prolétariat et de la prise du pouvoir politique.
- Nécessité du parti de la classe ouvrière. L'organisation de celui-ci doit être centralisée.
- Passage indispensable par la dictature du prolétariat et la mise en place d'un état prolétarien, pour accéder au communisme.

En fait il fallut presque toute la durée de vie de l'Internationale pour faire admettre ces principes contre les anarchistes et exclure ceux-ci. Mais ce faisant le communisme gagnait un combat définitif en traçant fermement les contours de l'action de la classe prolétarienne et le cadre dans lequel cette action devait se développer pour asseoir son programme et vaincre. Lors de la fondation de la Seconde Internationale dont les deux premiers congrès furent consacrés à nouveau, mais plus rapidement et plus sûrement, à éliminer les anarchistes. Engels pourra ainsi dire que « *la Seconde Internationale commence où finissait la première* ».

De 1866 à 1872, l'AIT a tenu 5 congrès qui se sont occupés de préciser les conditions de lutte du prolétariat et au cours desquels le Conseil Général a pu circonscrire, puis éliminer, l'influence anarchiste. Les Congrès eurent lieu à Genève, en Septembre 1866, Lausanne Septembre 1867, Bruxelles Septembre 1868, Bâle Septembre 1869, puis, après une interruption due à la guerre en Europe et à la Commune – à la Haye en 1872, congrès qui marque à la fois la reconnaissance définitive des thèses et du pouvoir du Conseil Général, et la fin de l'Association Internationale des Travailleurs. Nous ne détaillerons pas ici un à un les débats de chacun de ces congrès mais les citerons en examinant les grands thèmes qui ont parcouru toute la vie de l'Internationale et qui marquent l'affrontement pour la prédominance de la théorie communiste au sein du mouvement ouvrier.

2.3.2.10. – Nécessité de l'action politique.

Un des enseignements que l'AIT tirait de la période écoulée, et qui justifiait sa

fondation était la nécessité de l'action politique du prolétariat, ce qu'affirmait l'Adresse inaugurale de 1864. Cette position fut réaffirmée par le Conseil Général lors du Congrès de Bruxelles (1868) :

« ...même sous les conditions politiques les plus favorables, tout succès sérieux du prolétariat dépend d'une organisation qui concentre ses forces, et que toute organisation isolée du prolétariat d'une nation se brisera toujours contre sa désorganisation dans les autres pays, qui tous se font concurrence sur le marché du monde, agissant et réagissant les uns contre les autres.

Il n'ya que l'entente internationale des classes ouvrières qui puisse garantir leur triomphe définitif. Ce besoin a donné naissance à l'Association Internationale des Travailleurs. Elle n'est fille ni d'une secte, ni d'une théorie. Elle est le produit spontané du mouvement prolétaire, engendré lui-même par les tendances naturelles et irréprouvables de la société moderne. Dans le sentiment profond de sa grande mission, l'Association Internationale des Travailleurs ne se laissera ni intimider, ni détourner. Sa destinée est désormais inséparable du progrès historique de la classe que porte dans ses flancs la régénération de l'humanité. »

Mais au sein de l'AIT, les anarchistes (proudhoniens, bakouniniens) défendaient une position abstentionniste en matière politique. C'est pourquoi la lutte s'engagea directement sur cette question entre les section et le Conseil Général, pour aboutir à la victoire des thèses de celui-ci, à la Conférence de Londres (1871), puis au Congrès de la Haye (1872).

La Conférence de Londres rappelle :

« que contre la violence collective des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes ; que cette constitution de la classe ouvrière en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes ; que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploités.

La Conférence rappelle aux membres de l'Internationale que, dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis. »

Comme le fait remarquer Marx, s'il a pu y avoir des gens de « bonne foi » parmi les tenants de l'abstention en matière politique, à l'époque où il s'agissait encore de définir l'action de la classe ouvrière, après la Commune de Paris il ne peut plus y avoir de discussion avec ces gens-là. Tout partisan de l'indifférentisme en matière politique est un partisan de la bourgeoisie, et un ennemi juré du prolétariat. Ce que la Commune a fait cruellement ressentir au contraire, même s'il ne s'agit là que d'un élément parmi les causes qui ont amené à l'échec de la Commune, c'est l'absence d'un parti révolutionnaire capable de guider et d'encadrer le mouvement.

« En France, cette abstention coupable a permis aux Favre, Trochu, Picard et autres de s'emparer du pouvoir le 4 Septembre. Le 18 Mars, cette même abstention permit à un comité dictatorial – le Comité Central - , composé en majeure partie de bonapartistes et d'intrigants, de s'établir à Paris et de perdre sciemment, dans l'inaction, les premiers jours de la révolution, alors qu'il aurait dû les consacrer à son affermisssement. En France, le mouvement de la Commune

a échoué parce qu'il n'avait pas été assez préparé. »

(Marx. Notes pour l'intervention à la séance du 20 Septembre 1871 de la conférence de Londres)

C'est pourquoi, sanctionnant l'expérience de la Commune, le congrès de la Haye intégra dans les statuts de l'AIT un paragraphe définissant rigoureusement – en des termes pratiquement identiques à ceux utilisés 25 ans plus tôt dans le Manifeste du Parti Communiste – les conditions de l'action politique du prolétariat.

« Dans la lutte contre les forces conjuguées des classes possédantes, le prolétariat en tant que classe, ne peut jouer un rôle actif qu'en constituant un parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis politiques formés par les classes possédantes. Cette organisation du prolétariat en parti politique est indispensable au triomphe de la révolution sociale et à la réalisation de son objectif suprême, l'abolition des classes. »

L'Union des forces ouvrières qui est déjà réalisée dans la lutte économique, doit aussi être l'instrument du prolétariat dans la lutte contre la puissance politique de ceux qui l'exploitent.

Puisque les propriétaires fonciers et les capitalistes font toujours usage de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et maintenir le travail sous leur joug, la conquête du pouvoir politique devient le devoir et la tâche suprême du prolétariat. » (Article 7a. Des Statuts de l'AIT)

2.3.2.11. – Parti et classe. Nécessité du centralisme.

L'AIT, parti ouvrier international, ne se posait pas le problème du lien du parti à la classe puisqu'elle intégrait directement des pans entiers de celle-ci à travers ses représentants naturels : organisations de métier, associations, syndicats etc.

Pour Marx et Engels – et pour l'AIT à laquelle ils firent adopter une résolution sur les syndicats lors du 1^{er} congrès à Genève en Septembre 1866 – il devait exister une continuité entre l'action syndicale et l'action politique, la première fournissant les bases de la seconde qui, à son tour, achevait de donner un sens révolutionnaire à la première. C'est ce qui est exposé dans un rapide tour d'horizon sur les syndicats, « leur passé, leur présent, leur avenir ».

« A. Leur passé.(...) Les syndicats sont nés des efforts spontanés d'ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou du moins atténuer les effets de cette concurrence que se font les ouvriers entre eux (...) les syndicats doivent généraliser leur action en s'unissant dans tous les pays (...) les syndicats ont formé à leur insu des centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du Moyen-Age en avaient constitué pour la classe bourgeoise. Si les syndicats sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, ils sont encore plus importants comme force organisée pour supprimer et remplacer le système du travail salarié. »

B. Leur présent. Les syndicats s'occupent trop exclusivement des luttes locales et immédiates contre le capital. Ils ne sont pas assez conscients de tout ce qu'ils peuvent faire contre le système lui-même de l'esclavage salarié. Ils se sont tenus trop à l'écart des mouvements plus généraux et des luttes politiques. »

C. Leur avenir. A part leur oeuvre immédiate de réaction contre les manoeuvres tracassières du capital, ils doivent maintenant agir comme foyers d'organisation de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Ils doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction. »

Les syndicats organisent la classe ouvrière sur une large base et ce faisant ils l'unifient, la centralisent, contribuent à briser ses particularismes et à élargir ses vues. Du même coup ils l'amènent au seuil de la compréhension de son rôle révolutionnaire qui n'est assumé dans sa totalité que par une partie de la classe, regroupée dans le parti politique du prolétariat. Dans l'AIT, ce problème de la mobilisation de la classe sur des buts révolutionnaires, et donc du lien du parti à la classe s'est manifesté de manière interne, au sein même de l'organisation. Il prit la forme du débat entre centralisme et fédéralisme, autrement dit : comment la classe doit-elle s'organiser pour vaincre ? Comment l'entrée dans l'organisation internationale des organisations immédiates de la classe (syndicats, associations etc.) peut-elle conduire à l'émergence d'une ligne d'action commune ?

Cela ne peut se faire que si cette action se déplace sur le terrain politique, c'est-à-dire sur le terrain du communisme révolutionnaire, autrement dit que si le parti de classe contrôle les syndicats et leur transformation révolutionnaire de la société, la constitution du prolétariat en classe dominante et l'abolition du travail salarié. Dans le cas de l'AIT c'est le Conseil Général que jouait ce rôle à l'intérieur même de l'organisation.

Cela impliquait, sur le plan interne, que le CG établisse son autorité sur l'ensemble de l'organisation et donc joue un rôle dominant aussi bien sur le plan théorique que sur le plan organisationnel. D'où le fait que la conception même de son rôle amenait le CG à lutter pour renforcer ses pouvoirs sur l'organisation. Contre le fédéralisme que renforçait les tendances particularistes des syndicats, le centralisme comme principe et règle d'organisation renforçait l'unité du parti ouvrier autour du programme communiste. Loin d'être seulement une question de forme d'organisation, la querelle centralisme/fédéralisme incarnait en fait la lutte du programme communiste pour s'imposer au sein du parti ouvrier.

2.3.2.12. – Dans le cas de l'AIT, on a affaire à une organisation construite sur une base très large, qui accueille en son sein les associations ouvrières, les trade-unions etc. Sous réserve de la reconnaissance des besoins généraux du prolétariat, inscrits dans les statuts. Ces besoins généraux sont « le concours mutuel, le progrès et l'émancipation complète de la classe ouvrière » (Les prétendues scissions...). Par conséquent, compte tenu de l'état du mouvement, le centralisme ne peut être qu'un résultat, auquel le mouvement parvient de lui-même au fur et à mesure qu'il gagne en assurance et en unité.

« Les sections de la classe ouvrière dans les divers pays se trouvent placées dans des conditions diverses de développement, il s'ensuit nécessairement que leurs opinions théoriques qui reflètent le mouvement réel sont aussi divergentes (...)

Cependant, la communauté d'action établie par l'Association Internationale des Travailleurs, l'échange des idées facilité par la publicité faite par les organes des différentes sections nationales, enfin les discussions directes aux Congrès Généraux ne manquent pas d'engendrer graduellement un programme théorique commun. » (Les prétendues scissions...)

2.3.2.13. – De même que le programme du prolétariat a vaincu au sein de l'AIT après une lutte acharnée, de même le principe centraliste a dû être farouchement défendu pour triompher finalement au sein de l'organisation. Or, au cours de ce mouvement, défense du programme et affirmation du centralisme sont liés. Tout comme le programme, le principe du centralisme est affirmé au départ dans sa généralité. (L'affirmation même de la nécessité pour le prolétariat de disposer d'une organisation internationale, n'est-ce pas déjà définir la nécessité de centraliser la lutte prolétarienne ?). Le mode de fonctionnement de l'organisation tient compte de sa nature de large regroupement de toutes les forces prolétariennes, et donc il fallait surtout créer les conditions pour que le centralisme se manifeste spontanément, comme une résultante du mouvement. D'où le fait que les règles d'organisation n'aient pas été rigidelement établies au départ (ce que n'était pas possible, à moins de les imposer artificiellement au mouvement, du dehors), mais laissées à l'élaboration du mouvement lui-même.

« A l'encontre des statuts de toutes les sociétés bourgeoises, les statuts de l'Internationale effleurent à peine son organisation administrative. Ils en laissent le développement à la pratique et la régularisation aux futurs Congrès. Néanmoins, comme l'unité et l'ensemble d'action des sections des divers pays pouvaient seuls leur conférer le caractère d'internationalité, les statuts s'occupent plus du Conseil Général que des autres parties de l'organisation. »

2.3.2.14. – Précisément, au cours de la vie de l'AIT la suprématie du Conseil Général s'est affirmée en même temps sur les deux plans, celui programmatique et celui organisationnel, l'action contre les anarchistes unifiant les deux aspects. Car dans leur furie anti-autoritaire, dans leur passion anti-organisationnelle, les anarchistes également poursuivaient un but plus profond.

« En réalité, le véritable mobile de toutes ces attaques contre la Conférence (de Londres NDR) est d'une autre nature, plus intime. D'abord, par ses résolutions, elle venait de contrecarrer les intrigues pratiques des hommes de l'Alliance en Suisse. De plus, les promoteurs de l'Alliance avaient, en Italie, en Espagne, dans une partie de la Suisse et de la Belgique, créé et entretenu, avec une merveilleuse persistance, une confusion calculée entre le programme d'occasion de Bakounine et le programme de l'Association Internationale des Travailleurs ». (Les prétendues scissions...)

L'histoire de l'AIT montre que l'âme d'un parti, c'est son programme, et qu'il n'y a pas de règles d'organisation qui puissent garantir sa nature révolutionnaire s'il n'y a pas en même temps défense du contenu du parti : le programme.

2.3.2.15. – Sur le plan des règles d'organisation quel était le rôle du Conseil Général ? Il devait fonctionner comme agent international entre les différents groupes nationaux et locaux. Le CG est l'émanation de l'Association à travers ses congrès. En ce sens, il incarne naturellement et nécessairement l'autorité.

- . Il exécute les résolutions des Congrès.
- . Il contrôle et constate la conformité des statuts des sections locales aux règlements généraux.
- . Il incarne la permanence de l'AIT au niveau international, même quand les sections particulières au plan national se heurtent à des problèmes légaux entravant leur

activité.

. Il incarne l'autorité contre les éléments véreux qui profitent de ce genre de situation pour pénétrer l'Association.

. En outre :

« A l'égard de tous les groupes internationaux, le Conseil Général a le devoir de faire de la propagande. Il l'a rempli par ses manifestes et par ses mandataires qui ont jété les premières assises de l'Internationale dans l'Amérique du Nord, dans l'Allemagne et dans beaucoup de villes de France ». (id.)

. Enfin :

« Nous arrivons enfin à une fonction imposée au Conseil Général par les besoins de la lutte. Quelque blessant que ce soit pour les partisans de l'Alliance, le Conseil Général, par la persistance même des attaques dont il est l'objet, de la part de tous les ennemis du mouvement prolétaire se trouve placé à l'avant-garde des défenseurs de l'Association Internationale des Travailleurs. »

2.3.2.16. – Situé à la tête de l'Association, le Conseil Général siège à Londres, c'est-à-dire au sein du pays où les conditions matérielles pour la révolution et le développement du communisme sont les plus avancées. Nous avons vu qu'en 1848 le siège du parti (Ligue des Communistes) avait été transféré à Paris, alors momentanément centre du processus révolutionnaire, puis à nouveau à Londres lors du reflux du mouvement.

Or, à Londres le CG de l'AIT cumulait les fonctions de Conseil Général pour toute l'Association, et de Conseil régional pour la branche anglaise. Marx et Engels luttèrent contre ceux qui prônaient l'autonomie d'un conseil régional anglais pour la bonne raison que le sort du pays le plus développé et le plus propice au développement révolutionnaire intéressait au premier chef le mouvement international et ne pouvait tomber entre des mains « purement anglaises ».

« Le Conseil Général étant placé dans la position heureuse d'avoir la main directement sur ce grand levier de la révolution prolétarienne – les syndicats – quelle folie, pour ne pas dire quel crime, que de le laisser tomber dans des mains purement anglaises !

Les Anglais ont toute la matière nécessaire à la révolution sociale. Ce qui leur manque, c'est l'esprit généralisateur et la passion révolutionnaire. C'est seulement le Conseil Général qui peut y suppléer et accélérer ainsi le mouvement vraiment révolutionnaire dans ce pays et en conséquence partout. (...) L'Angleterre ne doit pas être traitée comme un pays parmi d'autres pays. Elle doit être considérée comme la métropole du capital. »

Dans la même manière la Gauche Communiste d'Italie se battit, à la fin des années 20 pour que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ne tombât pas entre des mains « purement russes » estimant que c'était à l'Internationale de diriger la politique de l'Etat russe et non l'inverse.

2.3.2.17. – Il est évident que l'unité ainsi défendue par le Conseil Général est aussi une unité de contenu, l'unité du programme. En ce sens le CG incarne le parti historique au sein de l'organisation du prolétariat. C'est pourquoi, au-delà d'une simple querelle organisationnelle, le projet des bakouniniens visait le programme communiste lui-même.

Leur règle en matière organisationnelle, à savoir ne pas avoir de règles, revenait à supprimer tout organe central du type du Conseil Général. C'est en tout cas ce à quoi tendait leur proposition de transformer le CG en un simple « bureau de correspondance et de statistique ». or le CG ne peut avoir aucune activité de « correspondance » si celle-ci ne rend pas compte de son activité administrative, et il ne peut pas élaborer de « statistiques » s'il n'est pas situé au centre du mouvement, ayant pour tâche d'en coordonner les actions et d'en centraliser les résultats.

2.3.2.18. – En fait, dans l'affrontement des deux positions, il y a plus qu'un désaccord sur de simples questions organisationnelles, il y a une séparation fondamentale sur la composition même du mouvement du prolétariat, et la nature de son émancipation. Une fois supprimés le Conseil Général et les comités fédéraux, locaux etc., il ne reste plus que des « sections autonomes » liées entre elles sur la base d'un système fédéraliste. Or, ne se donnant pas d'organe central de lutte, la classe ouvrière est bien entendu à la merci de tous les donneurs de leçon, de tous les faiseurs de programme, et c'est bien là le véritable but des anarchistes, que considèrent la classe ouvrière comme un milieu informe au sein duquel ils doivent « faire pénétrer » les idées qu'ils ont dégagées de l'observation de la société.

« Ainsi de son propre aveu, la minorité d'une société bourgeoise ⁽⁵⁾ ne s'est glisée dans l'Internationale, quelque temps avant le congrès de Bâle (1869 NDR) que pour s'en servir comme moyen de se poser, vis-à-vis des masses ouvrières en hiérarques d'une science occulte, science de quatre phrases, dont le point culminant est « légalité économique des classes ». (id.)

Dans les agissements des anarchistes, il y a donc la négation fondamentale du prolétariat comme être révolutionnaire capable par lui-même de renverser la société capitaliste et qui, pour accomplir cette tâche, se constitue en parti politique. Aussi la lutte contre les anarchistes se déroule-t-elle à la fois sur le plan des principes et sur le plan de l'organisation, leur théorie de l'organisation revenant à nier tous les principes de l'émancipation du prolétariat.

2.3.2.19. – C'est pourquoi le triomphe du principe centraliste au sein de l'organisation s'est traduit concrètement par le renforcement des pouvoirs du Conseil Général, garant de l'intégrité programmatique et organisationnelle de l'AIT. Exemple est à cet égard la lutte du Conseil Général contre l'Alliance Bakouniniste.

En 1868, d'abord à travers la Ligue de la paix et de la liberté, puis de l'Alliance Internationale de la démocratie socialiste, scission minoritaire de la précédente, Bakounine essaye de pénétrer l'Internationale. Le Conseil Général réagit en faisant remarquer que : soit la Ligue a les mêmes buts que l'AIT et dans ce cas il est impossible de faire figurer une seconde association internationale au sein de l'AIT comme sous-organisation de celle-ci, ce qui ne manquerait pas de l'engager dans un processus fractionniste, soit ses buts sont différents et dans ce cas, il n'y a pas de réunion possible car il ne saurait exister qu'un seul parti révolutionnaire du prolétariat.

L'alliance ayant tenté de s'intégrer de force à l'AIT, elle se vit répondre par le

⁵ L'Alliance de la démocratie socialiste de Bakounine est issue d'une scission de la Ligue de la paix et de la liberté, « société mort-née de républicains bourgeois ».

Conseil Général que pour les mêmes raisons, elle n'était pas admise au sein de l'AIT (cf. Circulaire du CG du 22. Déc. 1868).

Revenant à la charge en 1869, l'Alliance somma le CG de se prononcer sur la validité de son programme. Or, compte tenu de la nature de l'AIT, vaste rassemblement de sociétés ouvrières unifiées sur des buts généraux, (c'est-à-dire le parti ouvrier) il n'appartenait pas au CG de juger de la validité des programmes particuliers, mais simplement de voir s'ils pouvaient s'insérer dans ce cadre, autrement dit si rien dans leur contenu ne venait contredire les buts généraux de l'AIT. Ainsi les communistes qui agissaient au sein du CG ne cherchaient pas immédiatement à imposer leur programme, mais, tout en défendant celui-ci, oeuvraient pour garder au parti ouvrier son caractère de parti ouvrier et combattre toute altération des principes fondamentaux qui le caractérisent. Dans l'exemple suivant, le CG reprochait à l'Alliance de prôner « l'égalisation des classes » et non leur abolition.

« Ainsi il est en dehors des fonctions du Conseil Général de faire l'examen critique du programme de l'Alliance. Nous n'avons pas à rechercher ici si oui ou non c'est une expression adéquate au mouvement prolétaire. Pour nous, il s'agit seulement de savoir s'il ne contient rien de contraire à la tendance générale de notre Association, c'est-à-dire à l'émancipation complète de la classe ouvrière. Il y a une phrase qui de ce point de vue fait défaut. Dans l'article II on lit :

« Elle (l'Alliance) veut avant tout l'égalisation politique, économique et sociale des classes. »

L'égalisation des classes, interprétée littéralement, aboutit à l'harmonie du Capital et du Travail, si importunément prêchée par les socialistes bourgeois. Ce n'est pas l'égalisation des classes, contre-sens logique, impossible à réaliser, mais au contraire, l'abolition des classes, ce véritable secret du mouvement prolétaire, que forme le grand but de l'Association Internationale des Travailleurs. » (Séance du Conseil Général du 9 Mars 1869)

2.3.2.20. – Cependant, le CG dans la suite du texte, estimait qu'il ne doutait pas que cette formulation, qui pouvait passer « pour une simple erreur de plume », serait éliminée et que l'Alliance se dissoudrait officiellement pour que ses sections entrent directement dans l'internationale. Sur les deux points, l'Alliance fit officiellement allégeance, mais en fait, elle profita de son entrée dans l'AIT pour entamer une guerre ouverte et incessante contre le Conseil Général et contre toutes les sections qui n'accepteraient pas officiellement son programme. La polémique engagée contre le Conseil Général porte essentiellement sur son prétendu autoritarisme. Or, comme le rappelle le CG, dans la mesure où il incarne l'autorité, il s'en sert surtout, conformément à la nature de parti ouvrier qu'est l'AIT pour jouer un rôle d'arbitre et de garant lorsque surgissent des situations qui risquent de mettre en péril l'organisation. Ainsi, plusieurs fois au cours de l'histoire de l'AIT, le CG a-t-il été amené à faire preuve d'autorité, soit pour éliminer des éléments douteux (Felix Pyat en France), soit pour régler un différend entre sections (en 1870 à Lyon où la nouvelle section Bakouniniste exigeait l'exclusion des anciens membres fondateurs) ; soit pour maintenir l'esprit et les buts de l'AIT (en 1870, l'AIT refuse l'entrée d'une « société de prolétaires positivistes », compte tenu du caractère bourgeois de cette doctrine.)

2.3.2.21. – Ainsi, chaque fois que c'est nécessaire, le Conseil Général intervient et

accomplit sa mission. Son autorité est légitimement reconnue par l'internationale. En fait, ce que lui reprochent les anarchistes, c'est d'être le garant des statuts, autrement dit d'accomplir la mission pour laquelle il a été créé et mandaté. Le CG est en effet le principal obstacle à l'activité fractionniste des anarchistes. Il faut signaler en même temps que dès cette époque, le comportement des anarchistes a montré qu'il n'y avait pas pire bureaucrates que les anti-organisationnels, pire dictateurs que les anti-autoritaires. Lorsqu'un « autorité » n'est pas appuyée sur des principes, elle est la manifestation des diktats de l'individu le plus habile, le plus manoeuvrier.

2.3.2.22. – Le résultat pratique de cette lutte a été, non pas, comme le disent les anarchistes, d'avoir étendu les pouvoirs du Conseil Général dans le but d'introduire « autoritairement » dans le mouvement des principes qui n'y existaient pas, mais d'avoir conformé sur le plan des règles d'organisation la définition du Conseil Général à ce que le mouvement réel avait exigé de lui. Produit du fonctionnement même de l'organisation, le CG devait forcément, à un moment donné, enregistrer dans ses propres statuts la nature exacte de son rôle au sein du mouvement. La défense du centralisme comme principe passe nécessairement par la prise de mesures aptes à empêcher la dégénérescence de l'Internationale en une organisation fédéraliste. Pour cette raison le congrès de Bâle (1869) adopta des résolutions administratives précisant les pouvoirs du Conseil Général.

« V. Le Conseil Général a le droit d'admettre ou de refuser l'affiliation de toute nouvelle société ou groupe, sauf l'appel au prochain congrès. Toutefois, là où il existe des groupes fédéraux, le Conseil Général, avant d'admettre ou de refuser l'affiliation d'une nouvelle section ou société, devra consulter le groupe, tout en conservant son droit de décision prioritaire.

VI. Le Conseil Général a également le droit de suspendre, jusqu'au prochain congrès, une section de l'Internationale. »

Puis, au Congrès de la Haye (*1872) où seront exclus les anarchistes, le règlement du Conseil Général précise :

« Art.2. Le Conseil Général est tenu de mettre en oeuvre les résolutions des congrès et de veiller à ce que, dans chaque pays, les principes, statuts et règlements généraux de l'AIT soient scrupuleusement observés.

Art.6. Le Conseil Général a également le droit de suspendre des branches, sections. Conseils fédéraux ou comités et fédérations de l'AIT jusqu'au Congrès suivant. Mais il ne devra pas user de ce droit envers des sections appartenant à une fédération en cause de procéder à l'élection d'un nouveau Conseil fédéral ou d'un comité, dans un délai de trente jours. En cas de suspension de toute une fédération, le Conseil Général devra en informer immédiatement toutes les fédérations.

Si la majorité des fédérations le demande, le Conseil Général devra convoquer une conférence extraordinaire, à laquelle participera un représentant de chaque nationalité et qui se tiendra un mois plus tard, pour trancher la question. Il est bien entendu que les pays où l'AIT est interdite auront les mêmes droits que les fédérations régulières. »

Dans son discours de clôture du congrès de la Haye, Marx soulignait qu'une des choses principales réalisées par le Congrès avait justement été de renforcer les pouvoirs

du Conseil Général « et de centraliser pour la lutte qui va s'engager, une action que l'isolement rendrait impuissante. »

« Et d'ailleurs, à qui si ce n'est à nos ennemis, pourrait porter ombrage l'autorité du Conseil Général ? A-t-il donc une bureaucratie, une police armée pour se faire obéir ? Son autorité n'est-elle pas uniquement morale et ce qu'il arrête, ne le soumet-il pas aux fédérations qui sont chargées de l'exécution ? Les rois dans ces conditions, sans armée, sans police, sans magistrature, seraient de faibles obstacles pour la marche de la révolution, le jour où ils seraient réduits à tenir leur pouvoir de l'influence de l'autorité morale. »

2.3.2.23. – La conception du parti qu'ont les anarchistes montré aussi leur profonde incapacité à comprendre le procès par lequel s'accomplit l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Classe soumise à la dictature du capital, le prolétariat s'organise en parti pour devenir un véritable sujet révolutionnaire agissant, dont l'action bouleverse la société de classes. Ce faisant, le prolétariat affirme la présence du communisme au sein de la société bourgeoise, comme négatif de celle-ci. D'où le fait que le parti soit aussi préfiguration de la société communiste. Mais toute compréhension de cette position dans un sens immédiatiste mène tout droit à la contre-révolution. Si, pour cette classe, on en tire comme conclusion qu'il ne doit pas exercer sa dictature, utiliser la terreur révolutionnaire etc, on renonce purement et simplement à toute idée de révolution. Tel est le sens de la réponse qu'Engels adressait aux anarchistes réunis en congrès à Sonvilliers.

« Elle affirme (la circulaire de la Fédération Bakouniniste du Jura NDR) que selon les statuts et les décisions du congrès de fondation, l'Internationale n'est rien d'autre qu'une « libre fédération des sections autonomes », qui a pour but l'émancipation des travailleurs par les travailleurs « en dehors de toute autorité dirigeante, même si elle résulte d'un libre consentement ». D'après cela, le conseil général ne serait rien d'autre « qu'un simple bureau de statistique et de correspondance ». Cette base originale aurait été très vite faussée d'abord par le droit donné au conseil général de se compléter lui-même à l'aide de nouveaux membres et plus encore par la résolution du congrès de Bâle qui donnait le droit au conseil général de suspendre toute section jusqu'au prochain congrès et de régler provisoirement les différends jusqu'à ce que ce congrès se soit prononcé. Par là on aurait donné au conseil général un pouvoir dangereux ; la libre union des sections autonomes aurait été transformée en une organisation hiérarchisée et autoritaire de sections « disciplinées », si bien que « les sections seraient entièrement entre les mains du conseil général, qui peut refuser, à son gré, les admissions ou suspendre leurs activités. »

Pour nos lecteurs allemands qui ne connaissent que trop la valeur d'une organisation qui est capable de se défendre, tout cela apparaîtra très étonnant...

Mais la lutte pour l'émancipation de la classe des travailleurs n'est, pour Bakounine et ses compagnons qu'un simple prétexte ; le but véritable est tout autre.

La société future ne doit être rien d'autre que la généralisation de l'organisation que l'internationale se sera donnée (dit cette même circulaire NDR). Nous devons donc veiller à ce que cette organisation se rapproche autant que possible de notre idéal... L'internationale, le germe de la société humaine future est tenue

d'être dès maintenant une copie fidèle de nos principes de liberté et de fédéralisme et doit repousser de son sein tout principe qui tend à l'autorité et à la dictature.

Nous autres allemands, nous sommes décriés à cause de notre mysticisme ; mais de très loin, nous n'atteignons pas un tel mysticisme. L'Internationale, un modèle où il n'ya aurait plus de fusillades versaillaises, de tribunaux militaires, d'armées permanentes, d'interceptions de courrier, de tribunal pénal de Brunswick ! Précisément, maintenant où nous devrions défendre notre peau des pieds et des mains, le prolétariat ne devrait pas s'organiser en fonction de la lutte qu'on lui impose à chaque jour, à chaque heure, mais d'après les représentations que quelques esprits chimériques se font d'une vague société future ! Représentons-nous ce que deviendrait notre propre organisation allemande, si elle s'organisait d'après ce modèle (...) Si les Stieber et ses comparses, si tout le cabinet noir, si tous les officiers prussiens entraient, sur ordre, dans l'organisation social-démocrate afin de la détruire, le comité, ou plutôt le bureau de correspondance et de statistique ne devrait surtout pas se défendre car cela serait introduire une organisation hiérarchisée et autoritaire ! et surtout pas de section disciplinées ! pas de discipline de parti pas de centralisation de forces en un point, pas d'armes de lutte ! Bref, où irions-nous avec une telle organisation ? A la lâche et rampante organisation des premiers chrétiens, de ces esclaves qui acceptaient avec remerciement chaque coup de pied et qui, grâce à des flagorneries, fournirent la victoire à leur religion, trois siècles après il est vrai. C'est une méthode de révolution que le prolétariat n'imitera certes pas. » (Engels. « Le congrès de Sonvillers et l'Internationale. » in. Volkstaat. 10.01.1872)

2.3.2.24. – Nécessité de la dictature du prolétariat.

Au sein de l'AIT, les anarchistes se battaient contre toute conception défendant l'action politique du prolétariat. De même qu'ils nient le parti, ils récusent la thèse communiste selon laquelle le prolétariat doit détruire l'appareil d'Etat de la classe dominante et instaurer le sein propre, instaurer un « demi-Etat » (Engels) qui doit s'éteindre au fur et à mesure que se déroule la phase de transition du mode de production capitaliste à la société communiste (dictature du prolétariat). Cette position ne revient pas seulement à inverser le rapport entre le but et les moyens. Elle est contre-révolutionnaire dans son principe. Et ce d'autant plus que le prolétariat a payé dans le massacre de la Commune la victoire de son programme et de ses principes : regardez la Commune de Paris, disait Marx, c'était la dictature du prolétariat.

« L'Anarchie, voilà le grand cheval de bataille de leur maître Bakounine, qui des systèmes socialistes n'a pris que les étiquettes. Tous les socialistes entendent par Anarchie ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes une fois atteinte, le pouvoir de l'Etat qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse, disparaît, et les fonctions administratives. L'Alliance prend la chose au rebours. Elle proclame l'Anarchie dans les rangs prolétaires comme le moyen le plus infallible de briser la puissante concentration des forces sociales et politiques entre les mains des exploiters. Sous ce prétexte, elle demande à l'Internationale, au moment où le vieux monde cherche à l'écraser, de remplacer son organisation par l'Anarchie. La politique internationale ne demande rien de plus pour éterniser la

République-Thiers en la couvrant du manteau impérial. » (Les prétendues scissions de l'Internationale).

2.3.2.25. – Il est faux de dire que les anarchistes aient été plus « à gauche » que les communistes. Comme le soulignait la Gauche Communiste d'Italie, tandis que l'opportunisme au sein de la Seconde Internationale a vu le jour comme un courant qui s'est développé à partir du communisme, et en en travestissant le programme, les positions anarchistes elles, ne constituent pas une déviation du programme, mais sont nées totalement en dehors de celui-ci (comme en témoigne d'ailleurs l'origine bourgeoise de l'Alliance de Bakounine). Depuis 1872, le mouvement communiste a définitivement reconnu les anarchistes pour ce qu'ils sont : des ennemis de la révolution prolétarienne.

« Dans la social-démocratie, il ne s'agit que du mouvement réel de la classe ouvrière ; l'autre (les anarchistes NDR) n'est qu'un mirage de la jeunesse sans issue (Fr.) qui veut faire l'histoire et ne fait qu'illustrer la manière dont les idées du socialisme français se trouvent caricaturées chez les hommes déclassés (Fr.) des classes supérieures. C'est pourquoi l'anarchisme est en fait vaincu partout, et il ne fait que végéter là où il n'existe pas de véritable mouvement ouvrier. Et ceci est un fait. » (Marx. Notes marginales sur les débats au Reichstag relatifs à la loi anti-socialiste. 16 et 17/09/1878)

2.3.2.26. – La disparition de l'AIT.

En 1864, Marx et Engels accueillent avec enthousiasme la reconstitution du mouvement prolétarien, et reconnaissent qu'on pouvait y agir pour y défendre le programme. Toute leur attitude au sein de l'AIT témoigne de cette volonté d'y renforcer le programme de 1848, en lui donnant une nouvelle assise, véritablement internationale. En 1872, cette tâche peut être considérée comme accomplie ; tous les événements, tant au sein de l'organisation (rupture avec les anarchistes) que dans le cours du mouvement lui-même (Commune de Paris), ont prouvé la validité et la vérité du programme communiste.

Mais, avec l'écrasement de la Commune s'ouvre une nouvelle phase de repli, de fragmentation du mouvement ; qui aura ses répercussions sur l'organisation. Comme en 1852, les communistes renoncent à privilégier la forme-parti au détriment du contenu-programme : leur attitude consiste toujours à oeuvrer à la défense et la préservation du programme communiste. Or, l'émergence du programme, la capacité de la théorie à devenir force matérielle dépend étroitement du mouvement réel. Lorsque celui-ci reflue, l'existence d'une organisation formelle, de levier du mouvement, devient entrave à celui-ci. C'est ce qui arrive à la Première Internationale, dévorée par les querelles internes et incapable, une fois la défaite accomplie, de se maintenir sur le cap qui avait été défini au cours des congrès successifs, notamment Bâle, la Haye.

Ainsi le Congrès de Genève de 1873 témoigne-t-il de l'état du mouvement : déliquescence de celui-ci en Angleterre ; difficultés en Allemagne, Autriche, annihilation en France. Dans ces conditions le congrès, pratiquement aux mains des Genevois, tendait à restaurer l'influence des anarchistes.

« Malgré cela les Genevois n'ont pas réussi à s'emparer du Conseil Général,

mais – comme tu le sais sans doute déjà – ils ont remis en question tout le travail fait depuis le premier congrès de Genève, et même fait beaucoup de choses contraires aux décisions déjà prises. » (Marx à Sorge 27 Sept 1873)

La réflexion de Marx selon laquelle on devait traiter ce congrès comme une « simple affaire locale genevoise », montre qu'il estimait qu'on ne pouvait plus avoir, momentanément une expression formelle internationale du mouvement.

Ainsi écrivait-il à Sorge :

« Étant donné les conditions actuelles de l'Europe, il est absolument utile à mon avis, de faire passer à l'arrière-plan pour le moment l'organisation formelle de l'Internationale, en ayant soin seulement, si c'est possible, de ne pas lâcher le point central de New York, afin d'empêcher que des imbéciles comme Perret ou des aventuriers comme Cluseret ne s'emparent de la direction et compromettent la cause. Les événements de l'inévitable involution et évolution des choses pourvoient d'eux-mêmes à une résurrection de l'Internationale sous une forme plus parfaite. En attendant, il suffit de ne pas laisser glisser entièrement de nos mains la liaison avec les meilleurs éléments dans les divers pays, et pour le reste de se soucier comme d'une guigne des décisions locales de Genève, bref les ignorer purement et simplement. La seule bonne résolution qui y ait été prise, c'est celle de remettre le Congrès à deux ans, car cela facilite cette façon d'agir. C'est, en outre, barrer d'un trait de plume les calculs des gouvernements continentaux, car ceux-ci ne pourront pas utiliser le spectre de l'Internationale dans leur imminente croisade réactionnaire. Il est préférable en effet, que les bourgeois tiennent partout ce spectre pour heureusement enterré. » (18.9.1873)

Sur le plan tactique, le transfert du Conseil Général à New York était une manière de montrer que, tout en reconnaissant la défaite du mouvement actuel, il fallait se préparer à sa reprise future, et donc souligner que celui-ci redémarrerait sur une base plus vaste, intégrant l'apport du pays capitaliste le plus jeune et prêt à devenir le plus moderne : les Etats-Unis.

2.3.2.27. – En outre c'était une manière de mettre en veilleuse l'organisation formelle du prolétariat, la « faire passer à l'arrière-plan ». Car si on ne peut liquider purement et simplement le parti (cela voudrait dire que son existence ou sa non-existence est un fait de volonté), il faut reconnaître son déperissement quand la situation matérielle le produit, et surtout empêcher que ses restes ne tombent aux mains de l'ennemi de classe, qui pourrait s'en servir pour mystifier le prolétariat. C'est ce qui s'est passé en 1914 pour la Seconde internationale et après 1928 pour l'Internationale Communiste et toutes ses sections locales. Ainsi l'AIT, après la Ligue des Communistes, aura été un des deux seuls exemples réussis de cette tactique, que définissait ainsi Engels :

« Prenez, par exemple, l'Internationale, après la Commune, elle connut un immense succès. Les bourgeois, comme frappés par la foudre, la croyaient toute-puissante. La grande masse de ses membres crut que cela durerait toujours. Nous savions fort bien que le ballon devait crever. Toute la recaille s'accrochait à nous. Les sectaires qui s'y trouvaient devenaient insolents, abusaient de l'Internationale dans l'espoir qu'on leur passerait les pires bêtises et bassesses. Mais nous ne l'avons pas supporté, sachant fort bien que pour nous de différer la catastrophe, mais de nous préoccuper de ce que l'Internationale demeure pure et attachée à ses principes, sans les falsifier, et ce jusqu'à son terme. » (Lettre à

Bebel 20 Juin 1873)

2.3.2.28. – En outre, mis à part le fait que le cours même de la vie de la classe et de son parti implique des périodes où l'organisation formelle du parti disparaît, il faut tenir compte du rôle particulier qu'a joué l'AIT, comme moment spécifique dans l'histoire du mouvement prolétarien.

« Par ton départ, la vieille Internationale est complètement réglée et finie. Et c'est une bonne chose. Elle appartenait à la période du Second Empire, où l'oppression qui régnait dans toute l'Europe prescrivait au mouvement ouvrier qui venait de se réveiller unité et absence de toute polémique intérieure. C'était le moment où les intérêts cosmopolites communs du prolétariat pouvaient venir au premier plan : l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Danemark, venaient seulement d'entrer dans le mouvement ou y entrèrent alors. En 1864, le caractère théorique du mouvement était en réalité, dans toute l'Europe, dans les masses s'entend, encore très confus. Le communisme allemand n'existait pas encore en forme de parti ouvrier, le proudhonisme était trop faible pour qu'il put faire parade de ses marottes particulières, la nouvelle doctrine de Bakounine n'existait pas encore dans sa propre tête ; même les clefs des trade-unions anglaises croyaient pouvoir entrer dans les considérations des statuts. Ce premier grand succès devait rompre cette naïve réunion de toutes les fractions. Le succès fut la Commune, que intellectuellement était sans contredit fille de l'Internationale, quoique l'Internationale n'eut pas remué un doigt pour la faire, et de laquelle l'Internationale fut également, de plein droit, dans cette mesure rendue responsable. Lorsque l'Internationale fut devenue, par la Commune, une puissance morale en Europe, la discorde commença aussitôt. Chaque tendance voulut expliciter le succès à son profit. Vint la dislocation, qui ne pouvait manquer. (...)

Le Congrès de la Haye (1872 NDR) marqua effectivement une fin – et cela pour les deux partis. Le seul pays où put se faire encore quelque chose, au nom de l'Internationale, était l'Amérique, et un heureux instinct y plaça la direction. A présent, le prestige a cessé là aussi, et tout effort de plus pour y insuffler une vie nouvelle serait folie et gaspillage de force. L'Internationale a dirigé dix années d'histoire européenne vers un côté – le côté où réside l'avenir – et peut regarder avec fierté son travail accompli.

Mais dans sa forme ancienne elle ne faisait que se survivre. Pour susciter une nouvelle Internationale à la mode de l'ancienne, une alliance de tous les pays, il aurait fallu un écrasement général du mouvement ouvrier, tel qu'il avait régné de 1849 à 1864. Pour cela le monde prolétarien est devenu trop grand, trop étendu. Je crois que la prochaine Internationale sera – quand les écrits de Marx auront durant quelques années produit leur effet – nettement communiste et arborera résolument nos principes... » (Engels à Sorge 12 Sept. 1874)

Si Engels se montre, dans la dernière partie de la citation, trop optimiste en ce qui concerne les capacités du capital à écraser le mouvement ouvrier (y compris en le légalisant, l'officialisant, en lui autorisant une « représentation » officielle au sein de la démocratie), il souligne en même temps que désormais ce mouvement ouvrier a fait sien certains principes de base du communisme et qu'il lui reste à en assimiler d'autres. Ainsi une « union large » comme celle qui présidait à la constitution de l'AIT en 1864 ne sera plus nécessaire, mais le regroupement international du prolétariat pourra d'emblée

intégrer les leçons principales de la période écoulée et s'édifier sur une base plus nettement communiste. C'est pourquoi dans toute la période qui suit 1871-72, la tactique des communistes sera de favoriser la création par le prolétariat des partis communistes purs sur le plan national comme prélude à la constitution d'un organe international. Durant la phase 1872-1889, seule l'Allemagne connaîtra un mouvement approchant. Il n'en reste pas moins que, malgré toutes ses faiblesses, que nous examinerons dans un prochain chapitre, la Seconde Internationale constituée en 1889, réalisait en partie la prévision d'Engels en se réclamant nettement du socialisme scientifique et en revendiquant d'emblée les caractéristiques principales du parti ouvrier.

2.3.3. LA COMMUNE DE PARIS : PREMIERE EXPERIENCE DE DICTATURE DU PROLETARIAT.

Introduction.

« La révolution de 1848, comme nombre de celles qui l'ont précédée, a connu un sort étrange. Ceux-là mêmes qui l'ont écrasée, sont devenus – comme Marx avait coutume de la dire – ses exécuteurs testamentaires. » (Engels. Die Neue Zeit. Juin 1885)

De 1848 à 1864, comme nous l'avons vu dans le chapitre consacré à la contre-révolution, « l'exécution » du « testement » de la révolution de 1848 a entraîné un fantastique développement du MPC en Angleterre et sur le continent, ainsi que des bouleversements territoriaux, préludes à la mise en place des nations modernes. Dans le même temps ce développement généralisait l'assise de la révolution, en créant, concentrant, unifiant, un fort prolétariat à l'échelle européenne et qui, par ses luttes annonçait le prochain ébranlement de l'ordre bourgeois.

En réalisant le programme de 1848, ses anciens bourreaux le liquidaient en même temps et faisaient ainsi justice des illusions qui avaient entraîné à l'époque le prolétariat dans la lutte. Le phénomène révolutionnaire de 1848 se clôt sur une rupture, celle sanglante de juin 1848 où toutes les forces de la bourgeoisie et de la vieille société coalisées s'unissent pour abattre le prolétariat révolutionnaire. Juin 1848 clôt ainsi, au moins pour l'Europe continentale, un cycle entamé en 1789-93.

La Commune de Paris, avec ses faiblesses et ses enseignements grandioses, s'inscrit dans le mouvement universel de remontée de la lutte des classes à partir des années 1860.

L'étude de la phase de contre-révolution 1852-1864 et de la constitution de l'AIT ont montré que le prolétariat avait mis à profit cette période pour digérer les leçons de la révolution de 1848, notamment en ce qui concerne ses rapports avec la bourgeoisie, y compris dans ses fractions démocrates et républicaines.

Désormais l'action du prolétariat se fera plus nettement classiste et socialiste, les revendications portant sur la prise en charge directe par le prolétariat des affaires de la société.

Sur le plan des principes, ce mouvement de la classe vers la conscience de ses buts et de ses intérêts historiques se manifesterà dans l'AIT : « l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes » ; sur le plan pratique, ce sera la Commune de Paris : « regardez la Commune de Paris, c'était la dictature du prolétariat. » (Marx)

Entamée et poursuivie dans les conditions les plus défavorables, la révolution prolétarienne de 1871 reste, avec celle russe de 1917, un des épisodes les plus importants de l'histoire du mouvement ouvrier car :

1° / la première fois elle place le seul prolétariat en situation d'assurer le pouvoir politique et la direction de la société.

2° / Elle enseigne que la classe ouvrière est parfaitement capable de diriger les affaires de la société, mais à condition de transformer la machine d'Etat au lieu de la faire fonctionner telle quelle.

3° / Elle confirme les leçons de Juin 1848 et témoigne du fait que, au moins en Europe en 1871, la bourgeoisie a cessé de jouer un rôle progressiste et révolutionnaire et que désormais « les gouvernements bourgeois ne font qu'un contre le prolétariat. » A partir de maintenant, la lutte des classes dans cette aire ne supporte plus aucune alliance d'aucune sorte entre bourgeoisie et prolétariat.

Certes une chose est l'analyse et une autre est l'hagiographie et le mythe : analyse des erreurs de la Commune : militaires, politiques, idéologiques ; analyse de ses faiblesses : poids du patriotisme, du socialisme petit-bourgeois, faiblesse de la centralisation et de l'organisation en parti. Mais ses leçons, qu'elles soient positives ou négatives restent pour tout communiste, irremplaçables.

C'est pourquoi Lénine avait bien raison d'esquisser quelques pas de danse sur la neige lorsque, après 2 mois, le pouvoir des Soviets en Russie eût dépassé en durée la longévité de la Commune de Paris. A l'expérience de cette dernière s'est ajoutée notamment celle, ô combien précieuse, de la Révolution d'Octobre et aujourd'hui encore le prolétariat a tout à apprendre de l'étude de ces deux épisodes où sa classe a su, face aux forces de la bourgeoisie déchainée, prendre et conserver le pouvoir politique, « monter à l'assaut du ciel. »

2.3.3.1. Mode de production et organisation politique de la France de 1870.

A partir de 1848, la caractérisation de la société capitaliste européenne s'établit comme suit du point de vue des possibilités de la révolution : l'aire anglaise connaît la phase de soumission réelle du travail au capital, et donc la possibilité de révolution communiste pure⁽⁶⁾, l'Angleterre jouant le rôle de « réserve de forces productives » pour la révolution (cf. No.18 pp.27-31) mais sur le continent le développement capitaliste n'est pas encore parvenu à ce stade et les conséquences politiques en sont : pour la France, la nécessité de parachever l'installation de la république bourgeoise, pour l'Allemagne la nécessité de réaliser la révolution bourgeoise (pour ce dernier pays le mot d'ordre du parti du prolétariat est : révolution double).

La période 1848-1871 constitue à cet égard une période de transition, et le paradoxe historique est que les forces qui réalisent le développement capitaliste sont celles-là mêmes qui ont contribué à la défaite du mouvement révolutionnaire de 1848 : le bonapartisme en France, et le bismarckisme en Allemagne. Dans cette mesure, les bourreaux de la révolution de 1848 sont en même temps ses exécuteurs testamentaires, et durant toute cette période, le développement capitaliste – révolutionnaire dans le contexte – se fait « par en haut », c'est-à-dire par l'intermédiaire de l'Etat, sans l'aide directe, et même parfois contre les intérêts de la bourgeoisie.

⁶ « Quoique l'initiative révolutionnaire partira probablement de France, l'Angleterre seule peut servir de levier à une révolution sérieusement économique. En effet, c'est le seul pays où il n'y ait plus de grandes masses paysannes et où la propriété foncière soit concentrée en peu de mains. C'est le seul pays où la forme capitaliste, c'est-à-dire le travail combiné sur une grande échelle sous la domination de capitalistes, se soit emparée de presque toute la production. C'est le seul pays où la grande majorité de la population consiste en ouvriers salariés. (...) Si le landlordisme et le capitalisme ont leur siège classique dans ce pays, par contrecoup les conditions matérielles de leur destruction y sont aussi les plus mûres. » (Marx. Janvier 1870)

« Les fossoyeurs de la révolution de 1848 étaient devenus ses exécuteurs testamentaires. Et à côté d'eux se dressait déjà menaçant l'héritier de 1848, le prolétariat, dans l'Internationale. » (Engels. Introduction de 1895 aux Luites de classes en France)

En France, après la saignée anti-ouvrière de juin 1848, qui a vu la collaboration de toutes les forces de l'ancienne société, de la bourgeoisie républicaine aux royalistes, et après le coup d'Etat bonapartiste dirigé aussi bien contre le prolétariat que contre la bourgeoisie, on assiste à une relative accélération du développement des forces productives et de la mise en place des rapports de production capitalistes.

A partir de 1860 la France est la première puissance industrielle d'Europe continentale (c'est-à-dire exclue l'Angleterre, qui se situe bien en avance).⁽⁷⁾ Elle compte 4 millions d'ouvriers sur une population active de 16 millions soit 25%, mais cette masse est encore peu concentrée et centralisée, noyée dans un pays où la petite agriculture joue encore un grand rôle. La population urbaine s'accroît de 50% de 1851 à 1886. Le développement du MPC en France connaît un temps fort entre les années 1850 et 1890, avec une rupture après 1870, due à la guerre et à la Commune.

Celle-ci intervient donc au milieu d'un cycle général d'expansion du capital, que correspond à la généralisation de la phase de soumission réelle du travail au capital. La productivité du travail augmente de façon régulière entre 1860 et 1890, ainsi que l'intensité, liée à l'accroissement du machinisme et de la grande industrie : sidérurgie (d'importantes inventions ont lieu en 1856 et 1864 toutefois en 1870 la France n'en est encore, en ce domaine, qu'au niveau atteint par l'Angleterre en 1835); textiles (invention de métiers mécaniques et de machines capables de tisser plusieurs fils à la fois dans les années 1870-1880); chemins de fer (doublement des lignes entre 1865 et 1880); production d'énergie (développement des turbines hydrauliques entre 1850 et 1869); mines (début de l'abattage mécanique avec la perforation à air comprimée en 1858); industrie chimique (forte concentration régionale entre 1870 et 1914).

« La soumission réelle du travail au capital s'accompagne d'une révolution complète du mode de production, de la productivité du travail et des rapports entre capitalistes et ouvriers. La soumission réelle du travail au capital va de pair avec les transformations du procès de production que nous venons de mentionner : développement des forces de la production sociale du travail et grâce au travail à une grande échelle, application de la science et du machinisme à la production immédiate. D'une part le mode de production capitaliste – qui à présent apparaît véritablement comme un mode de production sui generis – donne à la production matérielle une forme différente ; d'autre part, cette modification de la forme matérielle constitue la base pour un niveau déterminé d'évolution des forces productives pour trouver leur forme adéquate. » (Marx – Un chapitre inédit du Capital. Ed. 10/18 p.218)

Or, un tel processus est loin d'être achevé dans la France de 1870. Le poids des secteurs où s'exerce encore la soumission formelle du travail au capital conserve encore à une large partie du prolétariat un caractère semi artisanal, peu concentré et distinct du prolétariat industriel moderne ; la petite agriculture pèse de tout son poids sur les

⁷ Toutes ces données sont extraites de l'ouvrage de A. ROWLEY : « Evolution économique de la France du milieu du XIX siècle à 1914 » ed. SEDES 1982.

structures de la société ; la grande industrie ne domine pas encore le marché national.

Malgré tout, comme c'était déjà le cas en 1848, le mode de production capitaliste ne peut exister, quel que soit son degré de développement, sans produire en son sein une race d'hommes dont les intérêts sont purement antagoniques à ceux du capital et qui engendre un programme révolutionnaire dont le contenu est la nécrologie de la société bourgeoise. Décimé après juin 1848 et durant les premières années de la dictature bonapartiste, le mouvement de classe se recompose lentement à partir du débat des années 1860, avec deux faits notables. Le premier c'est que, comme nous l'avons vu plus haut dans le chapitre sur l'AIT, il participe d'un mouvement plus vaste, à l'échelle internationale, qui a lieu en même temps en Allemagne et en Angleterre, et dans d'autres pays du continent ; le second c'est que, tout comme avant 1830 et 1848, les prolétaires français se mettent à la recherche de leur propre histoire et tentent de se réapproprier la tradition révolutionnaire ; un puissant mouvement de réflexion, d'étude, et de curiosité envers les épisodes révolutionnaires du passé traverse la classe ouvrière française dans les années qui précèdent la Commune. Surtout, la recomposition du mouvement de classe se traduit, sur le plan pratique, par la multiplication des actions revendicatrices, la recrudescence des grèves (le nombre de grévistes double entre 1864 et 1869, et double encore pour la seule année 1870, jusqu'à la guerre) et surtout ces mouvements traduisent comme la grève de Carmaux en 1869 une irrésistible poussée vers l'association, aussi bien sur le plan économique (syndicats de métier) que sur le plan politique (réunions avec les ouvriers anglais en 1863, préoccupation pour le sort de la Pologne, puis fondation de l'AIT en 1864).

Dans le même temps, l'essoufflement de la dictature bonapartiste, minée par la corruption et les scandales, impuissante – malgré une politique de compromission envers la classe ouvrière et l'émergence de véritables phénomènes précurseurs du réformisme, avec Tolain – à enrayer les grèves, de plus en plus tentée par l'aventurisme extérieur (expédition Mexicaine, tensions avec l'Allemagne) témoigne de l'impossibilité pour le capitalisme (comme le confirmera l'expérience fasciste entre 1922 et 1945) de supprimer de manière durable les tensions sociales et d'abolir les contradictions de classes.

Comme nous l'avons vu dans notre No. 16, à la fin de notre étude sur la révolution de 1848 en France, le régime bonapartiste est né d'un compromis, puisqu'il vise à assurer à la classe bourgeoise les conditions nécessaires à son développement économique et sa liberté d'exploiter le prolétariat, sans lui reconnaître l'exercice direct du pouvoir politique. En même temps il est basé sur l'illusion que l'on peut maintenir l'équilibre entre les différentes classes : bourgeoisie, prolétariat et paysannerie, alors même que l'évolution de la société capitaliste moderne ne fait qu'aiguiser les contradictions.

Dès 1851 le parti communiste prévoyait que sous les apparences de la stabilité, la société bonapartiste ne pouvait engendrer que le désordre et développer une profonde instabilité qui la minerait jusqu'à sa chute :

« Bonaparte voudrait apparaître comme le bienfaiteur patriarcal de toutes les classes de la société. Mais il ne peut rien donner à l'une qu'il ne prenne à l'autre (...) Pressé par les exigences contradictoires de sa situation, et contraint, d'autre part, tel un prestidigitateur, de tenir par quelque tour surprenant les yeux du public constamment fixés sur lui comme sur le « succédané » de Napoléon et, par conséquent, de faire tous les jours un coup d'Etat en miniature, Bonaparte met sans dessus dessous toute l'économie bourgeoise, touche à tout ce qui avait paru

intangibles à la révolution de 1848, rend les uns résignés à la révolution et les autres désireux d'une révolution, et crée l'anarchie au nom même de l'ordre, tout en enlevant à la machine gouvernementale son auréole, en la profanant, en la rendant à la fois ignoble et ridicule. Il renouvelle à Paris le culte de la Sainte Tunique de Trèves sous la forme du culte du manteau impérial napoléonien. Mais le jour où le manteau impérial tombera enfin sur les épaules de Louis Bonaparte, la statue d'airain de Napoléon s'écroulera du haut de la colonne Vendôme. » (Marx. 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte. Ed. Sociales p. 139)

Comme le soulignait Marx, la société française est archétypique en ce qui concerne l'évolution politique de la société moderne et elle vit périodiquement, sous la forme d'explosions révolutionnaires, des bouleversements politiques qui tendent toujours vers l'instauration de la république bourgeoise pure, régime qui correspond le mieux à l'expression politique du MPC.

Le second Empire contenait, inscrit dans sa genèse même, la promesse de sa destruction, et tout portait à croire que celle-ci aurait lieu dans la violence d'une nouvelle poussée révolutionnaire. La question était de ne pas considérer ce phénomène comme une affaire purement intérieure française, mais de la relier à la montée internationale du mouvement prolétarien en prévision de nouvelles échéances révolutionnaires.

Ceci d'autant plus que le mouvement ouvrier français éprouvait de grandes difficultés à se dégager des influences petites-bourgeoises comme celles du Proudhonisme et ne parvenait pas par lui-même à formuler une claire position révolutionnaire (refus de l'action politique, refus de mouvements sociaux centralisés, chauvinisme, tendance au bavardage et à l'emphase etc.) ce qui lui valait en privé les critiques du « parti-Marx ».

Or, même si la recomposition du mouvement ouvrier en France constituait à terme un danger pour le régime bourgeois du Second Empire et son fragile équilibre social, ce n'est pas sur ce front là qu'est venue la principale menace, mais sur le plan de la politique extérieure bourgeoise. Depuis la guerre civile allemande de 1866 qui avait joué un rôle révolutionnaire dans la marche de l'Allemagne vers son unité, il existait un puissant antagonisme entre la France du Second Empire et la Prusse de Bismarck, antagonisme qui ne pouvait, à terme, que se résoudre par la force des armes.

Dans la dialectique historique qui sous-tend tout mouvement révolutionnaire, les facteurs nationaux et internationaux s'enchevêtrent, surtout dans une phase et dans une aire géo-historiques où les rapports de production bourgeois ne sont pas encore stabilisés. En Europe continentale la question allemande constituait un obstacle, non seulement à l'émergence d'une nation moderne à l'Etat du Rhin, mais encore à l'émergence d'un véritable mouvement prolétarien allemand et à la perspective d'une révolution. Or sa solution ne pouvait se faire sans un bouleversement politique et territorial important au cours duquel s'affronteraient toutes les nations intéressées, celles déjà constituées comme la France, aussi bien que celles qui cherchaient encore leur espace historique et politique comme l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche. La solution, forcément guerrière, de la question allemande, devait avoir d'importantes implications révolutionnaires sur la France, en détruisant le Second Empire, lui-même obstacle à l'établissement définitif d'une véritable république moderne en France et par voie de conséquence au développement d'un puissant mouvement prolétarien dans ce pays.

C'est à partir d'une soigneuse étude historique de toutes ces données et de leur compréhension grâce à la méthode dialectique du communisme révolutionnaire que fut

élaborée la position du parti sur les évènements à venir.

2.3.3.1.2. – La guerre franco-allemande de 1870.

Nous avons expliqué dans notre numéro 20 combien la question de l'unité nationale influençait tout le développement économique et politique de l'Allemagne, aussi bien en ce qui concerne l'émergence des formes modernes de la domination politique bourgeoise, que l'apparition d'un fort mouvement ouvrier autonome et distinct des partis bourgeois. C'est pourquoi le parti communiste, qui avait soutenu la voie révolutionnaire vers l'unification en 1848, suivait avec une attention particulière l'avancée centralisatrice menée par Bismarck, le Napoléon III de la bourgeoisie allemande. Une fois épuisée en 1848 la solution révolutionnaire, et compte tenu du repli de l'Autriche, qui souhaitait avant tout établir un cordon sanitaire avec l'Allemagne et ses possibles contagions démocratiques, il revenait à la Prusse de mener à bien « par en haut » l'unification des territoires allemands.

Or cette unification ne mettait pas en cause uniquement l'Allemagne, mais aussi tous les pays qui, pour une raison ou pour une autre avaient à craindre l'émergence d'une puissante nation à l'Est du Rhin.

« L'unité de l'Allemagne n'était pas une question exclusivement allemande. Depuis la Guerre de Trente ans, pas une affaire publique allemande n'avait été décidée, sans que l'étranger ne s'y immisce par la force (...) »

Il fallut donc que l'unité allemande fut arrachée de haute lutte non seulement contre les princes et autres ennemis de l'intérieur, mais encore contre l'étranger, ou bien... avec l'aide de l'étranger. » (Engels. Violence et économie dans la formation du Nouvel Empire Allemand. 1887)

C'est sur le ressort de la politique extérieure que Bismarck allait se baser pour réaliser l'unité allemande et les principales étapes de celle-ci furent franchies à travers des guerres nationales : en 1864 pour la conquête du Schlesvig-Holstein, en 1866 contre l'Autriche. Au cours de cette dernière guerre, Bismarck essaya de s'assurer au moins la neutralité de la France en promettant probablement des concessions territoriales sur la rive droite du Rhin, au risque de forger les conditions d'un futur conflit franco-allemand.

C'est en définitive contre la France qu'allait se réaliser l'unité allemande.

L'épisode de la guerre franco-allemande de 1870 est un exemple parfait pour illustrer la façon dont le parti communiste élabore sa stratégie, en se basant uniquement sur l'analyse des tendances historiques et en-dehors de tout sentimentalisme et de tout moralisme. Seul doit être considéré ce qui est susceptible de favoriser le développement du mouvement prolétarien. Or ce qui était en jeu dans le conflit entre la France et l'Allemagne c'était, du côté de la France, l'écroulement de l'Empire bonapartiste, c'est-à-dire d'un régime réactionnaire de répression anti-ouvrière ; du côté de l'Allemagne, l'accomplissement de l'unité nationale, c'est-à-dire la possibilité du développement d'un Etat bourgeois moderne où joueraient librement les contradictions de classe, permettant l'essor d'un véritable mouvement prolétarien qui n'aurait plus à fournir ses bataillons pour réaliser à sa place les tâches de la bourgeoisie mais pourrait se consacrer intégralement à lutter contre elle.

C'est par rapport à ces enjeux et à eux seuls, que Marx et Engels se déterminèrent, tout au long des évènements. L'acuité de leur jugement historique impliquait donc, bien évidemment, qu'ils suivent, à travers l'étude minutieuse des

événements immédiats, le déroulement des tendances historiques générales et qu'ils déterminent leurs positions politiques par rapport à elles. Lorsqu'en cours de route, le sens de cette guerre a changé, ils ont su modifier leurs positions en conséquence, et en parfaite cohérence avec leurs principes, parfois à l'encontre des positions affichées tant par les socialistes allemands que par les ouvriers français. Lorsqu'ils analysent cette période aujourd'hui, les communistes doivent toujours rapporter les textes aux stricts événements historiques tels qu'ils ont pu se dérouler et se garder de toute confusion pour tirer les véritables leçons tactiques de cet épisode.

Lorsque la guerre éclate, les communistes établissent immédiatement les positions suivantes :

- La guerre a été déclenchée par Louis-Napoléon et c'est une guerre pour l'unification de l'Allemagne.
- La victoire de la France entraînerait : la consolidation du régime du Second Empire et le recul du mouvement ouvrier français d'une part ; l'ajournement de l'unité allemande d'autre part ce qui obligerait le mouvement ouvrier allemand à se mobiliser pour longtemps encore sur des objectifs bourgeois.
- A l'inverse la victoire de l'Allemagne entraînerait la chute du bonapartisme, la constitution de l'Etat unitaire en Allemagne et l'essor du mouvement ouvrier allemand sur des bases purement prolétariennes. En même temps le chauvinisme français dont l'influence gangrène le prolétariat serait battu en brèche.
- Si ce résultat était obtenu par un Bismarck, c'est bien parce que la bourgeoisie allemande s'était montrée au-dessous de tout et lui avait passé la main. La défendre elle-même contre Bismarck serait une absurdité dès lors que celui-ci, en travaillant dans le sens de l'histoire ne faisait que renforcer, à terme, la révolution.

Sur la base de cette analyse, à peine 4 jours après le déclenchement de la guerre le 19 Juillet 1879, le Conseil Général de l'Association Internationale des Travailleurs édita une adresse où étaient exposées les positions suivantes :

- Dénonciation des régimes de Louis Bonaparte et de Bismarck comme alliés dans l'écrasement des classes populaires.
- Appel aux ouvriers français et allemands pour qu'ils dénoncent en commun la guerre fratricide, même si, du côté allemand la défense de la nation pouvait avoir un sens révolutionnaires.
- Caractérisation de la guerre comme guerre de défense du côté allemand et appel au prolétariat allemand pour qu'en aucun cas cette guerre ne se transforme en guerre d'agression contre la France et dénonciation de cette éventualité.
- Prévision de la chute du Second Empire comme résultat de la guerre.

Dans une lettre adressée à Marx le 15 Aout 1870, Engels précisait les points suivants en ce qui concerne la position à défendre au sein du parti ouvrier allemand :

« J'estime que nos gens peuvent :

1. / se joindre au mouvement national dans la mesure où il se limite à la défense de l'Allemagne et tant qu'il s'y tient (ce qui n'exclut pas au demeurant l'offensive jusqu'à la paix) (...);

2. / souligner la différence entre les intérêts nationaux de l'Allemagne et les intérêts dynastiques et prussiens ;
3. / s'opposer à toute annexion de l'Alsace-Lorraine (...);
4. / agir en faveur d'une paix honorable dès l'instauration à Paris d'un gouvernement républicain non chauvin ;
5. / mettre sans cesse en évidence l'unité d'intérêts des ouvriers allemands et français, qui n'ont pas approuvé la guerre et ne se font pas la guerre. »

Or les évènements allaient en tous points confirmer l'analyse de la Première adresse du 23 Juillet 1870 : le 4 Septembre l'armée française se rendait à Sedan et Louis-Bonaparte était fait prisonnier, l'Empire s'écroulait et la république était proclamée. Du côté allemand, loin de s'en tenir à une guerre de défense, Bismarck cherchait, en bon représentant des hobereaux prussiens à humilier définitivement la France et à servir les intérêts impérialistes allemands en annexant l'Alsace-Lorraine.

Sur ce point particulier, les communistes prennent position sur la stricte base de leur méthode historique d'analyse : loin des échanges d'étudier précisément l'histoire multi-séculaire des provinces en question pour déterminer quel doit être leur destin historique. Si Marx et Engels reconnaissaient à la France le droit à la possession de l'Alsace et de la Lorraine, c'est toujours en fonction de la même critique qu'ils émettaient par ailleurs sur l'histoire allemande et l'incapacité de cette nation à diriger ses propres affaires jusqu'au milieu du XIX siècle.

Lorsque les Français s'emparèrent des territoires alsaciens de langue allemande durant la guerre de Trente ans (1618-1648) ils ne firent que reproduire des pratiques opérées par l'Empire Allemand qui englobait des territoires de langue française en Belgique, Lorraine et Franche-Comté. Mais surtout, l'Alsace et la Lorraine bénéficièrent, comme toutes les autres provinces Françaises, des bouleversements opérés par la révolution bourgeoise de 1789-95. Alors que l'Allemagne restait morcelée en principauté féodales, les paysans alsaciens réalisèrent leur domination dans les villes. C'est alors qu'ils adoptèrent définitivement pour patrie celle de leur émancipation sociale même si linguistiquement la langue allemande restait en vigueur sur leur territoire jusqu'après les guerres Napoléoniennes où le besoin d'une francisation de l'enseignement fut ressenti.

Dans un texte de 1888 donc après 17 ans d'occupation allemande, Engels constate que les Alsaciens restent profondément français et que l'annexion n'existe que sur le plan administratif et militaire. Et, sur la base du fait qu'en matière historique, il n'est pas de droit qui ne soit l'expression d'une situation matérielle, il interroge :

« Ainsi donc, si les Alsaciens sont ce qu'ils sont, avons-nous le droit de leur jeter la pierre ? Nullement. Leur hostilité à l'annexion est un fait historique qu'il ne s'agit pas de briser, mais qu'il faut expliquer. Et nous devons commencer par nous demander : Combien de fautes – et de fort graves – l'Allemagne a-t-elle commises au cours de l'histoire pour que ces sentiments soient possibles en Alsace ? Quelle impression notre nouvel Empire Allemand éveille-t-il à l'étranger, si après 17 ans de tentatives de regermanisation, les Alsaciens nous répondent en chœur : épargnez-nous cela ? Comment imaginer que deux succès militaires et 17 ans de dictature bismarckienne suffisent à effacer toutes les conséquences de trois siècles d'ignominie ? » (Violence et économie dans la

formation du Nouvel Empire Allemand)

En 1870 les communistes avertissaient donc la monarchie prussienne qu'elle n'avait aucun droit historique à prétendre à l'annexion de l'Alsace-Lorraine, ou plutôt qu'elle s'était définitivement déconsidérée dans la prétention à ce droit, et appelait le parti ouvrier allemand à s'y opposer de toutes ses forces. Ce d'autant plus que, sur le plan international, une telle volonté d'atteinte à l'intégrité du territoire français ne pouvait que jeter la France dans les bras de la Russie c'est-à-dire renforcer l'alliance de la contre-révolution internationale.

Dans un cours de route la guerre franco-allemande a changé de sens, de guerre de défense du côté allemand, elle est devenue guerre impérialiste. Sa tâche principale en ce qui concerne le côté français : éliminer l'Empire et permettre la restauration de la République est accomplie dès le 4 Septembre. C'est donc en toute logique que le parti ouvrier du prolétariat international condamnait désormais la poursuite de la guerre du côté allemand, comme on le verra en étudiant la deuxième adresse du Conseil Général dans le prochain chapitre.

Mais le sens profond de la guerre franco-allemande allait désormais pouvoir se révéler contre un nouvel ennemi, dont l'apparition suscitait immédiatement l'alliance des gouvernements bourgeois : le prolétariat. Le Paris en armes des ouvriers restait pour Bismarck le seul obstacle à la conclusion d'une paix définitive. En renonçant à occuper et désarmer Paris (les troupes prussiennes campèrent tout au plus dans le quartier, alors périphérique, des Champs-Élysées) la Prusse laissait au prolétariat parisien le rôle ambigu de défenseur de la souveraineté nationale mais en même temps déclenchait une dynamique qui allait aboutir à la révolution.

2.3.3.3. – De la République à la Commune.

La « Seconde adresse du Conseil Général sur la guerre Franco-Allemande » date du 9 Septembre 1870 et analyse donc la situation en fonction des récents bouleversements qui ont eu lieu sur le plan militaire et politique.

La guerre a effectivement marqué l'écroulement du Second Empire. Le 2 Septembre l'armée française est encerclée à Sedan et l'empereur fait prisonnier. Deux jours plus tard la république est proclamée à Paris sous la pression populaire. Mais en même temps la guerre se transforme du côté allemand de guerre défensive en guerre offensive c'est-à-dire impérialiste. Par conséquent il est du devoir de la classe ouvrière allemande et de son parti social-démocrate de s'opposer à la politique chauvine de son propre gouvernement et d'empêcher une politique d'humiliation systématique de la nation française. Les ouvriers allemands doivent exiger « une paix honorable pour la France et la reconnaissance de la République française ». Par ailleurs le parti social-démocrate allemand s'élève avec vigueur contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

Lorsque le 4 Septembre la défaite militaire a entraîné dans la foulée la chute du régime impérial, la bourgeoisie s'est posé le problème d'occuper le pouvoir. Mais c'est presque par hasard qu'elle le fit sous la forme de la république, et en tout cas pour répondre aux sollicitations de la foule accourue place de l'Hôtel de Ville à Paris. Dans sa première étape, la révolution prolétarienne de 1871 retrouve donc la physionomie de 1830 et 1848 : attaque du prolétariat contre le pouvoir en place, proclamation de la république. Mais cette république n'est pas la république sociale réclamée en Juin 1848 par le prolétariat, elle est immédiatement accaparée par les politiciens bourgeois professionnels, parmi lesquels bon nombre de bourreaux de Juin justement, qui forment

un « Gouvernement de défense nationale ».

Dans sa Seconde Adresse, le Conseil Général de l'AIT décrit le caractère borné et ambigu de la nouvelle république française :

« Cette république n'a pas renversé le trône, mais simplement pris sa place laissé vacante. Elle a été proclamée non comme une conquête sociale, mais comme une mesure de défense nationale. Elle est dans les mains d'un gouvernement provisoire composé en partie d'orléanistes notoires, en partie de républicains bourgeois, sur quelques-uns desquels l'insurrection de Juin 1848 a laissé son stigmata indélébile. La division du travail entre les membres de ce gouvernement ne présage rien de bon. Les orléanistes se sont saisis des positions fortes : de l'armée et de la police, alors qu'aux républicains déclarés sont échus les ministères où l'on parle. Quelques-uns de leurs premiers actes montrent assez clairement qu'ils ont hérité de l'empire non seulement les ruines, mais aussi la peur de la classe ouvrière. » (Ed. Sociales p.38 soul. Par CouC)

Ainsi la république de 1870 commence là où finissait celle de 1848 : sur le terrain de l'affrontement de classe entre bourgeoisie et prolétariat. Seulement le prolétariat ne peut se livrer à un tel affrontement sans s'y préparer, c'est pourquoi l'Adresse engage le prolétariat français à se méfier de tout mouvement irréflecti et surtout de ses tendances spontanées à l'insurrection dans des circonstances où celle-ci serait perdue d'avance.

« La classe ouvrière française se trouve donc placée dans des circonstances extrêmement difficiles. Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement, quand l'ennemi frappe aux portes de Paris, serait une folie désespérée. Les ouvriers français doivent remplir leur devoir de citoyens ; mais en même temps, ils ne doivent pas se laisser entraîner par les souvenirs nationaux de 1792⁽⁸⁾, comme les paysans français se sont laissés duper par les souvenirs nationaux du premier Empire. Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Que calmement et résolument ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. Cela les dotera d'une vigueur nouvelle, de forces herculéennes pour la régénération de la France et pour notre tâche commune, l'émancipation du travail. De leur sagesse dépend le sort de la république. »

En même temps cette « tâche commune » était replacée sur son vrai terrain c'est-à-dire celui de la lutte des classes internationale. On espérait que le temps permettrait aux ouvriers anglais et à toutes les sections de l'Internationale de s'organiser pour intervenir dans le conflit, empêcher que la guerre tourne à la liquidation de la nation française et favoriser l'action internationale de la classe ouvrière.

La république bourgeoise était donc née par défaut et le gouvernement qui l'incarnait n'avait été toléré que pour prendre en mains la défense nationale. Cependant dès le 4 Septembre face au gouvernement formé par une « cabale d'avocats en quête de place » et tandis que les principaux dirigeants du prolétariat révolutionnaire croupissent encore dans les prisons bonapartistes, le prolétariat de la capitale commence à

⁸ «Le malheur des français, même des ouvriers, ce sont les grands souvenirs! Il faudra, une fois pour toutes que les événements brisent ce culte réactionnaire du passé. » (Marx à Engels. 12.09.1870)

s'organiser. Des maires bourgeois ayant été nommés dans chaque arrondissement par le gouvernement, il se crée, à l'initiative d'éléments révolutionnaires des « comités de vigilance » dans chaque arrondissement, qui se fédèrent en un « Comité central des 20 arrondissements » dont le siège était situé rue de la Corderie. Ce comité comprenait des membres de la section française de l'AIT, des blanquistes et des républicains de gauche. Dès le 15 Septembre 1870 il élabore son programme, qui comporte les mesures radicales suivantes :

- élection des municipalités
- polices municipales
- élection des magistrats
- droit de la presse, de réunion et d'association
- mesures de rationnement et de réquisition
- armement de tous les citoyens
- envoi de commissions en province pour l'extension du mouvement.

Si Louis-Napoléon, par esprit d'imitation du premier Empire était prêt à mener des caricatures de guerres dynastiques, la bourgeoisie qui lui succède est au contraire tout à fait prête à s'arranger avec l'ennemi, une fois la campagne militaire remportée par celui-ci. La bourgeoisie cherchait surtout à maintenir la continuité de l'affairisme du Second Empire et à reprendre les activités économiques perturbées par la guerre. Seulement pour cela il fallait donner aux prussiens des gages, qu'ils pouvaient exiger en tant que vainqueurs et occupants.

Or Paris, le Paris ouvrier, le Paris armé, le Paris républicain et révolutionnaire constituait un double obstacle à l'entente de la bourgeoisie française avec son homologue allemande :

- obstacle militaire d'abord, les vainqueurs ne pouvant tolérer le maintien d'une capitale sur le pied de guerre ;
- obstacle social ensuite. En effet le gouvernement de Bismarck avait posé des conditions financières exorbitantes lors de la signature de l'armistice et la bourgeoisie française était bien décidée à prélever les sommes des indemnités de guerre sur le dos du prolétariat (et aussi de la petite-bourgeoisie).

Il fallait donc battre Paris et pour cela le désarmer. En ce sens la pression que visaient à exercer les organes du prolétariat et de la petite-bourgeoisie sur le gouvernement de la défense nationale pour le forcer à accomplir sa véritable mission n'est pas seulement un réflexe nationaliste dont le prolétariat aurait dû se garder. Derrière l'aspect militaire et national se profile aussi le problème social de l'auto-défense du prolétariat face à sa propre bourgeoisie. Toute la question était de savoir, comme le dit la Seconde adresse, de quel délai le prolétariat disposerait pour se préparer à mener le combat sur ce terrain social. C'est pourquoi Marx et Engels jugeaient – cf notamment leur correspondance privée – que le prolétariat risquait gros à s'insurger avant que la paix n'ait été conclue. Il risquait dans ce cas de mener une guerre nationale au profit de la bourgeoisie, et par son attitude chauvine de s'aliéner la sympathie des ouvriers allemands et anglais. Mais justement la bourgeoisie ne voulait pas lui accorder ce temps.

« Cependant, comment défendre Paris sans armer sa classe ouvrière, sans l'organiser en une force effective et instruire ses rangs par la guerre elle-même ? Mais Paris armé, c'était la révolution armée. Une victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'Etat. Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe, le gouvernement de la défense nationale n'hésita pas un seul instant : il se transforma en gouvernement de la défection nationale. » (La guerre civile en France. ES p.41)

Nous avons vu qu'à partir de Juin 1848, le problème de la république, de la forme de l'Etat ne peut plus se poser en faisant abstraction du contenu de cette forme : république prolétarienne ou république bourgeoise. D'emblée la forme républicaine est désormais le terrain sur lequel s'exprime la lutte de classes acharnée entre bourgeoisie et prolétariat. D'où, de la part de la bourgeoisie ayant repris entre ses mains directement le pouvoir politique un antagonisme immédiat vis-à-vis du prolétariat. Cette haine de classe l'emporte sur tout autre sentiment y compris celui, ô combien bourgeois par essence, du nationalisme et de la défense de la patrie.

L'explosion révolutionnaire de la Commune ne sera que l'aboutissement de la montée de ce conflit tout au long des mois qui séparent la journée du 4 Septembre de l'épisode des canons du 18 Mars 1871. Si, au départ, l'agitation ouvrière et populaire se focalise sur les questions de défense nationale, elle n'est pas exempte, en même temps, de revendications sociales et politiques. Dès le 8 Octobre, on peut entendre dans les manifestations le cri de « Vive la Commune », autrement dit la revendication du pouvoir de la part d'une fraction du prolétariat parisien.

A la fin du mois d'Octobre on apprend la capitulation de Metz et d'autre part une tentative de sortie vers le Bourget, aux environs de Paris, se solde par un échec étant donné l'incurie tactique et militaire avec laquelle elle a été menée. Les blanquistes croient le moment venu d'appeler à l'insurrection et organisent le 31 Octobre une « journée » au cours de laquelle ils parviennent à s'emparer de l'Hôtel de Ville. Malheureusement, la situation n'était pas mûre pour un soulèvement et la journée n'a d'autre résultat que d'entraîner l'arrestation ou la mise en fuite de quelques-uns des plus valeureux éléments du prolétariat révolutionnaire.

Un épisode identique a lieu le 22 Janvier 1871 ; là encore l'insurrection n'arrive pas à entraîner la grande masse du prolétariat parisien, mais certains prisonniers du 31 Octobre (Flourens) parviennent à être libérés, tandis que l'Hôtel de Ville assiégé n'est sauvé que par l'intervention de gardes mobiles bretons, aux ordres du gouvernement de défense nationale.

Dès lors, le mouvement se déroule au double rythme de l'évolution de la situation militaire et de l'horrible aggravation des conditions de vie du prolétariat, soumis au blocus, au froid, à la faim, à la misère. Le 13 Février le gouvernement signe la capitulation et celle-ci permet l'élection en hâte (rappelons qu'en 1848 Blanqui avait préconisé l'ajournement indéfini des élections pour éviter que celles-ci n'aboutissent à la reconnaissance d'un régime bourgeois ; là encore les élections ne furent qu'une caricature dont l'impréparation ne pouvait que servir les intérêts du gouvernement bourgeois) d'une assemblée nationale (qui siège à Bordeaux) représentant les intérêts réactionnaires de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers. A la fin Février c'est

uniquement la pression du prolétariat en armes qui empêche les Prussiens de faire leur entrée dans Paris et qui permet aux Parisiens de récupérer des canons abandonnés par le gouvernement. Dans le même temps se constitue la Fédération de la Garde Nationale à l'initiative surtout des bataillons des quartiers populaires et le 13 Mars elle constitue son propre Comité Central qui adopte comme programme la défense de la république, le droit à nommer et révoquer ses chefs et une réorganisation complète des forces de la Garde Nationale.

A partir de ce moment la tout est prêt pour l'épreuve de force entre d'un côté Paris où les prolétaires sont armés et s'organisent à travers leur représentation militaire (la Garde Nationale) et la bourgeoisie représentée par le Gouvernement de défense Nationale et l'Assemblée de Bordeaux.

De même que la République du 4 Septembre n'avait pas été voulue par la bourgeoisie, mais imposée par la vacance du Second Empire, de même la révolution du 18 Mars n'a pas été organisée par le prolétariat mais imposée par la bourgeoisie qui voulait en faire le point d'orgue de son complot contre-révolutionnaire. Le désarmement de Paris était le principal souci de Thiers et pour cela il fallait enlever à la Garde Nationale ses armes. Dans la nuit du 17 au 18 Mars un certain nombre de régiments réguliers sont envoyés dans les quartiers ouvriers (Montmartre, Belleville, Pigalle) pour s'emparer des canons. La mobilisation spontanée des prolétaires et des habitants de ces quartiers, la fraternisation avec la troupe les en empêche. Deux généraux contre-révolutionnaires, Lecomte et Thomas sont exécutés par fuir la ville pour s'installer à Versailles. Cette fuite, rapidement réalisée permet d'évacuer la quasi-totalité des services administratifs et un certain nombre de régiments réguliers dans le but de désorganiser complètement la capitale. Ainsi la bourgeoisie allait elle-même obliger le prolétariat à prendre à bras-le-corps le problème de l'Etat.

2.3.3.4. – Vie et mort de la Commune de Paris.

La prise du pouvoir par le prolétariat de Paris le 18 Mars n'a pas été une insurrection dûment préparée. Elle se situe dans la foulée d'un processus révolutionnaire à l'oeuvre depuis la fin des années 1860 et exacerbé par la guerre et la chute de l'Empire le 4 Septembre.

En Octobre 1870 et en Janvier 1871 de semblables « journées » ont eu lieu, sans se conclure par un résultat positif. On a simplement pu constater à quel point la bourgeoisie parisienne était peu mobilisée pour se dresser comme force contre-révolutionnaire. Le 21 Janvier ce sont les régiments bretons, amenés dans la capitale et composés de paysans ne parlant pas français, qui ont fait échec à la tentative de prise de l'Hôtel de Ville.

Le 18 Mars se conjuguent différents éléments qui amènent le prolétariat parisien au succès : manque de communication entre les forces armées, qui laissent traîner l'opération de reprise des canons, exposant les soldats aux arguments de fraternisation des ouvrières et des ouvriers, faible mobilisation des gardes nationaux des quartiers bourgeois, exaspération des ouvriers et petits-bourgeois face à la tentative de les désarmer. En même temps, l'abandon de la capitale, effectué par Thiers et ses complices au cours de la journée du 18, sert ses plans contre-révolutionnaires : pour lui, il ne s'agit que de laisser momentanément la ville – donc le pouvoir – entre les mains des classes opprimées. A la limite, cela sert son plan : isoler et circonscrire le camp des

révolutionnaires pour mieux le réduire, même au prix d'une saignée qui frappera d'une crainte mémorable le prolétariat français. Ainsi, plus qu'elle ne l'avait pris, le pouvoir tombait entre les mains de la classe ouvrière parisienne. N'y étant pas préparée réellement, qu'elle ne saura qu'en faire, gaspillant un temps précieux qui aurait pu être mis à profit pour pousser l'avantage contre la bourgeoisie.

Dès le 19 Mars le Comité Central de la Garde nationale siège à l'Hôtel de Ville de Paris et fait office de « gouvernement provisoire » (Marx). Mais ce gouvernement provisoire n'était pas préparé à devenir un gouvernement révolutionnaire. Nous détaillerons plus loin (dans les chapitres consacrés à la question du parti et à la question militaire) les fautes tactiques commises d'emblée par ce gouvernement. Leur simple énoncé montre que ce groupe d'hommes propulsé à la tête des affaires du pays n'avait pas de projet révolutionnaire clairement établi. Plus exactement il existait en son sein des éléments révolutionnaires mais l'influence de ceux-ci n'aurait pu s'affirmer et se dégager qu'au fil du temps et au fur et à mesure parisiennes. Ce temps ne fut pas laissé à la Commune et elle ne sut pas saisir tout de suite les opportunités qui lui étaient offertes. Au lieu de poursuivre son avantage et d'engager directement la lutte avec la bourgeoisie en marchant sur Versailles, le Comité Central laissa les forces de la réaction se réorganiser hors de Paris ; il laissa intact le « trésor de guerre » du capital : l'en-caisse de la Banque de France ; il se prêta à une comédie de négociation avec Versailles par le truchement des maires républicains, c'est-à-dire bourgeois. Comme le faisait observer Marx, la discussion avec les maires pouvait être légitime en tant que ruse de guerre, si dans le même temps on profitait de ce répit pour se renforcer, mais c'est en fait Versailles qui en tira profit. Le CC laissa s'organiser la contre-révolution en plein Paris en renonçant à réprimer la manifestation contre-révolutionnaire du 22 Mars organisée par les bourgeois de la capitale. Enfin il n'eut de cesse de se débarrasser du pouvoir qui lui était tombé si soudainement entre les mains. En organisant des élections à la Commune. Tandis que les maires républicains cherchaient à temporiser, le Comité Central ajournait les élections. Finalement celles-ci furent repoussées au 23 puis au 26 Mars et pendant cette période le pouvoir ne pouvait pas se stabiliser. Vautrain, contre-révolutionnaire versaillais notoire avait bien raison de dire aux maires : « J'ai conscience que les hit jours qui vous ont fait obtenir les élections ont été le salut de la France. » La Commune, élue le 26 Mars allait perpétuer les faiblesses qui avaient marqué le Comité Central dès sa naissance.

« Le Comité Central de la Garde Nationale est en fait, un conseil de députés des ouvriers armés et de la petite bourgeoisie. Un tel Conseil élu immédiatement par les masses qui ont pris la voie révolutionnaire, représente un excellent appareil d'action. Mais il reflète en même temps et justement à cause de sa liaison immédiate et élémentaire avec les masses qui sont dans l'état où il les a trouvées la révolution, non seulement tous les côtés forts, mais aussi tous les côtés faibles, plus encore que les côtés forts : il manifeste l'esprit d'indécision, d'attente, la tendance à être inactif après les premiers succès. (...) »

Le Comité Central de la garde nationale puisa son autorité dans l'éligibilité démocratique. Au moment où le Comité Central avait besoin de développer au maximum son initiative dans l'offensive, privé de la direction d'un parti prolétarien, il perdit le tête, se hâta de transmettre ses pouvoirs aux représentants de la Commune, qui avait besoin d'une base démocratique plus large. Et ce fut une grande erreur dans cette période, de jouer aux élections. Mais une fois les élections faites et la Commune réunie, il fallait concentrer d'un

seul coup et entièrement dans la Commune et créer par elle un organe possédant un pouvoir réel pour réorganiser la Garde Nationale. Il n'en fut pas ainsi. A côté de la Commune élue restait le Comité Central ; le caractère d'éligibilité de ce dernier lui donnait une autorité politique grâce à laquelle il pouvait faire concurrence à la Commune. Mais cela le privait en même temps de l'énergie et de la fermeté nécessaires dans les questions purement militaires qui, après l'organisation de la Commune, justifiaient son existence. »(Trotsky Les Leçons de la Commune.)

Élue le 26 Mars 1871, proclamée le 28, la Commune comprend un certain nombre d'ouvriers, et regroupe différentes tendances socialistes, proudhoniens, blanquistes et des Internationaux. Parmi ces forces, les proudhoniens sont notamment porteurs d'illusions fédéralistes, communalistes ; ils conçoivent cette révolution comme devant se fixer pour but l'autonomie communale et n'envisagent des mesures révolutionnaires que dans la mesure où elles concernent Paris et où celui-ci n'a pas à subir le joug d'un gouvernement central qui lui imposerait ses volontés. Or comme dans tout pays capitaliste moderne centralisé, et plus encore en France, compte tenu du passé révolutionnaire de cette nation, Paris n'est pas seulement une ville, c'est la capitale qui peut entraîner l'ensemble du pays sur la voie de la révolution à condition de prendre les mesures adéquates. En outre, Paris c'est la « forteresse sociale de la classe ouvrière française » et la révolution dont elle doit prendre la tête ce n'est plus la révolution « potitique » de Février 1848, mais la révolution sociale, la révolution communiste. Même si la Commune n'eut pas le temps de le réaliser, c'est ce caractère prolétarien et communiste qui s'imposa. Comme le disait Marx, la Commune a « sonné le glas » des illusions proudhoniennes.

D'un autre côté les forces de la « majorité » de la Commune incarnaient le défaut « politique » du prolétariat français. Ancrés sur les souvenirs de 1792 comme les jacobins dirigés par Delescluze ou bien prônant la conspiration pour parvenir au communisme comme les blanquistes, les membres de la majorité négligeaient le contenu, économique et social, pour privilégier la forme du pouvoir politique. Cependant, Engels a souligné que les uns et les autres, à l'épreuve des faits, ont été obligés d'agir en contradiction avec leurs principes. De réaliser un tout autre programme que celui qu'ils avaient prévu.

« Les membres de la Commune se répartissaient en une majorité de blanquistes, qui avait déjà dominé dans le Comité central de la garde nationale et une minorité : les membres de l'Association internationale des travailleurs, se composant pour la plupart de socialistes proudhoniens. Dans l'ensemble, les blanquistes n'étaient alors socialistes que par instinct révolutionnaire, prolétarien ; seul un petit nombre d'entre eux était parvenu, grâce à Vaillant, qui connaissait le socialisme scientifique allemand, à une plus grande clarté de principes. Ainsi s'explique que, sur le plan économique, bien des choses aient été négligées, que, selon notre conception d'aujourd'hui, la Commune aurait dû faire. Le plus difficile à saisir est certainement le saint respect avec lequel on s'arrêta devant les portes de la Banque de France. Ce fut d'ailleurs une lourde faute politique. La Banque aux mains de la Commune, cela valait mieux que dix mille otages. Cela signifiait toute la bourgeoisie française faisant pression sur le gouvernement de Versailles pour conclure la paix avec la Commune. Mais le plus merveilleux encore, c'est la quantité de choses justes qui furent tout de

même faites par cette Commune composée de blanquistes et de Proudhoniens. Il va sans dire que la responsabilité des décrets économiques de la Commune, de leurs côtés glorieux ou peu glorieux, incombe en première ligne aux proudhoniens, comme incombe aux blanquistes celle de ses actes et des carences politiques. Et dans les deux cas l'ironie de l'histoire a voulu, - comme toujours quand des doctrinaires arrivent au pouvoir, - que les uns comme les autres fissent le contraire de ce que leur prescrivait leur doctrine d'école. » (Engels. Introduction de 1891 à « La guerre civile en France »)

Dès le début d'Avril, soit après une semaine d'existence de la Commune, celle-ci eut à faire face à la guerre civile, dont l'initiative revient entièrement à la bourgeoisie. Les bombardements opérés par Versailles commencent le 2 Avril et dès lors la courte histoire de la Commune (deux mois) est presque entièrement rythmée par le déroilement des opérations militaires. Néanmoins la Commune eut l'occasion de promulguer quelques mesures à travers lesquelles son « caractère de classe »(...) « apparut très net et très pur ».

- 30 Mars : Suppression de la conscription et de l'armée permanente. La garde nationale est la seule force armée. (Cette mesure revient à considérer la garde nationale comme force armée du prolétariat, les bataillons bourgeois de la garde nationale ayant rejoint Versailles ou restant dans une prudente expectative).

Remise des loyers et suspension des ventes au Mont-de-Piété.

- 1^{er} Avril : limitation des traitements des membres et fonctionnaires de la Commune à 6000 francs.
- 2 Avril : séparation de l'Eglise et de l'Etat, suppression du budget des cultes, nationalisation des biens du clergé.
- 5 Avril : décret sur les otages, en riposte aux exactions des Versaillais, malheureusement ce décret ne fut jamais exécuté.
- 6 Avril : abolition de la peine de mort et destruction de la guillotine.
- 12 Avril : décision de détruire la Colonne Vendôme, symbole des guerres impériales et du chauvinisme.
- 16 Avril : décision d'organiser un recensement de tous les ateliers fermés et de les donner en gestion coopérative aux ouvriers dans le but de marcher vers une économie associée.
- 20 Avril : abolition du travail de nuit des ouvriers boulangers.
- 30 Avril : suppression des monts-de-piété.
- 5 Mai : destruction de la chapelle expiatoire élevée à la mémoire de Louis XVI.

Même si la Commune en tant qu'institution ressembla trop souvent à un Parlement où l'on discutait au lieu d'agir, elle prit ainsi sous la pression des événements, un certain nombre de décisions qui témoignent de son caractère de classe. La classe ouvrière intervenait d'ailleurs elle-même et parfois de manière virulente, auprès de la Commune ou de ses instances pour la pousser à satisfaire ses revendications. En même temps, les plus sérieux parmi les membres de la Commune ne se contentaient pas de siéger à l'Hôtel de Ville comme l'auraient fait des parlementaires bourgeois, mais se dépensaient sans compter sur le terrain, soit dans leurs ministères, soit dans les mairies, pour organiser le pouvoir prolétarien. Toutes les faiblesses politiques et théoriques de la Commune ne peuvent effacer le dévouement et l'enthousiasme révolutionnaire de ces obscurs militants, souvent ouvriers (33 membres sur 81) qui déployaient, en luttant de

vitesse contre la mort Versaillaise, une énergie insensée pour faire fonctionner leur propre Etat, celui de la majorité prolétaire et exploitée.

De nombreux esprits bourgeois, dans la tonne de littérature exécrationnelle qui a pu être écrite sur la Commune lui reprochent d'avoir pris des mesures inapplicables et donc ridicules, et estiment que la Commune outrepassait ses fonctions en décrétant des mesures de portée nationale comme l'abolition des armées permanentes ou la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Or si la Commune n'avait le pouvoir qu'à Paris (les Communes de Lyon, Toulouse etc., avaient été battues avant) c'était bien plus qu'un pouvoir simplement « municipal » : on oublie que le Paris du 18 Mars, qui avait l'initiative de s'occuper lui-même de son propre sort était le Paris ouvrier et que son gouvernement, même local dans les faits, possédait une signification universelle : celle de la dictature du prolétariat.

Les événements eux-mêmes amenèrent la Commune à poser la question de son propre renforcement. D'une part le comité central de la garde nationale, tout en ayant laissé les pleins pouvoirs à la Commune ne s'était pas dissous et l'on se trouvait placé dans une situation de double pouvoir. D'autre part, devant la mollesse de la conduite des affaires militaires, les membres, jacobins et blanquistes, de la « majorité » se prononcèrent pour la constitution d'un « Comité de Salut public » qui aurait assumé clairement le pouvoir et la conduite des affaires politiques et militaires. La minorité proudhonienne, toujours pour des motifs économistes, tenta de résister à cette initiative. A la suite d'un vote favorable un premier Comité de salut public exista du 1^{er} au 9 Mai, fut dissous puis remis sur pied. La minorité se retira de la Commune le 15 Mai, mais la réintégra le 17 sous la pression de la classe.

A cette date, la Commune n'avait plus qu'une dizaine de jours à vivre. Elle n'avait pas réussi à mettre sur pied un véritable commandement militaire. La volonté des majoritaires de soumettre l'existence du pouvoir politique aux exigences de la conduite de la guerre civile avait échoué devant l'impréparation, le manque de décision, l'absence de direction. Le 21 Mai les Versaillais réussissaient à entrer dans Paris, la semaine sanglante commençait.

Face à l'inexorable avancée des armées de Versailles, appuyées au moins passivement par les troupes prussiennes, l'immense courage des prolétaires livrés à eux-mêmes ne suffit pas. Le pouvoir politique central se disloqua et la résistance s'opéra quartier par quartier, mairie par mairie. Nous verrons dans le chapitre sur la question militaire les conséquences désastreuses d'un tel état de fait. Le 25 Mai des éléments blanquistes décidèrent d'exécuter le décret sur les otages et fusillèrent l'archevêque de Paris, Monseigneur Darboy, ainsi que d'autres ecclésiastiques. Le lendemain on fusilla une cinquantaine de prisonniers sortis de la prison de la Roquette.

Mais la Commune avait déjà cessé d'exister comme pouvoir central et les courageux soubresauts du prolétariat parisien étaient comme ceux d'un gigantesque corps sans tête. Le désastre militaire et le massacre qui suivit fut à la hauteur du manque politique qui avait marqué la Commune. La première tentative de briser la machine d'Etat bourgeoise se heurtait à la force restaurée de la démocratie. Car c'est bien avec l'appui de la bourgeoisie républicaine, au nom de la démocratie et de la civilisation, que la soldatesque de Thiers se livra pendant huit jours dans Paris à un carnage effréné. Après les combats, qui se déroulèrent jusqu'au dernier moment dans l'Est de Paris, on

employa les grands moyens pour fusiller en masse hommes, femmes, et enfants. Les colonnes de prisonniers arrivant à Versailles subissaient le martyre exercé tant par les forces de l'ordre que par le ramassis d'éléments bourgeois réfugiés à Versailles. Au total on estime que 30.000 parisiens, presque tous appartenant à la classe ouvrière, furent massacrés. 45.000 autres furent arrêtés, puis condamnés et exécutés ou envoyés en déportation. Les tribunaux jugèrent jusqu'en 1874, condamnant à l'emprisonnement ou à l'exil.

« Pour trouver un parallèle à la conduite de Thiers et de ses chiens, il nous faut remonter aux temps de Sylla et des deux triumvirats de Rome. Même carnage en masse, exécuté de sang-froid, même insouciance dans le massacre, de l'âge et du sexe ; même système de torturer les prisonniers ; mêmes proscriptions, mais cette fois d'une classe entière ; même chasse sauvage aux chefs qui se cachent, de peur qu'un seul puisse échapper ; mêmes dénonciations d'ennemis politiques et privés ; même indifférence envers le carnage de gens entièrement étrangers à la lutte. Il n'y a que cette seule différence : les Romains n'avaient pas encore de mitrailleuses pour expédier en bloc les proscrits, et ils n'avaient pas « la loi à la main », ni, sur les lèvres, le mot d'ordre de « civilisation ». (Marx. La guerre civile en France. P.82, ES)

Communisme ou Civilisation ! tel est le cri de guerre du parti communiste après la Commune de Paris. Triomphe du communisme pour assurer la survie de l'espèce humaine organisée en communauté à l'échelle planétaire, ou poursuite de l'infâme civilisation capitaliste, qui, non contente d'assurer sa continuité grâce à l'exploitation sans fin du plus grand nombre, ne peut garantir son existence qu'en renouvelant périodiquement de gigantesques saignées auprès desquels les plus grands massacres des civilisations de l'Antiquité apparaissent comme de cruels jeux d'enfants.

Civilisation ! qui a organisé à Paris en 1871 le premier massacre d'ouvriers à grande échelle, à coups de canons, d'incendies, de fusils, de tribunaux et de chaux vive.

Civilisation ! qui acheva de généraliser aux XIXe et XXe siècle la domination du mode de production capitaliste sur l'ensemble du globe à coups d'esclavage, de déportations, de mise en coupe réglée de centaines de peuplades et des races noires, jaunes et rouges.

Civilisation ! qui fit disparaître une première fois 20 millions d'ouvriers et de paysans dans le gigantesque bain de sang de 1914-1918.

Civilisation ! qui organisa la résistance militaire, le blocus et l'étranglement du prolétariat russe qui s'était dressé, non seulement contre le joug tsariste, mais aussi contre l'exploitation capitaliste en général, s'offrant en exemple aux prolétaires du monde entier.

Civilisation ! qui redoubla, et plus, le sinistre score de 1914-1918 lors de la Seconde guerre mondiale et amena le massacre au rang d'un art consommé.

Civilisation ! enfin qui réussit la prouesse d'aligner en même temps l'édification de moyens jamais atteints pour assurer la survie convenable de l'espèce humaine et le maintien des 2/3 de cette espèce dans des conditions de dénuement absolu.

Il n'est pas de pire barbarie que cette civilisation-là. C'est pourquoi le choix, pour le prolétariat n'est pas, en luttant pour le socialisme, de se garantir d'une future barbarie qui le menacerait, mais, en détruisant de fond en comble cette civilisation qui le menace, de faire émerger la société communiste qu'elle recèle en son sein.

2.3.3.5. – Les leçons de la Commune.

Nous examinerons, au cours de trois paragraphes qui vont suivre, les enseignements fondamentaux de la Commune de Paris sur les questions vitales du parti, de la question militaire, de l'Etat.

Si la Commune est venue renforcer et confirmer, sur le plan théorique, les positions du programme communiste, elle a aussi marqué un moment important de l'histoire pratique de la classe prolétarienne sur le chemin de son émancipation.

L'épisode de la Commune de 1871 clôt, pour l'ensemble de l'aire européenne jusqu'aux franges occidentales de la Russie, et ce de manière définitive, la phase de révolution bourgeoise ou double, au cours de laquelle le prolétariat pourrait entrer en lutte sur des mots d'ordre encore en partie bourgeois et à côté de la bourgeoisie. Désormais, « les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat. »

« Après la Pentecôte de 1871, il ne peut plus y avoir ni paix, ni trêve entre les ouvriers de France et ceux qui s'approprient le produit de leur travail. La main de fer d'une soldatesque mercenaire pourra tenir un moment les deux classes sous une commune oppression. Mais la lutte reprendra sans cesse, avec une ampleur toujours croissante, et il ne peut y avoir de doute quant au vainqueur final – le petit nombre des accapareurs, ou l'immense majorité travailleuse. Et la classe ouvrière française n'est que l'avant-garde du prolétariat moderne. » (La guerre civile en France. P.87)

Désormais donc, outre l'Angleterre, les deux pays les plus puissants du continent, la France et l'Allemagne sont définitivement mûrs pour la lutte directe du communisme prolétarien contre la dictature de la bourgeoisie capitaliste. Et si la classe capitaliste a montré sa capacité à faire fi de ses divergences internationales quand il s'agit de faire bloc contre le prolétariat, ce dernier a pour sa part donné avec la Commune, une belle leçon d'internationalisme : le rôle joué par les ouvriers et révolutionnaires immigrés dans les combats de mai 1871 est là pour en témoigner.

La Commune est également venue renforcer le poids du communisme théorique au sein du mouvement ouvrier, en balayant les expressions proudhoniennes ou blanquistes. Les thèses du « parti-Marx » triomphent définitivement avec la Commune.

La contre-révolution qui suivra la Commune et verra également la mort de l'AIT, après 1872, sera à nouveau l'occasion d'un renforcement théorique du programme communiste.

Nous étudierons, dans les futurs numéros consacrés à ce « Bref historique...la tactique du parti communiste dans les nouvelles conditions historiques ouvertes sur le continent par l'épisode de la Commune.

2.3.3.5.1. – La Commune et la question militaire.

Les erreurs militaires de la Commune ne sont pas seulement « techniques », elles dérivent directement de ses erreurs politiques.

La « Seconde adresse » de l'AIT insiste sur le fait que, compte tenu de la présence de l'armée prussienne, l'insurrection serait « pure folie ». Ceci dit, sur le plan strictement militaire, le rapport de forces qui s'instaure à partir du 18 Mars 1871 n'est pas, d'emblée, si défavorable à la Commune :

- L'armée que ramène Thiers à Versailles est décomposée, harassée, misérable, travaillé en profondeur par des pulsions révolutionnaires (de nombreux témoins décrivent des bandes de soldats regroupés à Versailles et dans un état proche de l'insoumission).
- Avec les canons récupérés à la bourgeoisie, la garde nationale de la Commune dispose d'une lourde puissance de feu, qui ne sera pratiquement pas utilisée.
- Les effectifs mobilisables de la Commune atteignent les 200.000 hommes ce qui est considérable dans une insurrection ouvrière et citadine.
- Enfin la Commune a de son côté l'enthousiasme révolutionnaire, l'énergie des masses, la volonté de ceux qui savent pourquoi ils se battent.

Mais pour que tous ces éléments favorables puissent porter à plein leurs fruits et renverser le rapport de forces, il aurait fallu que la Commune ait maîtrisé les éléments suivants : le temps, l'organisation, la volonté politique. Au lieu de cela ce sont les hésitations, la dispersion, le manque de décision qui ont prévalu.

Engels, le stratège, a relevé les erreurs de la Commune. Tout d'abord, la marche sur Versailles était non seulement possible d'emblée, mais même, elle empêchait du même coup que se réorganise l'armée de la contre-révolution, et écrasait dans l'oeuf le plan de Thiers. Des membres de la Commune faisaient observer que l'attaque de Versailles aurait entraîné immédiatement l'intervention des Prussiens et donc l'écrasement de la Commune. Peut-être. Mais d'une part on n'aurait fait ainsi qu'avancer le dénouement de 2 mois, d'autre part on n'est pas sûr que l'intervention prussienne aurait pu réaliser immédiatement ses objectifs. Elle aurait pu tout aussi bien relancer une guerre nationale qui aurait eu alors un caractère de guerre révolutionnaire, menée cette fois sous l'égide du prolétariat parisien et non d'un gouvernement bourgeois.

Ensuite, en dehors même d'une stratégie offensive, que la Commune n'a pas su ou pas pu mettre en place, la pure et simple défense de Paris comme bastion de la révolution prolétarienne a été négligée. Engels fait observer, dans la préface de 1891 à « La guerre civile en France », que les quartiers ouest – c'est-à-dire bourgeois – de la capitale sont restés pratiquement dégarnis, laissant aux troupes versaillaises un large front pour avancer. Ce n'est qu'au fur et à mesure qu'elles atteignaient les quartiers populaires, du centre de l'est et du nord, que la résistance se faisait plus active. De toutes ces erreurs de la Commune, le prolétariat peut encore aujourd'hui tirer des leçons tactiques essentielles pour l'étude de la « question militaire », si vitale et pourtant si négligée par le camp révolutionnaire.

Reprenons tout d'abord le déroulement des événements sur le plan militaire. Comme nous l'avons déjà souligné, à peine sa première semaine d'existence écoulée, la Commune se trouve confrontée à la question pure et simple de sa survie, et toute la vie de la Commune durant deux mois se déroule au rythme de la guerre civile. Or ni le Comité Central de la Garde Nationale, à partir du 19 Mars, ni la Commune, à partir du 26, n'ont pris sérieusement en compte cette éventualité et ne s'y sont préparés.

La Garde Nationale, en tant qu'organisation armée du prolétariat – les bataillons bourgeois de la garde nationale étant, au mieux, peu décidés à se mobiliser contre le pouvoir révolutionnaire – forme tout naturellement l'armée de la révolution. Mais au lieu d'être en tant que telle soumise au pouvoir politique, elle conserve une certaine autonomie qui se lit dans la persistance du comité central de la garde nationale à côté et parfois contre la Commune.

Après le 19 Mars, le commandement de la garde nationale, poste essentiel dans ces circonstances, fut donné à Charles Lullier, personnage incapable, alcoolique, et qui n'eut de cesse de trahir la Commune, et en tous cas put oeuvrer durant les huit premiers jours, (les plus précoces) à déstabiliser le pouvoir révolutionnaire. Il fut remplacé par trois valeureux combattants, Brunel, Duval et Eudes, militants blanquistes, qui ne surent prendre véritablement la direction des opérations.

On négligea d'organiser véritablement une armée ; on négligea de fortifier la capitale en prévision d'un assaut ; surtout, on négligea l'offensive ; la seule qui fut menée, celle du 3 Avril, le fut dans des conditions désastreuses ; fruit de l'enthousiasme des couches ouvrières de la capitale qui voulait en découdre avec les Versaillais, la sortie du 3 Avril ne fut pas préparée et aboutit à un désastre.

Dans son ouvrage sur « La Commune de 1871 », Talès signale que les Parisiens étaient persuadés que, comme au 18 Mars, les troupes régulières ne tireraient pas sur les insurgés, et que ceux-ci pourraient avancer sous la protection des forts tenus par les soldats. Or, déjà Thiers avaient commencé à reprendre en main son armée, et les troupes qui tenaient les forts, celles-là mêmes qui avaient saboté la défense nationale lors de la guerre contre les Prussiens, jouèrent déjà leur rôle de garant de l'ordre social en fusillant les colonnes de fédérés qui passaient sous leurs meurtrières. L'effet de surprise, joint à l'impréparation de la manoeuvre entraîna celle-ci à un échec, complet. En outre de courageux militants combattants tels Duval, Flourens, des blanquistes, furent tués lors du 3 Avril. Les conséquences morales de l'échec furent importantes sur les insurgés, les effectifs des fédérés diminuèrent, et surtout, comme le souligne à nouveau Talès cela marqua le renoncement définitif à l'offensive. Désormais la lutte pour la survie de la Commune allait se livrer sur un terrain purement « défensif », mais encore très mal compris, dans un sens passif et à la merci des initiatives de l'adversaire.

De plus, la Commune n'eut de cesse de se débarrasser de la question militaire, reflet de son incapacité à se constituer en véritable pouvoir dictatorial représentant les intérêts des classes exploitées. A l'issue de l'échec de la sortie du 3 Avril, elle nomma délégué à la guerre Cluseret, un aventurier qui avait fait partie des massacreurs de Juin 1848 avant de se découvrir une vocation révolutionnaire au service des nordistes dans la guerre de sécession américaine et des fenians en Irlande.

Ce soit-disant stratège commença par commettre l'erreur fatale de scinder la

Garde Nationale en compagnies de marche regroupant les hommes de 17 à 35 ans, et en une « Garde Nationale sédentaire » pour les hommes au-delà de 35 ans. C'était se priver de l'armée du prolétariat, qui regroupe différentes générations unies dans un même effort révolutionnaire, et surtout éliminer tous ceux qui, par leur âge, possédaient l'expérience des révolutions prolétariennes du passé, 1848, voire 1830 pour les plus âgés. Cette mesure contribua à désorganiser encore plus l'armée de la Commune, qui n'en avait franchement pas besoin !

Tout le mois d'Avril n'est que le long égrènement, en une sinistre litanie, des pertes des positions communardes tombées aux mains des troupes Versaillaises : Coubevoie, le 6 ; le pont de Neuilly le 7 ; Asnières et Bécon, repris par le courageux général polonais Dombrowski puis définitivement perdus le 17 ; encerclement du fort d'Issy le 30. Finalement, devant tant d'incurie, qui était celle de l'ensemble du mouvement, mais dont la responsabilité retombait, et pour cause, sur le seul Cluseret, ce dernier fut déchargé de son poste de délégué à la guerre et arrêté sur ordre de la Commune.

Ce ne fut que pour retomber sur un autre prototype d'homme providentiel : Rossel, militaire de carrière qui s'était révolté contre ses supérieurs lors de la capitulation et attiré par la solution du césarisme. Rossel tenta de jouer le Comité Central contre la Commune, mais en définitive ne réussit pas lui-même à redresser la situation militaire qui tournait désespérément à l'avantage de Versailles. Il démissionna début Mai.

Le dernier délégué à la guerre de la Commune fut le vieux jacobin Delescluze, pétri d'esprit révolutionnaire, mais incapable d'imposer quoi que soit sur les questions militaires, et surtout pas au Comité Central de la Garde nationale, la situation de double pouvoir décrite par Trotski étant plus que jamais vivace sur le plan militaire (ou plutôt, sur le plan militaire comme sur le reste, la Commune avait de moins en moins de pouvoir.)

Sous Delescluze, la situation militaire acheva de se détériorer : chute du fort de Vanves entre le 10 et le 14 Mai ; du village d'Issy le 15 ; du moulin de Cachan le 18 ; entrée des troupes Versaillaises dans Paris le 21.

Ce fut Delescluze qui lança, dans sa proclamation du 22 Mai, cette apostrophe qui tout en exprimant la sincérité des derniers défenseurs de la Commune, est la négation de la guerre révolutionnaire : « Assez de militarisme, plus d'états-majors galonnés sur toutes les coutures ! Place aux peuples, aux combattants aux bras nus ! » C'était le retour à la barricade façon 1848, celle qui fragmente le front prolétarien en des myriades de petites entités défendues sans unité, sans plan concerté sans stratégie ni tactique militaire, dans un texte honteusement dénaturé par les pacifistes de la social-démocratie.

En fait si la Commune démontre quelque chose sur le plan militaire, et cela jusque dans ses erreurs et dans la résistance désespérée et héroïque menée dans les faubourgs et les quartiers ouvriers de la capitale jusqu'à l'ultime instant c'est ceci : L'INSURRECTION EST UN ART. Le prolétariat ne pourra faire l'économie de la violence, de la dictature et de la terreur pour se débarrasser définitivement de la violence des classes dominantes, mais il ne réussira qu'au prix de la préparation, de l'organisation, de la prévision qui permettent de conduire les opérations d'une main de

fer et d'élaborer une stratégie répondant aux buts généraux de la révolution prolétarienne.

Nous avons vu que la Commune possédait un effectif d'environ 200.000 hommes mobilisables, en fait presque tous ses électeurs, membres de la Garde Nationale et qui correspondaient aux homes majeurs des classes prolétariennes et petites-bourgeoises restées dans Paris pendant le siège et après l'évacuation du gouvernement bourgeois sur Versailles. En fait il semble que jamais plus de 30.000 hommes ne furent engagés en même temps. L'organisation d'une armée ne fut pas mise sur pied. Après les premiers échecs, les désertions se multiplièrent sans être sanctionnées. Défendait la Commune qui voulait. Comme dans toute guerre révolutionnaire, seuls les plus engagés se battent spontanément et au mépris de tout danger. Il n'y a qu'à voir la difficulté qu'eurent les 100.000 hommes de Versailles pour écraser, surant une longue semaine, les quelques milliers de derniers défenseurs de la Commune décidés à vendre chèrement leur peau. Durant la guerre civile en Russie bolchévique, ce sont ainsi les meilleurs militants du parti qui ont animé les fronts, laissant exsangue l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat russe.

Sur la plan matériel, Talès toujours, souligne que la Commune n'a pas fait usage de sa seule véritable richesse : les canons. Au total, elle en possédait 1740, et elle n'en utilisa que 320. Les Versaillais en récupérèrent intacts des dépôts entiers. Ils récupérèrent également 285.000 fusils chassepots alors que, par défaut d'organisation, la Commune en manquait.

Au XIXe. Siècle et au début du XXe., moins de 5% de la population mondiale vivaient dans les villes. Aujourd'hui la population urbaine représente plus de 50% de la population mondiale. L'agglomération parisienne est une immense conurbation de plus de 10 millions d'habitants. A l'autre bout du monde Mexico, São Paulo, Tokyo sont des mégapoles de millions d'habitants. Dans la révolution de demain, la guerre civile dans les grandes villes jouera un rôle d'autant plus important.

C'est pourquoi l'exemple de la Commune reste riche de leçons, qui appartiennent à un travail sur la question militaire que nous ne pouvons pas ébaucher ici mais qu'il importe de mener à bien dans une perspective de parti en intégrant tous les épisodes militaires de l'histoire du mouvement ouvrier.

Dans cette optique, l'expérience d'un Blanqui par exemple, trop souvent calomnié, n'est pas à négliger, qui a dressé dans « Instructions pour une prise d'armes » un catalogue de règles de la guerre urbaine dont bon nombre sont à méditer pour demain.

De même Engels, en fait de renoncement pacifiste à l'insurrection, nous livre avec sa préface de 1895 aux « Luttes de classes en France », un vibrant appel à la guerre de classes révolutionnaire :

« Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie). »

Ce n'est qu'au prix d'une guerre civile, de l'établissement de sa dictature de

classe, de la formation d'une armée prolétarienne et de la terreur révolutionnaire que le prolétariat pourra remporter sa victoire définitive.

2.3.3.5.2. – La Commune et la question du parti.

S'il est vrai que la Commune de 1871 pose la question du parti, on ne saurait réduire toute l'immense portée de ce mouvement historique à la simple présence ou absence de l'organisation politique. Lénine et Trotsky ont tiré de magistrales leçons de l'épisode de la Commune, mais le chœur des vulgaires qui se prétendent leurs disciples se contente la plupart du temps d'une analyse du genre : « La Commune n'a pas vaincu parce qu'il n'y avait pas de parti etc. » Nous profiterons de cet examen historique de la Commune de Paris pour revenir sur la dialectique parti/classe, qui ne se laisse pas réduire à la mécanique avant-garde/masses, comme le veut le léninisme (mais point Lénine).

L'AIT, fondée en 1864 et qui forme, à l'échelle internationale, le parti ouvrier (cf. Le chapitre sur l'AIT) a été, toute son existence durant, le théâtre d'une lutte ouverte en son sein entre les partisans et les adversaires de l'action politique de la classe ouvrière. En poussant à l'adoption de thèses prônant l'activité politique, la constitution de la classe en parti, l'exercice de la dictature du prolétariat, le Conseil Général de Londres agit comme parti historique au sein du parti ouvrier et cherche ainsi à généraliser le terrain historique sur la base duquel le parti ouvrier pourra adopter pleinement le programme communiste. Le fait que le CG ait été entre les mains de Marx et Engels, représentants du socialisme allemand, donc du communisme scientifique, lui conférait une autorité sur l'ensemble des sections et l'amenait à s'opposer à celles qui prônaient le plus activement le fédéralisme, l'abstention en matière politique etc. Parmi celles-ci, la section française notamment recueillait l'idéologie proudhonienne, mélange d'économisme et de réformisme niant toute voie révolutionnaire vers la transformation de la société. Le mouvement de la Commune de Paris constituera une pierre de touche dans cette lutte théorique, et l'AIT mourra en affirmant hautement (congrès de La Haye 1872) la nécessité de l'organisation du prolétariat en classe et donc en parti politique comme faisant définitivement partie du patrimoine théorique de la classe ouvrière.

En Septembre 1870, c'est le Conseil Général, donc le parti, qui enjoint aux prolétaires parisiens de profiter « calmement et résolument (...) de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. » Autrement dit la Commune a vécu et est morte sous l'oeil attentif du « parti historique », qui a pu immédiatement en tirer les plus brillantes leçons (La guerre civile en France), mais le temps a manqué au prolétariat français pour développer son organisation, c'est-à-dire le « parti formel », qui est à même de prendre en main les choix stratégiques et tactiques, donc de diriger une révolution.⁹

Dans le flot des écrits sur la Commune, qui reprennent – plus ou moins fidèlement – les arguments de Lénine et Trotsky sur le manque du parti, la question n'est

⁹ Sur la dialectique parti formel/parti historique dans la Commune, de très intéressants développements ont été apportés par feu « Le Fil du Temps » dans son numéro 11 de Mars 1975.

pratiquement jamais posée sous son angle véritable : le parti est là pour diriger la révolution, et il ne le fera avec le maximum de succès que s'il possède et agit selon le programme communiste qui forme son contenu. Au lieu de cela la présence du parti – ou a contrario son absence – est souvent vue comme l'élément décisif qui aurait permis dans tous les cas à la Commune de vaincre.

Ce faisant, d'une part on escamote l'analyse des conditions réelles de la Commune et ce que signifiait pour elle « vaincre » ; d'autre part on fait du parti un « deus ex machina » qui porte en lui la solution de tous les problèmes pratiques quels qu'ils soient.

Trotsky aborde, dans « Les leçons de la Commune », écrit en 1921, la question dans les termes suivants :

« Le parti ouvrier – le vrai – n'est pas une machine à manoeuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat (soul. Par CouC). C'est seulement à l'aide du parti qui s'appuie sur toute l'histoire du passé qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes, et en extrait la formule de l'action nécessaire que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire, ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs. Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. »

Autrement dit, ce qui a manqué le plus au prolétariat de Paris, c'est le parti-programme, le parti communiste de classe qui synthétise le passé et est à même de prévoir pour le futur. Ce parti ne se trouvait pas dans la section française de l'Association Internationale des Travailleurs, ni d'ailleurs dans l'AIT elle-même. Ce parti n'existait pas alors comme parti formel, à l'échelle internationale, mais seulement comme parti historique, incarné dans le Conseil Général de Londres, sous la direction de Marx et Engels. C'est donc dans les textes de Parti, les adresses signées du Conseil Général de Londres, sous la direction de Marx et Engels. C'est donc dans les textes de Parti, les adresses signées du Conseil Général, les commentaires ultérieurs des dirigeants du communisme international, la correspondance Marx-Engels etc. Que l'on peut trouver exposé ce qu'aurait dû et surtout ce qu'aurait pu faire, un parti communiste organisé dans le Paris assiégé de 1871. Lorsqu'on analyse ces positions, immédiates ou ultérieures, on s'aperçoit qu'on est loin du parti baguette magique, qui résout tout parce qu'il est LE parti.

En premier lieu, le parti se serait trouvé confronté à la réalité sociale, les conditions objectives, de la France de l'époque, comme le souligne Lénine :

« Il faut au moins deux conditions pour qu'une révolution sociale puisse triompher, à savoir, le niveau élevé des forces productives et la préparation du prolétariat. Ces deux conditions étaient absentes en 1871. Le capitalisme français était encore peu développé, la France était encore un pays en majeure partie petit-bourgeois (d'artisans, paysans, petites gens d'affaires etc.). D'ailleurs la masse ouvrière n'avait pas une idée claire de ses buts et des moyens pour les atteindre, elle n'était ni préparée ni exercée. Il n'existait ni de bonne organisation politique du prolétariat, ni de larges syndicats ou de grandes coopératives... » (Gazette ouvrière. No. 5 du 15 Avril 1911 cf. Oeuvres)

Le parti avait donc à traiter avec des couches qui n'étaient pas directement

prolétariennes, et en quelque sorte les ménager. Cependant il ne s'agit pas là d'une révolution double (et Lénine peut-être, insiste sur la question de la représentation petite-bourgeoise dans la Commune parce que lui-même dirigeait un parti devant mener à bien une révolution double...) et Marx souligne dans « La guerre civile... » que désormais, contrairement à 1848, les classes moyennes se joignaient au mouvement sous le drapeau du prolétariat et parce qu'elles reconnaissaient à celui-ci la prééminence en matière d'initiative révolutionnaire, sans quoi elles n'auraient pas d'autre solution que retomber sous le joug de l'Empire. (Cf. « Guerre civile ». Ed. Sociales pp.69-70). Autrement dit, même sans son parti, le prolétariat apparaît déjà comme la seule classe révolutionnaire de la société moderne et attire dans son sillage tous ceux qui ont intérêt à voir bouleverser l'ancien état de choses. Le parti du prolétariat n'aurait donc pas pu, vis-à-vis de la paysannerie et de la province, prendre d'emblée des mesures radicales, mais il aurait pu capitaliser au moins le soutien de la petite-bourgeoisie parisienne et bénéficier de sa confiance.

Précisément la petite paysannerie, même si elle avait toutes les raisons d'être déçue par le Second Empire, constituait le principal rempart de la contre-révolution, surtout en fonction du vieil antagonisme ville-campagne et parce que compte tenu de l'isolement du mouvement à Paris après l'échec des insurrections à Lyon, Bordeaux, Marseille etc., il était facile de faire passer le mouvement pour l'insurrection des « partageux » et de dénaturer complètement l'action des communards vis-à-vis de la petite paysannerie. Précisément, un parti, plus vite que la Commune, aurait compris la nécessité vitale d'envoyer des commissaires révolutionnaires en province et de propager l'agitation dans les campagnes afin de sensibiliser la paysannerie à la lutte et de combattre les mensonges répandus par la bourgeoisie et l'Assemblée nationale. Mais les revendications agitées au sein de la petite paysannerie auraient été d'ordre démocratique, ni plus ni moins.

Quant à la bourgeoisie elle-même, il n'était pas possible de briser d'emblée sa force sociale. Ce qu'il fallait, et ce qu'un parti aurait su faire, c'était préparer le rapport de force permettant de soumettre la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Notamment par des mesures d'ordre économique, et surtout militaires (cf. Plus loin de chapitre consacré à cette question). Dans les mesures d'ordre économiques, la politique de la Commune sur les loyers fut un premier pas, car elle tendait à priver une fraction de la bourgeoisie d'une partie de ses ressources et à créer contre celle-ci l'unité de larges couches, ouvrières ou petites-bourgeoises. Par contre la vraie mesure qui aurait pu amener la bourgeoisie à négocier, la saisie des avoirs de la Banque de France, patrimoine commun de la classe capitaliste tout entière, ne fut pas faite. Jamais un parti communiste n'aurait éprouvé ce « sacro-saint respect » dont parle Engels. De même les mesures militaires (liées aux premières, car la saisie préalable des avoirs de la Banque de France jouait en quelque sorte le rôle d'une prise d'otages et permettait de conduire dès le début une audacieuse offensive militaire contre Versailles) ne furent ni centralisées ni réfléchies comme elles aurait pu l'être de la part d'un parti. (cf. ___ sur la question militaire).

Malgré tout, à quoi aurait pu aboutir la meilleure politique de parti, la plus sûre conduite politique, la stratégie la plus adéquate ? Ni plus ni moins qu'à forcer Versailles au « compromis » comme l'expose Marx à Domela Nieuwenhuis dans une lettre du 22.2.1881, soit 10 ans après la Commune :

« ...abstraction faite de ce qu'il s'agissait d'un simple soulèvement d'une ville dans des conditions exceptionnelles, la majorité de la Commune n'était pas socialiste, et ne pouvait pas l'être. Avec une faible dose de bon sens, elle aurait pu néanmoins obtenir avec Versailles un compromis utile à toute la masse du peuple, seule chose qu'il était possible d'atteindre à ce moment-là. En mettant simplement la main sur la Banque de France, elle aurait pu effrayer les Versaillais et mettre fin à leurs fanfaronnades. »

La réflexiton, contenue dans cette citation, sur le caractère non socialiste de la Commune et à rapprocher de la caractérisation de l'AIT comme parti « ouvrier » et non d'emblée communiste. De même qu'au sein du parti ouvrier, les forces communistes agissaient au sein du Conseil Général de Londres, de même au sein de la Commune, le parti communiste aurait agi comme une force visant à radicaliser le mouvement, à regrouper le prolétariat sous sa bannière et à rassembler des forces pour hausser le niveau de l'offensive. En d'autres termes, ce que le parti historique a réalisé sur un plan moral et théorico-politique avec les adresses du Conseil Général, la correspondance et aussi sur le plan matériel avec la défense de la Commune, l'interpellation des gouvernements bourgeois étrangers, l'aide aux réfugiés etc. Un parti formel l'aurait également entrepris sur un plan plus directement pratique, au coeur même du combat. Plus que la confirmation de la nécessité du parti prolétarien – qui était déjà acquise sur le plan théorique dès le « Manifeste » de 1848 -, l'expérience de la Commune a permis de préciser le rôle et les tâches du parti communiste dans la révolution prolétarienne. Cette dernière ne se fomente pas à volonté par la grâce d'un quelconque parti, elle est le produit de circonstances historiques précises, et éclate donc de manière spontanée dans le sens communiste du terme, c'est-à-dire déterminée.

« De quelle souplesse, de quelle initiative historique, de quelle faculté de sacrifice sont doués ces Parisiens ! »

Par rapport à cette faculté « d'initiative historique », le rôle du parti est d'encadrer, de canaliser, bref de diriger l'immense flot montant de la révolution prolétarienne, capable de balayer bien des obstacles sur son passage, mais qui doit trouver sa tête pour briser définitivement le pouvoir de la classe ennemie. La Gauche Communiste d'Italie a magnifiquement tracé la définition du parti communiste de classe et de la dialectique qui les unissent l'un à l'autre :

« La révolution exige une organisation des forces actives et positives, unies par une doctrine et par un but. Des couches importantes et d'innombrables individus appartenant matériellement à la classe dans l'intérêt de laquelle la révolution triomphera sont en dehors de cette organisation. Mais la classe vit, lutte, avance, vainc grâce à l'oeuvre des forces qu'elle a engendrées dans les douleurs de l'histoire. La classe part d'une homogénéité immédiate de situation économique, qui nous apparaît comme le premier moteur de la tendance à dépasser, à briser l'actuel système de production, mais pour assumer cette tâche grandiose, elle doit avoir une pensée propre, une volonté propre visant précisément à atteindre les buts que la recherche et la critique ont définis, une organisation de combat propre qui canalise et utilise avec le meilleur rendement les efforts (Parti et classe. 1921)

On peut mesurer à quel degré de vulgarité était tombé le PCI (programme

communiste), prétendûment continuateur de l'oeuvre de la Gauche, lorsque l'on étudie un texte écrit en 1971 pour le centenaire de la Commune et intitulé : « La commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, nom par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit. » Dans ce texte, le PCI résoud la question par un pur sophisme en écrivant :

« Sans doute le parti n'est-il qu'une condition nécessaire et nullement suffisante de la victoire, mais son absence est de toutes façons contre-révolutionnaire, car elle n'est pas sans raison, et cette raison est précisément une de celles qui rendent la contre-révolution inévitable. » (Programme Communiste no. 51-52 p.24)

Autrement dit, s'il n'y a pas de parti, c'est que la situation est contre-révolutionnaire, et si la situation n'est pas révolutionnaire, il ne saurait y avoir de parti. La dialectique se transforme ici en mauvaise sophistique mécanique. Le PCI en profite pour nier le rôle fondamental joué sur le plan théorique par l'AIT ou tout au moins son organe dirigeant, le Conseil Général, en ajoutant : « au contraire même dans des conditions défavorables, la présence du parti permet de tirer des leçons non seulement théoriques, mais pratiques, de la défaite. » Or comme ces leçons ont été tirées, et même bien tirées, de deux choses l'une : ou elles ne l'ont pas été par un parti et il existe donc d'autres forces capables de faire ce travail, ou bien elles l'ont été par un parti et il faut expliquer ce qu'est ce parti et pourquoi il n'a pas pu intervenir plus dans le mouvement.

En définitive, toute cette « analyse » de la Commune qui revient à justifier l'existence auto-proclamée du Parti communiste international, prélude de la « cohorte de fer » qui devra diriger le prolétariat mondial, revient à gommer toutes les leçons de la révolution prolétarienne de 1871 (sur l'Etat, sur la dictature du prolétariat, sur la révolution, sur la tactique européenne, sur la question nationale etc.) pour ne retenir que celle selon laquelle un parti est indispensable au succès de la révolution :

« Cette cause (de la révolution sociale, pour Lénine NDR), la Commune n'a été évidemment capable ni de la faire triompher, ni même de la défendre avec clairvoyance et conscience. La leçon de classe qu'elle a donnée n'en est que plus incisive. Et cette leçon, c'est, comme nous l'avons toujours affirmé, quitte à nous faire accuser de dogmatisme, voire de psittacisme, la confirmation la plus absolue du rôle central, irremplaçable du parti de classe, caractérisé par une position révolutionnaire en ce qui concerne la prise du pouvoir et l'exercice de la dictature et les problèmes tactiques qui y sont liés. » (id. P.25)

Plus récemment, d'autres épigones de la Gauche communiste d'Italie, le PCI-Florence, ont consacré un numéro de leur revue en langue française, « La Gauche communiste » à la Commune. S'ils insistent de manière moins mécanique que le PCI-programme sur la question du parti, cela ne les empêche pas de renier les enseignements classiques du communisme sur la Commune, en lui ôtant toute portée de révolution prolétarienne :

« Mais il est évident que nous ne pouvons simplement conclure que l'échec de la Commune relève directement d'un parti communiste dirigeant le mouvement, mais plutôt avec Lénine, que la situation sociale de la France de 1871 n'était mûre, ni pour un succès révolutionnaire, ni par conséquent pour la formation d'un parti prolétarien conscient de sa tâche révolutionnaire. (...) En effet, les

conditions en France n'étaient pas mûres pour une révolution prolétarienne ; et Marx qui pressentait l'insurrection de 1871 n'y était donc guère favorable. » (La Gauche communiste no. 9-10 Janv-Déc. 1985)

Autrement dit, si la révolution a échoué, c'est qu'elle ne pouvait pas vaincre. On n'est pas loin ici de la thèse de « l'accident de l'histoire » chère au CCI. Quitte à paraître sophistes à notre tour, nous dirons, contrairement à toutes ces théories que la révolution était possible puisqu'elle a eu lieu. La rupture révolutionnaire de 1871, placée d'emblée sous le signe de la rupture entre la bourgeoisie et le prolétariat (résultat de la révolution de 1848) et préparée par une longue période de lutte de classes montre au contraire le degré élevé de mobilisation révolutionnaire du prolétariat. Que cette vague révolutionnaire se soit brisée sur un certain nombre d'obstacles matériels parmi lesquels effectivement la faiblesse du parti formel capable de la diriger, n'enlève rien à sa qualité et son caractère de moment indispensable de la vie de la classe dans sa maturation vers le communisme.

2.3.3.5.3. – La Commune, critique en acte de l'Etat bourgeois.

Parmi les leçons de la Commune, il en est une qui est d'une importance primordiale pour les révolutionnaires actuels, et qui a été mise en évidence, après Marx, par Lénine, dans « L'Etat de la révolution » : elle concerne la forme que prendra l'Etat prolétarien durant la phase de transition du capitalisme au communisme, et la critique de l'Etat démocratique bourgeois.

L'un des premiers travaux de la théorie communiste, alors en formation, fut d'opérer la critique de la théorie bourgeoise du droit et de renverser la thèse hegelienne selon laquelle l'Etat est la plus haute expression de l'idée et en tant que tel façonne la société. Tout au contraire, l'Etat, comme toute autre forme politique, n'est que le produit de certaines conditions matérielles qui varient historiquement. L'Etat naît en même temps que se décomposent les communautés communistes primitives. Alors que dans le communisme primitif, la communauté des hommes est à elle-même sa propre médiation, dès qu'apparaît la division de la société en classes se fait sentir la nécessité de recréer une médiation qui assure la cohésion de la société, qui représente la communauté et qui, bien que produit de cette société, apparaisse au-dessus d'elle : cette médiation c'est l'Etat.

Engels résume ce point de vue comme suit dans : « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat » :

« L'Etat n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société ; il n'est pas davantage « la réalité de l'idée morale », « l'image et la réalité de la raison », comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement ; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en

apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l' «ordre» ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat. » (Ed. Soc. P.178)

Toute la dialectique de l'Etat et de sa critique est incluse dans ce passage. Les communautés communistes primitives peuvent se passer d'Etat comme organe séparé situé « au-dessus » de la société, car les grandes tâches collectives, celles par quoi toute société organisée assure sa survie, sont assurées par la communauté elle-même. Lorsque le besoin se fait sentir d'un organe spécifique, celui-ci est temporaire et rapidement réabsorbé comme l'élection des chefs de guerre dans les tribus germaniques au début). Nous verrons plus loin ce qu'il en sera dans le communisme supérieur. Dès lors que la division en classe a brisé cette unité, il faut un organe spécifique pour assumer celle-ci et assurer la continuité de la société qui sinon se déchirerait en « oppositions inconciliables ».

Seulement, précisément parce qu'il est né de la division de la société en classes, l'Etat ne peut se situer en dehors d'elles et devient un instrument aux mains de la classe dominante pour faire régner SON ordre et assurer SON unité sur le reste de la société. Les moments où l'Etat peut apparaître comme une entité « indépendante » sont précisément ceux où la puissance des classes en lutte est près, sinon de se neutraliser, du moins de s'équilibrer (monarchie absolue, régimes du Second Empire Français ou de Bismarck etc.).

Dès lors que l'Etat apparaît pour incarner l'unité de la société, mais que cette société est divisée en classes et que c'est précisément de cette division que naît l'Etat, il ne peut incarner cette unité que dans le sens d'une fraction de la société, autrement dit la classe qui s'est placée en situation de dominer toutes les autres et le reste de la société.

« L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société : dans l'antiquité, l'Etat des citoyens propriétaires d'esclaves ; au moyen-âge, de la noblesse féodale ; à notre époque, de la bourgeoisie. » (Engels : Anti-Dühring Ed.Soc. p. 317)

Dans le mode de production capitaliste, l'Etat intervient forcément comme le garant des intérêts du capital contre la classe la plus nombreuse et la plus exploitée, la classe qui contribue à produire et reproduire les moyens d'existence de la société : le prolétariat.

En cherchant à se réapproprier la domination du mouvement social, en se posant comme « la société » face à l'Etat, le prolétariat détruit l'Etat bourgeois. La dictature du prolétariat, forme de transition, n'est qu'un « demi-Etat » (Engels) un Etat appelé à s'éteindre dès lors que la division de la société en classes elle-même a disparu. La classe qui devient la classe dominante, le prolétariat, en tant que classe non exploiteuse, est aussi celle qui incarne les intérêts de l'ensemble de la société. En s'éteignant, il prépare la voie pour que à nouveau, comme dans les communautés communistes primitives, mais en se basant sur un degré élevé de développement des forces productives, la société soit à elle-même sa propre médiation.

« Quand il finit par devenir effectivement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à tenir dans l'oppression ; dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat. Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société, - la prise de possession des moyens de production au nom de la société - est un même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli », il s'éteint. » (Engels. Anti-Dühring p.317)

Dès lors, « l'administration des hommes » peut faire place à « l'administration des choses ». Seules subsistent les fonctions « techniques » destinées à assurer la survie collective de l'espèce humaine. Les organes qui accomplissent et gèrent ces fonctions ne sont plus appelés à s'autonomiser car ils n'incarnent plus le pouvoir d'une classe mais les besoins de la société (communauté) tout entière.

Le prolétariat a été confronté, à Paris en 1871, de manière très concrète à la question de l'Etat. Un élément essentiel du complot de la bourgeoisie conduit par Thiers consistait à désorganiser complètement tout l'appareil administratif de la capitale, c'est-à-dire en fait de l'Etat. En évacuant Paris dans la nuit du 18 au 19 Mars, Thiers organisa également l'évacuation de tout ce que la ville comptait comme services administratifs : ministères, préfecture, voirie, et jusqu'à l'administration des cimetières. Le pouvoir tombait directement entre les mains du prolétariat à qui il incombait de faire fonctionner la machine d'Etat. Mais d'emblée, le prolétariat parisien put investir cet Etat, qu'il fallait reconstruire de fond en comble, d'un contenu tout à fait différent de celui qu'il possédait lorsqu'il était aux mains de la bourgeoisie.

« La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée, de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris ; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées comme on l'a dit faussement de propos délibéré, mais devaient être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de

cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société. Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter » et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage universel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs et de comptables pour son affaire. Et c'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement. D'autre part, rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique. » (Marx. La guerre civile en France 1871. ES p.65)

Autrement dit, avec la Commune, l'Etat prolétarien obéit aux caractéristiques suivantes :

- Réappropriation par la société elle-même des tâches qui la concernent.
- Accomplissement des fonctions gouvernementales pour un salaire ouvrier (le « gouvernement à bon marché »).
- Rotation des tâches et contrôle permanent des mandats par les administrés eux-mêmes.
- Caractère « technique » du suffrage universel ; celui n'a pour vocation que d'enregistrer l'attribution spontanée de certaines charges à certains individus (éligibilité et révocabilité des fonctionnaires, des juges etc.)

« La Commune est la reprise du pouvoir d'Etat par la société dont il devient la force vivante, au lieu d'être la force qui la domine et la subjugué. C'est sa reprise par les masses populaires elles-mêmes, qui substituent leur propre force à la force organisée pour les opprimer ; la Commune, c'est la forme politique de leur émancipation sociale, se substituant à la force artificielle (appropriée par leurs oppresseurs) (leur propre force s'opposant à eux et s'organisant contre eux) de la société, mise au service de leurs ennemis pour les opprimer. » (Marx. Premier essai de rédaction de « La guerre civile en France ».)

La Commune de Paris n'a pas seulement été la première tentative organisée d'instaurer la dictature du prolétariat ; elle a également été la première tentative de transformation sociale par et pour le prolétariat. Nous avons déjà eu l'occasion de souligner les causes, à la fois objectives (l'état du développement de la France à cette époque) et subjectives (force de l'idéologie petite-bourgeoise, faible organisation du prolétariat etc.) qui ont réduit les réalisations de la Commune à un état embryonnaire. Il n'en reste pas moins que dans son essence même, la Commune préfigure la forme que doit prendre le pouvoir prolétarien de la société communiste. C'est en ce sens que la Commune reste encore aujourd'hui une mine d'enseignement pour les révolutionnaires, à la suite de Marx, Lénine et Trotsky.

La Commune c'est la dictature du prolétariat. Autrement dit il s'agit de la réappropriation directe, par la classe prolétarienne, de la conduite de ses propres affaires.

Alors que dans toutes les formes de république bourgeoise, même et surtout dans celle la plus évoluée, la république démocratique, l'Etat est une machine de guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat, avec la Commune celui-ci donne un organe destiné à mater la résistance des exploités face à la transformation révolutionnaire de la société. (On peut d'ailleurs trouver dans le caractère encore pas tout à fait pur du prolétariat parisien, les racines des faiblesses de la Commune, mais pas nier à celle-ci son caractère ouvrier).

« La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres était naturellement des ouvriers ou des représentants connus de la classe ouvrière. La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour un salaire d'ouvrier. Les bénéfices d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'Etat disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. Les services publics cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement central. Non seulement l'administration municipale, mais toute l'initiative jusqu'alors exercée par l'Etat fut remise aux mains de la Commune. » (Marx. La Guerre civile en France. ES p.63)

Autrement dit les fonctions politiques, administratives, la gestion des affaires publiques etc. cessent d'être assurées par des professionnels de l'administration et de la politique, pour revenir entre les mains de la classe la plus nombreuse et qui assure l'essentiel du travail productif de la société : le prolétariat.

Ce n'est qu'en apparence que ce bouleversement prend la forme de organisation communale. Même si bon nombre des membres de la Commune, notamment les Proudhoniens raisonnaient en termes de fédéralisme et d'autonomie communale, ce n'est pas là que réside la véritable signification du mouvement, mais dans le fait que celui-ci ait eu lieu à Paris, c'est-à-dire, une métropole ouvrière, qui plus est capitale d'un pays fortement centralisé depuis des siècles. Tout décret pris à Paris, même s'il n'était pas applicable immédiatement, impliquait en fait l'organisation politique et sociale à l'échelle de tout les pays. L'autonomie communale qui en découlait n'était en fait pas le but du mouvement, mais simplement une conséquence évidente de celui-ci.

« L'existence même de la Commune impliquait, comme quelque chose d'évident, l'autonomie municipale ; mais elle n'était plus dorénavant un contre-poids au pouvoir d'Etat, désormais superflu. » (Idem. P.66)

Autrement dit l'autonomie municipale n'apparaît pas ici comme un but, mais comme un effet de la révolution en cours. Le fait de faire reculer l'Etat, de se préparer à le briser, impliquait rendre un certain pouvoir au niveau local. Mais le secret de cette organisation réside dans son caractère social : pour la première fois le pouvoir était directement exercé par et pour la classe ouvrière, et celle-ci se dotait d'instances

destinées à défendre ses intérêts avant tout.

« La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a été soumise, et la multiplicité des intérêts qu'elle a exprimés montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toutes les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail.

Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut coexister avec la perpétuation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe. Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe. » (Mar. La guerre civile en France, ES p.67)

La signification de la Commune réside donc essentiellement dans son caractère classiste de gouvernement de la classe ouvrière. Le programme qu'elle devait adopter, au terme de son action, ne relevait donc pas de la pure et simple garantie des franchises municipales, mais du programme inscrit dans la lutte même de la classe ouvrière : en s'émancipant cette dernière régénère toute la société et permet à celle-ci de contrôler le développement harmonieux des forces productives sur la base de la production associée.

« La Commune, s'exclament-ils, entend abolir la propriété, base de toute civilisation. Oui, messieurs, la Commune entendait abolir cette propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail en simples instruments d'un travail libre et associé. Mais c'est du communisme, c'est « l'impossible » communisme ! Et quoi, ceux des membres des classes dominantes qui sont assez intelligents pour comprendre l'impossibilité de perpétuer le système actuel – et ils sont nombreux – sont devenus les apôtres importuns et bruyants de la production coopérative. Mais si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et une duperie ; si elle doit évincer le système capitaliste ; si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous son propre contrôle et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, messieurs, sinon du communisme, du très « possible » communisme ? » (Idem p. 68)

Aujourd'hui le mode de production capitaliste hyper développé a fourni des bases encore plus solides pour le développement du communisme. Une large part de ce que la Commune ou n'importe quel gouvernement ouvrier de l'époque, aurait encore eu à unifier, à développer, à centraliser, l'a été, de manière contradictoire sous l'égide du MPC. Plus que jamais, les flancs de la société capitaliste sont gros d'un monde nouveau.

Mais plus que jamais aussi l'émergence de ce monde passe par l'établissement d'une dictature du prolétariat à l'échelle mondiale qui se donne pour tâche de briser la machine d'Etat et de mater la résistance de toutes les classes exploiteuses.

Engels dit quelque part que « le vieux mot français : Commune » traduit parfaitement le concept allemand de Gemeinwesen, communauté humaine. La Commune n'eut pas le temps de réaliser son être. Cette tâche appartient aux révolutionnaires des générations ultérieures et ils ne pourront l'accomplir qu'en ayant intégré toute l'expérience passée de l'histoire du mouvement prolétarien et à condition d'en avoir tiré le bilan.

-o0o-